



VISION PROSPECTIVE

2030

2040

2063

de Madagascar

Rapport complet

Janvier 2023

Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples.



MOT DU PRÉSIDENT

Dans un monde de plus en plus imprévisible et complexe, il est important et bien nécessaire d'anticiper pour assurer une action publique qui répond aux besoins de la population. L'exemple de ces dernières années montre fort opportunément que nous devons désormais prévoir au-delà du prévisible car l'improbable est rarement impensable. Que ce soit la pandémie du Covid 19, le dérèglement climatique ou encore la guerre d'Ukraine, les conséquences de ces événements ont fortement bouleversé nos habitudes et nos vies quotidiennes avec parfois des conséquences irréversibles. Ces ruptures et surprises stratégiques, n'en doutons point, mettent en relief l'importance des tendances lourdes et des évolutions de très longue durée entamées depuis et qui vont continuer dans les décennies à venir.

L'initiative « Analyse prospective Madagascar 2030/2040/2063 » converge avec la vision de la Politique Générale de l'Etat, déclinée dans le Plan stratégique de développement, le Plan Emergence de Madagascar (PEM), avec l'objectif de « faire de Madagascar une Nation forte, prospère et solidaire, soucieuse du bien-être de sa population » à l'horizon 2040, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda continental de l'Union Africaine de 2063. La prospective nous aidera ainsi à construire cette vision, un futur à faire et à bâtir, car l'avenir dit-on est moins à découvrir qu'à inventer.

Au même titre que le PEM, faire de « Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples », la vision à l'horizon 2063 place le bien-être du citoyen Malagasy et son épanouissement au cœur de nos préoccupations et de notre engagement. Pour y arriver, il nous faut gérer de façon optimale nos ressources afin de mettre le pays sur une trajectoire vertueuse du développement et d'un mieux-être global, économique et sociale, politique et gouvernance. Nous devons avoir cette capacité d'anticiper les événements pour mieux exploiter les opportunités, mitiger les risques et assurer que nos politiques soient toujours en mesure de répondre aux attentes des citoyennes et des citoyens.

Je remercie le Coordonnateur Résident des Nations Unies à Madagascar pour son engagement fort et soutenu dans la réalisation de cette vision à côté du peuple Malagasy, pour arriver à garder le cap d'ici 2030 sur le redressement et le renforcement des trajectoires vers les ODD et par-delà construire la vision Madagascar 2040-2063.

**Son Excellence Monsieur le Président de la République,
Andry Nirina RAJOELINA**



AVANT PROPOS

La pandémie de la COVID-19 a révélé la fragilité et la non-durabilité de nos trajectoires de développement. Tous les pays du monde, indistinctement de leur niveau de développement, ont été durement heurtés par ce choc sanitaire, révélant, à divers degrés, les vulnérabilités et les fragilités de nos systèmes sociaux et économiques.

Cette situation souligne l'urgente nécessité pour les pays du monde entier de réfléchir sur des systèmes socioéconomiques capables de renforcer leur résilience et leur capacité à faire face à l'avenir aux crises similaires.

Cependant, comment identifier des réponses crédibles et pertinentes aux besoins multiples et en constante augmentation des personnes, des entreprises, et des institutions, en faisant de cette crise une opportunité pour « reconstruire en mieux » (building back better) ?

Bien plus, conformément à l'appel du Secrétaire Général des NU, comment construire « des économies et des sociétés plus égalitaires, plus inclusives, plus durables et plus résilientes aux pandémies, au changement climatique et aux nombreux autres défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés » ?

Avec la pandémie de la COVID-19, une grande partie de nos certitudes et la plupart des hypothèses et projections concernant la réalisation des ODD se sont révélées non soutenables. L'accroissement de la pauvreté et des inégalités, ainsi que les pertes des gains obtenus sur d'autres ODD, sont une réalité dans tous les pays du monde.

Il devient alors urgent de mettre à jour les perspectives, le cadrage et les informations, pour une meilleure prise de décision et une bonne planification du développement de moyen et long termes.

Le leadership, la prise de décision et le plaidoyer ont un besoin crucial de collecte et de synthèse rapides d'« intelligence collective » sur ce qui se passe dans (et entre) les différentes sphères de nos systèmes et à différents niveaux, les risques émergents, les opportunités et les options pour réagir et relancer le processus de développement.

En plus, il apparaît de plus en plus probable que d'autres événements majeurs et/ou chocs de faible probabilité d'occurrence et d'une ampleur et amplitude considérables similaires à la pandémie de la COVID-19 surviennent dans un avenir proche.

Cette situation commande d'anticiper les crises, en préparant d'avance de nouvelles réponses stratégiques, multisectorielles, lesquelles, permettront au pays, non seulement de prévenir les crises et de réagir rapidement et efficacement à ses effets, mais aussi et surtout de renforcer la résilience de ses politiques, institutions, sociétés et économies.

Dans cette perspective d'un avenir fortement incertain, imprévisible et complexe qui n'épargne pas Madagascar, le Système des Nations Unies à l'unisson avec les autorités nationales a considéré impératif, après les efforts menés en 1996 et 2006, de lancer l'initiative « Analyse prospective Madagascar 2030/2040/2063 » pour :

- (i) compléter les analyses des problèmes et défis de développement du pays,
- (ii) appuyer la planification stratégique de développement à long terme pour mieux construire à l'avenir, et
- (iii) former les cadres du gouvernement et des parties prenantes, dans les Analyses Prospectives et anticipatives.



Issa Sanogo,

Coordonnateur résident du Système de Nations Unies à Madagascar

L'initiative a permis de former 58 participants (dont 20 femmes) aux rudiments des études du futur en provenance du Parlement, des Ministères, Régions, Secteur Privé, Organisations de la société civile et du Système des Nations Unies, et de produire trois analyses prospectives, notamment l'étude nationale qui fait l'objet de ce document et deux mini-études thématiques intitulés respectivement « Le futur du développement humain et de l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour la jeunesse Malagasy » et « Résilience et transition verte et bleue : quelles évolutions pour le futur de Madagascar ? ».

La proposition de nouvelle vision de développement à l'horizon 2030/2040/2063 de Madagascar et les orientations stratégiques y afférentes, contenues dans ce document, doivent pouvoir aider le Gouvernement, ses partenaires et toutes les parties prenantes œuvrant pour le développement durable du pays à se renforcer autour d'un chemin commun de long terme et à renforcer la cohérence et la coordination des politiques et des actions des uns et des autres sous le leadership des autorités nationales pour faire de Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples.



REMERCIEMENTS

L'initiative « Analyse prospective Madagascar 2030/2040/2063 » a pu atteindre ses objectifs et mettre à disposition des formations et des analyses prospectives grâce à l'engagement, la collaboration et la compétence de différentes personnes et institutions. Le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies à Madagascar tient ici à les remercier chaleureusement.

Il s'agit de :

- Les 58 participantes et participants à la formation en analyse prospective.
- Le groupe d'experts nationaux participant à l'atelier de l'analyse structurelle en juillet 2022, et le groupe d'experts qui a appuyé la réalisation de l'étude thématique « Résilience et transition verte et bleue : quelles évolutions pour le futur de Madagascar ».
- L'Observatoire de la Jeunesse, les jeunes participants de différentes régions de Madagascar, l'OIT et UN Global Pulse pour l'appui dans la réalisation de l'étude thématique « Le futur du développement humain et de l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour la jeunesse Malagasy ».
- Les intervenants et les participants à l'atelier de présentation du 26 janvier 2023.
- La CAPEC Cellule d'Analyse des Politiques Économiques du Cires (Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales) qui en tant que prestataire de service a conduit les différentes activités de l'initiative.
- Les membres du Comité Technique de l'initiative : Secrétariat General de la Présidence, Secrétariat General du Gouvernement, Direction Générale de l'Economie et du Plan (Ministère de l'Economie et des Finances) et les agences onusiennes PNUD, UNFPA, UNICEF, OIT, FIDA, FAO, OMS et UNESCO.
- PNUD, UNFPA, BCR, UNICEF, OIT, FIDA, FAO et OMS pour avoir co-financé l'initiative.



Avant Propos	03
Remerciements	05
1. Introduction	09
2. Méthodologie d'élaboration de la Vision 2030/2040/2063 de Madagascar.....	10
2.1. L'analyse rétrospective	10
2.2. L'analyse structurelle.....	10
2.3. La construction des scénarios	11
2.4. La formulation de la Vision 2030/2040/2063 et de ses piliers	11
2.5. La définition des orientations stratégiques	12
3. L'analyse rétrospective	13
3.1. Environnement macroéconomique et croissance.....	13
3.2. Démographie, capital humain, emploi, migration et culture.....	19
3.3. Pauvreté et inégalités à Madagascar	27
3.4. Environnement, Changements climatiques et aménagement du territoire	28
3.5. Etat des lieux de la gouvernance à Madagascar.....	41
4. L'Analyse structurelle	48
4.1. Présentation des principaux résultats	48
4.2. Patatoïdes majeures issues de l'agrégation des variables du système Madagascar	53
4.3. Conclusion.....	54



5. Les scénarios	55
5.1. Espace morphologique des scénarios globaux	55
5.2. Trajectoires futures possibles du système Madagascar : narratifs des scénarios globaux	58
5.3. Conclusion.....	64
6. La Vision de Madagascar	65
6.1. La Vision 2030/2040/2063 de Madagascar	65
6.2. Les Piliers de la vision.....	65
6.3. Conclusion.....	68
7. Les orientations stratégiques	69
7.1. Objectifs globaux, objectifs stratégiques et orientations stratégiques	69
7.2. Priorisation selon les horizons temporels	72
7.3. Narratifs des ORS pour les horizons intermédiaires de la vision	74
7.4. Mise en place d'un cadre de gouvernance	75
7.5. Conclusion	76
Bibliographie	78
ANNEXE : Liste des variables de l'analyse structurelle	80





1. INTRODUCTION



En 1996, le Gouvernement malagasy, en collaboration avec le PNUD, avait initié une approche nouvelle axée sur une vision à long terme du développement. Dans cette perspective, des ateliers de formation sur les « Etudes Prospectives à Long Terme (NLTPS)¹ » furent organisés. Ceux-ci visaient principalement à créer et à impulser un réseau national de partenariat NLTPS. En 2006, ce processus a été réactualisé et a permis de renforcer les acquis en matière de formation sur les techniques prospectives.

En vue de consolider cette dynamique, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar, à travers son Bureau et de huit agences du SNU et en collaboration avec les autorités gouvernementales, a entrepris de mettre en œuvre une nouvelle phase d'analyses prospectives en 2021. C'est dans ce cadre que la Cellule d'Analyse des Politiques Économiques du Cires (CAPEC), think tank affilié à l'Université Félix Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, a été sélectionnée à l'effet d'appuyer techniquement l'initiative « Analyse prospective Madagascar 2030/2040/2063 ».

Sous la gestion d'un Comité technique composé par : Secrétariat Général de la Présidence (SGP), Secrétariat Général du Gouvernement (SGG), Direction

Générale de l'Economie et du Plan (DGEP) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), PNUD, UNFPA, UNICEF, OIT, FIDA, FAO, OMS et UNESCO, et dirigé par le Bureau du Coordonnateur Résident (BCR), l'initiative a d'abord formé aux rudiments de l'analyse prospective 58 participants en provenance du Parlement, Ministères, Régions, Secteur Privé, Organisation de la société civile et du Système des Nations Unies. L'initiative a ensuite produit une étude prospective nationale et deux mini-études sur les thèmes « Le futur du développement humain et de l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour la jeunesse Malagasy » et « Résilience et transition verte et bleue : quelles évolutions pour le futur de Madagascar ». Les résultats de l'initiative ont été présentés au large public lors d'un atelier qui s'est tenu à Antananarivo le 26 janvier 2023.

L'élaboration de la nouvelle vision de Madagascar suit une approche de prospective stratégique à long terme. Elle se fonde sur une analyse rétrospective incluant l'analyse diagnostique du pays, la construction d'un scénario de référence, la formulation d'une vision de développement à l'horizon 2030/2040/2063 et des orientations stratégiques y afférentes, et la mise en place d'un cadre de gouvernance pour le suivi des principaux résultats de ladite étude. Ce document consolide les travaux analytiques de l'étude nationale, contenus dans les quatre rapports développés au niveau de chacune des étapes du processus prospectif. Une synthèse de ce document est aussi publiée pour faciliter la diffusion et l'utilisation de la Vision 2030/2040/2063 de Madagascar.

¹ National Long Term Prospective Studies.

2. MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DE LA VISION 2030/2040/2063 DE MADAGASCAR

Le processus suivi dans le cadre l'élaboration de la Vision 2030/2040/2063 de Madagascar est présenté dans ce chapitre.

2.1. L'analyse rétrospective

Cette analyse a été réalisée à partir d'une revue documentaire (des études diagnostiques ou rétrospectives nationales, Plans ou stratégies nationaux ou sectoriels, etc.), et de l'analyse statistique descriptive. L'analyse rétrospective a permis de faire l'examen des politiques publiques passées et des résultats obtenus au cours des 20 à 30 dernières années.

Dans ce contexte, elle a permis de de répertorier les gaps en matière de stratégies de développement. Les thèmes retenus pour l'analyse rétrospective sont :

- (i) Environnement macroéconomique et croissance,
- (ii) Economie numérique et transformation structurelle,
- (iii) Démographie, capital humain et migration ;
- (iv) Pauvreté et inégalités ;
- (v) Environnement, changements climatiques et aménagement du territoire ;
- (vi) Gouvernance, paix et sécurité.

Le choix de ces thèmes s'est fait à partir d'une matrice récapitulative des thèmes des différents documents de prospective et de planification de Madagascar.

Il s'est ainsi agi, dans l'analyse, de répertorier les tendances lourdes, les invariants, les stratégies passées et présentes, les incertitudes critiques, les germes de changement, les forces et faiblesses, les opportunités et menaces, les probables enjeux et défis du futur.

2.2. L'analyse structurelle

Suite à l'analyse rétrospective, l'analyse structurelle a permis d'organiser la réflexion autour des variables les plus importantes, c'est-à-dire celles qui conditionnent la vie du système Madagascar.

Cette étape s'est déroulée de façon participative en présentiel et par visio-conférence du 28 au 30 juin 2022. Elle a été réalisée par un groupe de travail de 21 personnes, composé d'acteurs et d'experts issus de la Présidence de la république, des membres de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile, des agences du système des Nations Unies avec la facilitation technique de la CAPEC.

L'atelier a donné l'occasion aux experts d'identifier, grâce à l'analyse rétrospective, à leur connaissance du système et suite à un exercice de brainstorming et de validation en plénière, une liste de 31 variables (voir annexe) considérées comme les plus déterminantes pour influencer la dynamique du système Malagasy, puis d'évaluer l'influence de chacune d'entre elles sur les autres.

A partir de la réflexion autour du positionnement des variables, l'analyse structurelle a permis de dégager les messages-clés d'avenir, c'est-à-dire les leçons à tirer en pratique de la configuration des variables, et de mettre en évidence les enjeux et défis futurs auxquels fait face le système Malagasy.

La proximité géographique et sémantique des variables dans le plan influence-dépendance du MICMAC a permis de dégager des macro variables ou patatoïdes, reformulés en thèmes prospectifs, en vue de la construction des scénarios.



2.3. La construction des scénarios

Les scénarios qui sont des images futures possibles du système Madagascar ont été élaborés à partir de la méthode de l'analyse morphologique qui est une approche consistant à décomposer un sujet en plusieurs dimensions et variables puis à les combiner entre elles pour trouver de nouvelles idées.

L'analyse morphologique **permet d'explorer les futurs possibles d'un système**, à partir de la combinaison des hypothèses associées à ses variables ou ses composantes.

Les quatre (4) patatoïdes ou macro-variables issues de l'analyse structurelle sont :

- (i) Gouvernance et renforcement de la résilience face aux risques environnementaux et climatiques ;
- (ii) Capital humain et développement social ;
- (iii) Stabilité macroéconomique et développement du secteur privé ;
- (iv) Aménagement territorial et développement des infrastructures.

Elles ont constitué les thèmes prospectifs du système Madagascar. Pour chacun d'entre eux, des questions-clés d'avenir ont été définies et des hypothèses qui sont les différentes réponses possibles à ces questions ont été formulées.

La construction des scénarios s'est faite à deux niveaux. Premièrement, la combinaison des hypothèses à l'intérieur de chaque thème prospectif par des cheminements cohérents, pertinents, vraisemblables et plausibles, a donné les profils de scénarios thématiques.

Dans un second temps, la combinaison des scénarios thématiques a permis de définir les scénarios globaux. Ces différents scénarios ont été baptisés à travers des noms évocateurs et font l'objet d'un exposé narratif qui explicite ces futurs possibles afin de les rendre plus compréhensibles.

2.4. La formulation de la Vision 2030/2040/2063 et de ses piliers

La formulation de la Vision qui fait l'objet du présent rapport a suivi un processus participatif et cognitif. Cette Vision est le point de départ de la phase stratégique.

Par définition, la Vision est l'ensemble formé par la description du futur souhaité, la raison d'être, et les valeurs de Madagascar. Elle est assise sur l'ambition majeure du pays.

La vision est, par nature, politique, un projet de société, un dessein collectif forgé sur un système de valeurs partagées et sur une volonté collective de bâtir un avenir commun. La vision est un processus de construction d'une communauté de destin. La Vision qui a été retenue pour Madagascar à l'horizon 2030/2040/2063 est basée, entre autres, sur l'analyse diagnostique du système Madagascar.

La Vision 2030 de l'étude prospective de Madagascar conduite en 1996 et sur le Programme Emergence Madagascar (PEM).

Les résultats de ces études indiquent que le pays reste encore sujet à des difficultés multiformes telles que celles liées à

- (i) la fragilité économique interne et sous-régionale ;
- (ii) la faible utilisation du potentiel de croissance et de développement ;
- (iii) la faiblesse du capital humain en dépit de son importance dans le processus de développement économique et social ;
- (iv) le manque de culture démocratique et de stabilité politique et
- (v) le manque d'efficacité dans la gestion des ressources naturelles, etc.

Ces problèmes encore d'actualité, constituent également des défis à relever par Madagascar dans le cadre de l'Agenda 2030 sur les ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

2.5. La définition des orientations stratégiques

Enfin, les orientations stratégiques qui sont les options stratégiques compatibles à la fois avec l'identité de Madagascar et le scénario de référence ont été définies. Elles sont les grandes lignes d'actions qui pourront ensuite être déclinées en actions élémentaires et traduites dans le prochain Plan Stratégique de Développement de Madagascar.

Pour la définition des orientations stratégiques, la méthode des arbres de pertinence a été utilisée. Cette méthode a pour but, in fine, d'aider à la sélection d'actions d'élémentaires en vue de satisfaire à des objectifs globaux.

Il s'agit de mettre en relation différents niveaux hiérarchisés d'un problème, allant du général (pilier et objectif global) au particulier (objectifs stratégiques et orientations stratégiques).

De façon concrète, cette méthode consiste à décliner les objectifs globaux (piliers) en objectifs stratégiques et ensuite, à décliner chacun de ces objectifs stratégiques en orientations stratégiques.

Elle a l'avantage de permettre d'éviter les redondances, de découvrir de nouvelles idées, de justifier les choix effectués, d'améliorer la cohérence et enfin de structurer les objectifs et les moyens.

Le reste du rapport est consacré à la présentation des principaux résultats de l'étude. Cette présentation est articulée autour des résultats de l'analyse rétrospective (section 3) ; de l'analyse structurelle (section 4) ; de la construction des Scénarios (section 5) ; la formulation de la Vision 2030/2040/2063 de Madagascar (section 6) et la définition des Objectifs et des orientations stratégiques découlant des piliers de ladite Vision (section 7).



3. L'ANALYSE RÉTROSPECTIVE

Cette section porte sur la première étape de l'analyse prospective qu'est l'analyse rétrospective. Elle présente les principaux résultats du diagnostic de l'Etat malgache sur les 30 années passées, là où les données existent pour les différents thèmes retenus (points 3.2 à 3.6), à savoir :

- (i) Environnement macroéconomique et croissance ;
- (ii) Démographie, capital humain, emploi, migration et culture ;
- (iii) Pauvreté et inégalité ;
- (iv) Environnement, changements climatiques et aménagement du territoire ;
- (v) Etat des lieux de la gouvernance. Le dernier point de la section 3 [point 3.7] est consacré à la conclusion.

3.1. Environnement macroéconomique et croissance

La stabilité macroéconomique conditionne la bonne tenue des activités économiques. Elle crée un environnement favorable à la production et aux affaires et favorise un développement durable.

Ce chapitre examine les développements macroéconomiques ainsi que la dynamique de l'activité économique à Madagascar. Il s'articule autour de 7 principaux points :

- (i) les évolutions macroéconomiques à Madagascar,
- (ii) la dynamique de la production,
- (iii) celle des investissements,
- (iv) l'aide publique au développement,
- (v) le commerce extérieur,
- (vi) l'intégration régionale et,
- (vii) le développement du secteur financier.

3.1.1. Évolutions macroéconomiques

De faibles niveaux de déficits budgétaires et d'endettement enregistrés. Cependant, Madagascar peine à mobiliser les recettes internes et les ressources extérieures nécessaires à la mise en œuvre adéquate de sa politique budgétaire.

Le déficit budgétaire reste contenu. Celui-ci a représenté 2,0% du PIB en 2010, 2,3% en 2015, 1,3 % en 2018 et 1,4 % en 2019 avant de progresser à 4,0% du PIB en 2020, en lien avec la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19 et l'ambitieux plan de réponse (2,8% de PIB) du gouvernement. Il est prévu se replier à 3,8% du PIB en 2023 et 2024 après les niveaux de 6,3% et 5,8% enregistrés respectivement en 2021 et 2022 en liaison notamment avec les actions de relance entrepris suite à la crise sanitaire. En raison des faibles niveaux de déficits budgétaires enregistrés au fil des années, la dynamique d'endettement reste maîtrisée. Madagascar a bénéficié d'une annulation de sa dette publique en 2006 dans le cadre de l'IPTE.

Depuis, le ratio d'endettement est stable. Il a représenté 38,7% du PIB en 2019 contre 32,8% en 2007. En 2020, la dette publique de Madagascar a progressé à 44,8% du PIB en lien avec la pandémie de la Covid-19². Par rapport à sa composition, celle-ci est constituée à hauteur de 31% de la dette intérieure et de 69% de la dette extérieure. La dette extérieure est essentiellement détenue par des créanciers multilatéraux (81%), avec une maturité élevée (14,7 ans), limitant les risques de refinancement.

Quant à la dette publique intérieure, elle est essentiellement constituée de bons du Trésor, souscrits à hauteur de 77% par les banques du pays et de 23% par les institutions non bancaires malgaches. Elle présente une maturité moyenne relativement courte de 2,7 ans, suggérant un risque de refinancement plus important.

² Madagascar, Note de diagnostic pays, Rapport 2021 BAD, P13

En ce qui concerne la charge financière sur la dette, celle-ci reste modérée avec des intérêts équivalents à 1,0% du PIB en 2020, soit 10,5% des recettes budgétaires hors dons. Le poids des intérêts dans le PIB (soit 7,9 % des recettes en 2021) devrait replier à 0,8 % du PIB jusqu'en 2025.

La faible charge d'intérêt sur la dette publique s'explique principalement par le fort niveau de concessionnalité de la dette extérieure. Selon les dernières analyses de viabilité de la dette du FMI, Madagascar présente un risque de surendettement modéré. Toutefois, la part élevée de la dette contractée en devise (plus 70%) dans sa dette publique totale, l'expose à un risque de change important. Si le pays enregistre de faibles niveaux de déficits budgétaires, ceux-ci résultent en partie d'une sous-exécution budgétaire, notamment des investissements publics. Cet état de fait est induit par les difficultés persistantes du pays à mobiliser aussi bien au niveau interne que sur les marchés financiers extérieurs les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre adéquate de la politique budgétaire.

La difficulté à collecter les recettes internes tient notamment à l'étroitesse du secteur formel qui reste dominé par quelques grandes entreprises avec un secteur informel prépondérant. L'importance de la taille du secteur informel est le reflet des périodes difficiles, notamment de l'instabilité politique qu'a connue le pays ainsi que de la stagnation économique qui s'en est suivie, peu propice pour le développement des entreprises.

Au total, Madagascar dispose encore d'une marge de manœuvre budgétaire intéressante pour la mise en œuvre des chantiers inscrits à son plan national de développement.

Des niveaux d'inflation maîtrisés au cours des dernières années.

La Banque centrale de Madagascar maintient depuis plusieurs années une politique monétaire prudente. La création monétaire et les crédits à l'économie ont été modérés et n'ont pas dépassé la capacité d'absorption à croissance lente de l'économie.

Le niveau des crédits à l'économie a été de 16,3% du PIB en 2020, en dessous de la moyenne de 27% en Afrique sub-saharienne. Grâce à cette politique, le pays a notamment réussi, à contenir l'inflation à des niveaux relativement bas au cours des quinze dernières années, contrairement aux années 1980-1997³. A titre illustratif, le taux d'inflation s'est établi à 4,2% en 2020 contre près de 50% en 1995. La tendance à la décélération de l'inflation au cours des années récentes porte également l'empreinte du niveau d'accalmie retrouvé sur le plan politique.

3.1.2. La dynamique de la production

Une dynamique de croissance sans cesse interrompue par des crises politiques

La croissance économique à Madagascar est traditionnellement volatile avec « des périodes de croissance ponctuées de profonds ralentissements »⁴. L'instabilité politique récurrente liée aux problèmes de gouvernance et à la faiblesse des institutions, a souvent érodé la dynamique de croissance économique⁵. Entre 1980 et 2009, le rythme de l'évolution du PIB réel a été très erratique. Il a connu une accélération entre 2010 et 2019, renforcée notamment par l'amélioration du climat socio-politique⁶, la reprise de la coopération avec la communauté des partenaires et l'accès à l'AGO.

³ Note de diagnostic pays, Rapport juillet 2021, BAD, P9

⁴ Mémoire économique de Madagascar 2020, Banque Mondiale

⁵ Rapport du FMI No. 15/24, P4

⁶ Note de diagnostic pays, Rapport juillet 2021, BAD, P8



Cependant, ce nouvel élan de croissance soutenue a été contrarié en 2020 par le choc lié à la pandémie de la Covid-19. Au cours des dernières années, les principaux moteurs de la croissance ont été la consommation et les exportations nettes en ce qui concerne la demande tandis que du côté de l'offre, les secteurs tertiaire (notamment le tourisme) et industriel (en particulier l'industrie extractive) ont joué un rôle moteur dans la création de richesses au niveau national⁷.

3.1.3. La dynamique des investissements

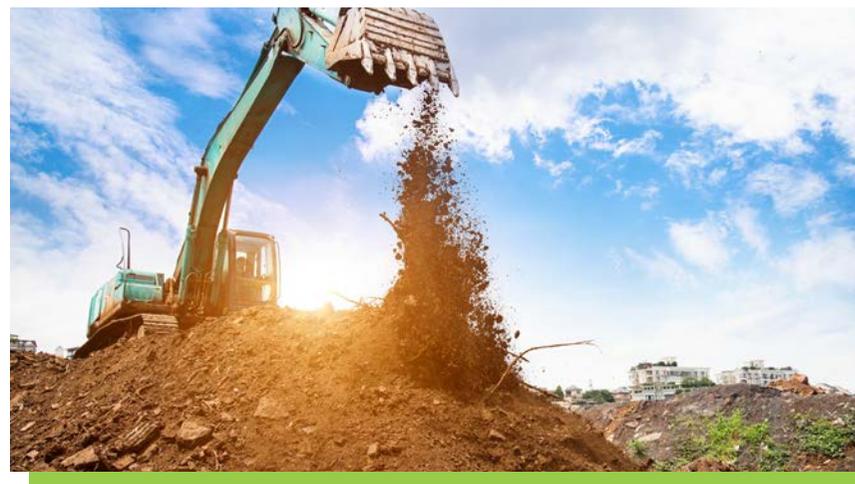
Des investissements en recul par rapport aux niveaux enregistrés sur la période 2007-2009

Le taux d'investissement a atteint un niveau record en 2008 (40% du PIB) qui est depuis resté inégalé. L'investissement reste largement dominé par l'investissement privé hors IDE. Les taux d'investissements public et privé ont suivi la même tendance de progression au cours des 15 dernières années. Ils sont décroissants de 2008 à 2011, plus ou moins constants de 2011 à 2017 et en hausse relativement à la période précédente depuis 2018.⁸ La part des investissements publics demeure inférieure à 10% du PIB sur la période 2007-2021. Toutefois elle a connu une légère progression constante de 2016 à 2021.

Les entrées d'IDE à Madagascar ont été très faibles sur la période 1990-2005 du fait de l'instabilité politique récurrente des années 1991, 1993, 1999 et 2002. Ces flux ont connu une hausse vertigineuse de plus de 372% de 2006 à 2008 en lien notamment avec le retour de la paix sociale et la reprise économique après la crise électorale de 2002. Cependant, le niveau des IDE entrants s'est à nouveau replié à partir de 2009, passant de 1269,4 millions de dollars US à 313,68 millions de dollars en 2014, soit une contraction de 75,2%.

⁷ Rapport FMI N°21/75, AVRIL 2021

⁸ Note de diagnostic pays, Rapport juillet 2021, BAD, P5



Cette évolution a été la résultante d'une combinaison de facteurs dont la crise économique mondiale de 2007 et l'isolement du pays sur la scène diplomatique à la suite la crise politique 2009. Sur les cinq (5) dernières années, une amélioration des flux net d'IDE a été enregistrée, traduisant un regain de confiance de la part des investisseurs étrangers dans la destination malagasy. Cependant, leurs volumes demeurent largement en deçà du niveau d'IDE de 2008 (1392,70 millions USD). En dépit de cette évolution favorable, Madagascar se classe parmi les pays les moins attractifs au regard du niveau des flux investissement directs étrangers entrants dans cette économie.

Au cours de la première moitié des années 2000, les flux d'IDE entrants étaient principalement orientés vers l'exploitation minière notamment l'extraction du nickel, du cobalt et d'autres minéraux. A présent, ces flux s'orientent de plus en plus vers le secteur de l'agroalimentaire⁹.

⁹ Source : mémorandum économique de Madagascar 2020, Banque Mondiale, P37



3.1.4. L'aide publique au développement

Depuis le retour à l'ordre constitutionnel de 2013, l'aide publique au développement s'est nettement accrue. Evoluant sous la barre de 500 millions USD sur la période 2011-2016, l'aide décaissée en faveur du pays a dépassé ce seuil en 2017 avec 729 millions USD pour atteindre 849 millions USD en 2020. Sur la période 2009-2014, la santé, l'infrastructure, le développement rural, l'éducation et la gouvernance ont été les principaux secteurs bénéficiaires avec 70 à 85% des allocations, en lien avec la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

A l'avènement du Plan National de Développement (2015-2019), cette aide a été notamment orientée vers les axes ci-après :

- (i) Capital humain adéquat au processus de développement,
- (ii) Gouvernance, Etat de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale,
- (iii) Croissance inclusive et ancrage territorial du développement, avec respectivement 40%, 20% et 16% du financement¹⁰.

¹⁰ Rapport de mise en œuvre du programme d'Istanbul 2011-2018

3.1.5. Commerce extérieur

Un commerce extérieur traditionnellement déficitaire avec des exportations dominées par les matières premières

Le commerce extérieur représente 60% du PIB de Madagascar. Une grande partie des revenus du pays est collectée sous forme de droits de douane, taxes à l'importation et TVA sur les importations. Madagascar est la 132ème économie exportatrice au monde et le 136ème importateur. Le pays est membre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et du COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)¹¹.

La balance commerciale demeure déficitaire, malgré une hausse régulière des exportations. Ce déficit s'est aggravé sur la période 2000-2015 « avec une courbe en « V », caractéristique de profonds déséquilibres, reflétant l'impact de la crise politique de 2009-2013, au cours de laquelle l'accès aux marchés de l'Union Européenne (APEI) et à celui des Etats Unis (AGOA) avait été suspendu¹². Un pic a été atteint en 2008 avec un déficit de 2470,96 millions de dollars US contre 273,1 millions de dollars US en 2000. Toutefois, ce déficit s'est progressivement réduit pour atteindre 712,09 millions de dollars US en 2016. Mais à partir de 2017, la balance commerciale s'est à nouveau dégradée : -821 millions de dollars US en 2017, -950 millions US en 2018, -1246 millions en 2019 et -1236 millions en 2020.

L'accroissement du déficit sur cette période est imputable à la fois à la hausse des importations de biens d'équipement destinés aux investissements publics et à la baisse des prix de la vanille (Coface)¹³. Les exportations malgaches reposent surtout sur des matières premières à l'instar du nickel, de la vanille, etc. et sur les produits du textile et de l'habillement.

¹¹ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/madagascar/les-chiffres-du-commerce-exterieur>

¹² Note de diagnostic pays, Rapport juillet 2021, BAD, P7

¹³ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/madagascar/les-chiffres-du-commerce-exterieur>





Un faible niveau d'intégration commerciale

Bien qu'étant membre de trois Communautés Economiques Régionales (le Marché commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) et la Commission de l'Océan Indien (COI)), les échanges de Madagascar avec les pays africains demeurent globalement faibles (moins de 5% des échanges du pays selon la BAD).

Ses scores en matière d'intégration régionale sont de 0,29 au niveau de la SADC avec des notes très faibles en ce qui concerne l'intégration des infrastructures (0,039 point) et l'intégration productive (0,082 point), sur une échelle de 0 (absence totale d'intégration) à 1 (parfaite intégration). Pour ce qui est de la COMESA, Madagascar est classé comme pays à performance moyenne avec également de faibles scores en matière d'intégration des infrastructures et d'intégration productive.

Les faibles performances enregistrées pour ces deux dimensions rendent difficile l'intégration économique de la Grande Ile. Ce sont plus précisément l'insuffisance d'infrastructures de transports transfrontaliers et les coûts de transport élevés qui constituent les principaux obstacles. A ceux-ci, on peut ajouter les barrières tarifaires persistantes.

3.1.6. Développement du secteur financier et inclusion financière

Le secteur financier reste de taille modeste

Il comptait, en 2018, 11 banques territoriales toutes privées dont dix sont sous contrôle étranger, 11 institutions de microfinance, 4 compagnies et une mutuelle d'assurances, 3 caisses de pension de retraite dont 2 sont publiques et une privée et 3 établissements financiers non collecteurs de dépôts¹⁴.

Le secteur bancaire représente près de 78% de l'actif total du secteur financier, suivi immédiatement par le secteur des assurances et des pensions¹⁵. Les autres secteurs à savoir notamment celui de l'assurance et celui de la microfinance demeurent encore embryonnaires malgré le rôle de plus en plus important joué par ce dernier secteur en matière d'inclusion financière.

3.1.7. Economie numérique et transformation structurelle

La rapidité et l'ampleur des changements induits par le numérique le positionnent comme un moteur de l'innovation pour l'économie et la société. Sur le plan économique, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont source d'accroissement de la productivité du travail, du capital, de la valeur ajoutée qui stimulent la demande de biens et de services. A ce titre, elles contribuent à promouvoir la transformation structurelle. Cette section fait l'état de l'économie numérique et de la transformation structurelle à Madagascar.

¹⁴ Rapport sur la stabilité financière n° 6, 2018, Banky Foiben'i Madagasikara

¹⁵ Rapport sur la stabilité financière n° 6, 2018, Banky Foiben'i Madagasikara

Économie numérique : les infrastructures de télécommunication sont en développement. Cependant, les taux de pénétration du mobile et de l'internet restent faibles malgré le développement des TIC

Le secteur de l'économie numérique s'est considérablement développé, après une décennie d'investissements importants de la part des opérateurs privés. Alors que le pays affichait un retard de 10 ans dans le déploiement de la technologie 2G au cours des années 1990, aujourd'hui, Madagascar prend la tête en devenant le tout premier pays d'Afrique à déployer la 5G en 2020¹⁶.

Le raccordement à la fibre optique dès 2010 a fortement amélioré la connexion Internet. Celle-ci est considérée comme l'une des plus rapides d'Afrique subsaharienne. Des améliorations substantielles sont également apportées dans la couverture du territoire national par le réseau mobile ces dernières années. Les taux de couverture du réseau mobile 3G et 4G sont passés respectivement de 59 % et 19 % en 2018¹⁷ à 61 % et 21 % en 2019¹⁸ puis à 80 % et 67 % en 2020¹⁹ ; avec d'énormes disparités entre les différentes régions. Cette expansion du réseau mobile a favorisé l'adoption croissante des médias sociaux, des initiatives CivicTech et contribué à la croissance rapide des services financiers numériques (SFN)²⁰. Ces progrès restent cependant limités par une qualité sous-optimale des lois et de la réglementation dans ce secteur.²¹

En outre, les taux de pénétration de l'internet et du mobile demeurent faibles comparativement à la moyenne en Afrique et dans le monde. En effet moins de la moitié de la population a accès à ces services.

¹⁶ Yearbook Madagascar : Rapport économique 2021

¹⁷ ARTEC, Rapport d'activités 2018

¹⁸ ARTEC, Rapport d'activités 2019

¹⁹ Diagnostic du secteur privé de Madagascar 2021, Banque Mondiale, p37

²⁰ Diagnostic du secteur privé de Madagascar 2021, Banque Mondiale, p37

²¹ Yearbook Madagascar : Rapport économique 2021

Une lente amélioration de la structure de l'économie en faveur de l'industrialisation

La structure du PIB est restée figée. Elle n'a pratiquement pas évolué jusqu'en 2006. Elle présente une dominance des secteurs des services et agricole au détriment du secteur industriel. Cette stagnation structurelle vient de la faible diversification de l'économie et l'insuffisance de l'investissement privé²². A partir de 2006, la structure de l'économie a entamé une lente évolution vers l'industrialisation tirée par les industries d'exportation (industries du textile et des activités extractives)²³, au détriment de l'agriculture. La part de la valeur ajoutée du secteur industriel dans le PIB s'est accrue de 8 points entre 2000 et 2019, passant de 13,9 % du PIB à 22,4 %.

Au contraire, celle de l'agriculture a chuté de 7 points. Cette contribution plus importante du secteur industriel à la création de richesses résulte de l'afflux d'investissements directs étrangers spécifiquement dans le secteur de l'industrie extractive au cours des dernières années. Le secteur des services qui se présente comme le plus important, se maintient avec 49,6% du PIB en 2020 (48,4% en 2000). Il est dominé par les branches les moins productives (commerce et le transport) notamment qui concentrent l'essentiel des activités informelles. La lente transformation observée à Madagascar est liée entre autres à son environnement des affaires difficile qui ne permet pas au secteur privé de tirer pleinement profit des importantes opportunités d'affaires. Le pays est classé parmi ceux les moins attractifs dans le classement doing business de 2019.

²² Plan national de développement 2015-2019, p4

²³ Note de diagnostic pays, Rapport juillet 2021, BAD, P5



Les principales faiblesses identifiées concernent l'instabilité des cadres institutionnels et juridiques, le manque d'assouplissement en matière de procédures administratives, les changements de régime inconstitutionnels, l'instabilité politique récurrente, les problèmes de gouvernance, l'opacité des droits de propriété, la difficulté d'obtenir des licences, la corruption²⁴.

A ces facteurs, s'ajoutent l'insuffisance d'infrastructures de transport de qualité, les coupures intempestives d'électricité, le rationnement du crédit, les coûts élevés des facteurs²⁵, l'insuffisance de compétences de la main d'œuvre²⁶, etc.

²⁴ A ce niveau, le pays est classé 152e sur 180 dans l'Indice de perception de la corruption

²⁵ Rapport de mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul 2011-2018

²⁶ Diagnostic du secteur privé de Madagascar 2021, Banque mondiale



3.2. Démographie, capital humain, emploi, migration et culture

Accélérer les progrès socio-économiques en préservant l'environnement pour les générations futures est un objectif recherché par les Etats. Cette quête nécessite d'identifier les contraintes auxquelles ceux-ci sont confrontés. Les problématiques liées à la démographie, au capital humain, à l'emploi, à la migration et à la culture constituent des enjeux cruciaux à examiner dans ce cadre. Cette partie du rapport est consacrée à ces questions. Elle traite successivement de la dynamique démographique de Madagascar (a), du capital humain (b), des migrations (c).

3.2.1. Démographie

L'évolution prévue de la population, influencée notamment par la fécondité, sa structure d'âge ainsi que sa répartition selon le milieu de résidence et les subdivisions administratives, entraînera des défis économiques (taux de croissance économique requis pour réduire le niveau de la pauvreté) et sociaux (capacités de l'Etat et du secteur privé en matière d'offre de services sociaux : éducation, santé, eau et assainissement, sécurité alimentaire face à la demande croissante) auxquels Madagascar devra faire face. Cette situation impliquera la nécessité d'une bonne planification des actions du Gouvernement, des autorités décentralisées, du secteur privé et des partenaires au développement.

Un pays caractérisé par des taux de fécondité encore élevés

La population de Madagascar croît à un rythme moyen annuel de 3,01% par an. Elle est estimée à 27,7 millions d'habitants en 2020, les femmes représentant un peu plus de la moitié de celle-ci, soit 50,7%. Le maintien d'un tel rythme d'accroissement devrait engendrer des niveaux de population de 35,3 et 86,1 millions d'habitants respectivement en 2030 et 2063.

Cette progression de la population au cours des prochaines années serait notamment imputable à la prépondérance des groupes de personnes en âge de reproduction au sein de la population totale. Ce qui contribue à un lent repli de la fécondité au niveau national²⁷. L'indice synthétique de fécondité (ISF) s'établit à 4,3 enfants en moyenne par femme en 2021, avec un écart de plus d'un enfant par femme en milieu rural (4,6) par rapport au milieu urbain (3,2).

Un profil démographique caractérisé par une population à dominance jeune

Le profil démographique de Madagascar est caractérisé par une pyramide à base très large marquant une population extrêmement jeune avec un âge médian inférieur à 20 ans (19,6 ans) en 2020. Dans la mesure où les groupes d'âge reproductif continueront longtemps de représenter une part importante de la population et en raison de la relative inertie des phénomènes démographiques, la population de Madagascar demeurera jeune pendant de longues années.

A ce jour, près de 40,0% des individus ont moins de 15 ans et 60,6% ont moins de 25 ans contre 41,7% et 58,0% en 1960. La transition démographique est ainsi relativement lente. Si la jeunesse de la population peut constituer un atout en raison des dividendes qu'elle peut générer, cette structure engendre également un ratio de dépendance démographique particulièrement élevé.

Madagascar compte ainsi 76 individus dépendants à la charge de 100 actifs potentiels en 2020 comparé à 42 et 49 respectivement à Maurice et au Cabo Verde. Une telle structure accentue les pressions sur les ressources environnementales et sur l'épargne nationale et est peu propice aux investissements productifs.

Un des défis auquel l'Etat malagasy restera longtemps confronté sera de parvenir à répondre aux attentes de ces jeunes en matière d'éducation, de santé, d'emploi, de logements, d'infrastructures et de niveau de vie afin de prévenir les risques éventuels d'instabilité politique et sociale.

En outre, l'accélération de la transition démographique à Madagascar et la faculté pour cet Etat de récolter les bénéfices du dividende démographique dépendront de la mise en œuvre de politiques adéquates, notamment en matière de population. Ces politiques devront, entre autres, favoriser un meilleur accès des populations du milieu rural, caractérisé par une pyramide des âges à base large, à la santé reproductive.

Une urbanisation en stagnation associée à une forte précarité résidentielle

La population urbaine est passée de 2 800 000 (ou 23% de la population totale) en 1993 à près de 4 940 000 d'habitants en 2018 (ou 22,6%). Avec une progression moyenne de la population urbaine de 3,8% par an, celle-ci devrait doubler d'ici à 2027. En effet, près de 200 000 habitants supplémentaires s'installent chaque année dans les villes malgaches (M2PATE). Cependant, le plan d'urbanisme ainsi que les infrastructures ne sont pas suffisamment préparés à cette dynamique.

Dans ce contexte, l'urbanisation à Madagascar s'accompagne généralement d'une détérioration de la qualité de vie dans les villes et d'une crise du logement avec un développement anarchique de l'habitat et une augmentation rapide du nombre des bidonvilles²⁸. Selon le RGPH2018, près de 26% des malgaches vivant dans les milieux urbains se trouvent en situation de précarité résidentielle.

²⁷ Le taux d'usage des méthodes contraceptives, mesuré chez les femmes de 15-49 ans mariées ou en union, a augmenté à 50% contre 37% en 2012 à 44% (MICS, 2018 ; EDS, 2021). Le principal défi en matière de contraception, pour le pays, est la sécurisation des produits contraceptifs car la contraception reste principalement financée par les partenaires techniques et financiers tels que l'UNFPA et l'USAID.

²⁸ INSTAT-RGPH 3_PopulationPrecarite ResidentielleMilieuUrbain_Fev.2022.pdf



3.2.2. Capital humain

Des progrès importants obtenus en matière sanitaire au cours des dernières décennies

Au cours des dernières décennies, Madagascar a fait des progrès importants en matière sanitaire. En conséquence, l'espérance de vie à la naissance s'est sensiblement améliorée. Elle a progressé de 51,6 ans en 1990 à 67,0 ans en 2019, au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (61,6 ans). De même, grâce aux progrès réalisés notamment dans la lutte contre les maladies contagieuses et les carences nutritionnelles, le taux de mortalité infantile a diminué de 50%, passant de 93 cas de mortalité pour 1000 naissances vivantes en 1992 à 47 cas pour 1000 naissances vivantes en 2021 (Banque mondiale, 2017 ; Global Health Action, 2014 ; USAID, 2021). En outre, l'incidence des maladies respiratoires chroniques, des cancers et de la plupart des maladies cardiovasculaires a décliné au cours des 15 dernières années (USAID, 2017)²⁹. Par ailleurs, Madagascar est déclarée libre de la poliomyélite depuis juin 2018 et enregistre l'un des taux de prévalence du VIH les plus bas d'ASS – 0,4% pour les adultes âgés de 15 à 49 ans (ONUSIDA 2015).



²⁹ Le taux de létalité lié aux AVC est passé de 35% en 2015 à 28% en 2018 (deuxième rapport national volontaire de Madagascar sur le développement durable juillet 2021)

Des difficultés persistantes à résoudre, notamment en matière d'accès à la santé

En dépit de ces performances, Madagascar est confronté à des difficultés multiples en matière sanitaire. Des maladies transmissibles telles que le paludisme³⁰ ou encore à fort potentiel épidémique telle que la peste pulmonaire, la rubéole, la rougeole³¹ restent présentes. Elles constituent les principales causes de morbidité et continuent d'occasionner des pertes importantes en vie humaine³². A titre illustratif, entre le 3 septembre 2018 et le 29 septembre 2019, 244.650 cas de rougeole ont été enregistrés au niveau national, avec près de 1080 décès. En vue de prévenir les épidémies, Madagascar a adopté une stratégie de Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SMIR) telle que recommandé par l'OMS en région africaine.

Cependant, les performances du pays en matière de surveillance épidémiologique restent faibles. Madagascar enregistre également l'un des taux les plus élevés de retard de croissance en Afrique. Presque la moitié des enfants (42%) de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition chronique (Ministère de la santé, 2020). En raison de cette malnutrition qui affecte négativement le développement physique et mental des enfants, l'économie malagasy perd annuellement entre 740 millions de dollars (ONN et UNICEF, 2017) et 1,5 milliards de dollars US (NEPAD, ELAC et PAM, 2017), soit entre 7% et 14,5% de son PIB.

³⁰ Le paludisme représente à la fois la quatrième cause de morbidité au niveau national et de mortalité au niveau des centres hospitaliers

³¹ Entre le 3 septembre 2018 et le 29 septembre 2019, 244.650 cas de rougeole ont été confirmés dont 1080 décès. L'ensemble des districts du pays a été affecté.

³² La peste pulmonaire a engendré près de 235 décès en 2017 à Madagascar et affecté directement ou indirectement près de 2.618 personnes. Quant à la rougeole, elle a entraîné, en 2018, la mort de 1.080 personnes tandis que la COVID-19 a occasionné le décès de 389 individus en 2020.

En outre, de nombreuses femmes continuent à perdre la vie en donnant naissance. Le taux de mortalité maternelle reste en effet élevé et s'affiche à 335 cas de décès pour 100 000 naissances vivantes en 2017 contre une cible de 70 cas de décès pour 100 000 naissances vivantes, visée à l'horizon 2030, dans le cadre des ODD. Plusieurs facteurs contribuent à cette situation, à savoir les grossesses précoces, le faible taux d'accouchement dans les formations sanitaires (24,2% en 2017), l'insuffisance de personnel qualifié pour prendre en charge correctement les accouchements et le manque d'accès de nombreuses femmes aux soins de santé obstétricaux et néonataux d'urgence, notamment en milieu rural (rapport national volontaire sur le développement durable, 2021). D'autres difficultés persistantes en matière sanitaire à Madagascar sont relatives aux inégalités importantes concernant l'accès aux services de santé. Ces inégalités résultent principalement de la situation économique précaire de nombreux ménages qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour bénéficier de soins de santé appropriés en cas de maladie³³.

Les problèmes d'accès à la santé sont aussi liés à la faible couverture du pays en infrastructures sanitaires. En raison de la forte étendue du territoire, les populations se trouvent essentiellement éloignées des centres de santé existants. Les statistiques disponibles sur l'accessibilité géographique de la population aux infrastructures sanitaires suggèrent qu'au niveau national plus de la moitié des individus (54,8%) se trouvent à une distance minimale de 5 km du centre de santé le plus proche.

Ces contraintes d'accès à la santé sont accentuées par la mauvaise qualité des infrastructures de transport qui ne favorise pas le déplacement des individus malades vers les centres de santé existants. La Banque mondiale estime que 50 à 100 pour cent des routes secondaires et provinciales de Madagascar sont en mauvais état (Banque mondiale, 2015).

En matière éducative, des performances intéressantes ont également été réalisées pendant plusieurs décennies concernant notamment l'accès à l'éducation primaire

Prenant la pleine mesure des effets bénéfiques de l'éducation sur son processus de développement, l'Etat malagasy s'est, dès les premières années d'indépendance, employé à la construction de son système éducatif à travers l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs réformes. Le plus souvent contenues dans des plans, à l'image du Plan Stratégique de Réforme et de Développement du Secteur éducatif (PSRDSE) de 2003, des plans Education pour tous de 2005 et 2008 ou du Plan Sectoriel de l'Education 2018-2022. Ces réformes ont influencé le niveau de compétences et de savoir-faire dans cet Etat, à travers notamment leurs impacts sur l'accès et la qualité de l'éducation (conditions dans lesquelles se déroulent les apprentissages).

En particulier, l'adhésion à l'Education pour Tous, a permis de maintenir à des niveaux élevés, les taux d'accès au cycle primaire, avec notamment l'engagement soutenu du secteur public qui scolarise plus de 80% des effectifs (PASEC, 2017). Au cours de la première décennie 2000, l'effectif des enfants scolarisés est passé de 2 à 4,3 millions, le nombre d'établissements a progressé de 25 % et le taux d'achèvement dans le primaire a gagné plus de 30 points pour atteindre 73,9% en 2009. Ces efforts de l'Etat ont aussi contribué à favoriser l'accès des filles à l'éducation. En effet, contrairement à ce qui est observé dans la plupart des pays africains, les filles ont autant accès à l'éducation que les garçons au niveau du cycle primaire à Madagascar.

³³ Ces ménages supportent en plus directement plus de 30% (32,5% en 2019) des dépenses courantes de santé (Banque mondiale, 2022 : indicateurs de développement dans le monde).



Cependant les performances du système éducatif tendent à s'effriter sur les dernières années

En dépit des performances susmentionnées, le système scolaire malagasy reste confronté à plusieurs difficultés, qui se sont accentuées avec la crise politique de 2009. Cette crise a engendré une baisse continue des ressources financières apportées par l'État au secteur. Dans ce contexte, l'efficacité interne du système éducatif tend à se dégrader. A titre illustratif, les taux d'achèvement scolaire connaissent un repli depuis plus de 10 ans, passant de 73,9% en 2009 à 63,3% en 2019 tandis qu'ils s'étaient améliorés graduellement entre les années 2000 (36,7%) à 2009.

Ainsi, très peu d'enfants parmi ceux scolarisés réussissent à compléter la formation primaire. En conséquence, les taux de scolarisation chutent fortement dans les cycles d'éducation plus élevés du secondaire et du supérieur. Ces taux s'établissent respectivement à 34,6% et 5,5% dans ces deux cycles du système éducatif en 2019 (UNESCO, 2022). Les raisons des abandons scolaires massifs à Madagascar tiennent notamment à des contraintes de coûts qui amènent de nombreux parents à retirer leurs enfants de l'école. Même si l'école primaire publique est officiellement gratuite, les ménages doivent faire face à certains coûts en scolarisant leurs enfants, notamment ceux liés à la prise en charge dans de nombreuses communautés locales de la rémunération des enseignants. Les frais d'écolage supportés directement par les ménages représentent sont estimés à 19% et 30% des dépenses totales d'éducation respectivement pour le primaire et le collège, dans un contexte où près de 80% des malgaches apparaissent pauvres.

Les abandons scolaires sont aussi, en partie, renforcés par la faiblesse anticipée des bénéfices attendus de l'éducation (Document Stratégique de Réduction de la pauvreté, 2003)³⁴. Le système éducatif malagasy ne parvient pas en général à élever substantiellement les compétences des apprenants.

³⁴ « Les parents qui ont moins confiance à l'efficacité du système éducatif à cause des différents problèmes y afférents (...) trouvent plus d'intérêt à faire travailler leurs enfants (...) plutôt que de les adapter à l'école »



A cet égard, les résultats du PASEC 2015, indiquent qu'à la sortie du cycle primaire, plus de 80% des élèves ne possèdent pas les compétences minimales en lecture (Français) et en mathématiques (PASEC, 2015)³⁵. Ces faibles performances résultent de causes multiples. L'une d'entre elles et certainement l'une des principales est relative aux déficiences enregistrées dans les aptitudes de nombreux enseignants qui ont une maîtrise approximative des curricula et des techniques et objectifs pédagogiques des formations dispensées. Ces déficiences proviennent notamment du recours intensif aux Enseignants Non Fonctionnaires.

En effet, il ressort de travaux effectués dans ce pays par la Banque mondiale que plus de 80% des Enseignants Non Fonctionnaires n'ont pas de diplôme professionnel, portant à deux tiers le nombre d'enseignants sans diplôme professionnel au niveau national³⁶. Dans ce contexte, les faibles compétences acquises au niveau du cycle primaire se répercutent également au niveau du secondaire et du supérieur. Madagascar est classé 115e, 144e et 149e sur 154 pays, en 2021, respectivement pour les sous-composantes « éducation technique et formation professionnelle », « enseignement supérieur » et « recherche et développement » de l'indice du niveau de connaissance (Global Knowledge index) du PNUD.

³⁵ 83% en français (lecture) et 80% en mathématiques (calculs)

³⁶ 883230REPLACEMENT00Box385221B00PUBLIC0.pdf (worldbank.org)



3.2.3. Emploi

L'agriculture offre l'essentiel des emplois. Son poids dans les emplois totaux demeure structurellement important. Il a passé de 75,3% en 1990 à 64,2% en 2019. Le secteur tertiaire intervient en seconde position avec 26,8% des emplois en 2019 contre 13,6% en 1990. Le secteur industriel ne représente que 9,0% des emplois en 2019. Sa part dans les emplois totaux a stagné sur les 30 dernières années.

Si Madagascar se caractérise par un chômage relativement faible, le sous-emploi y est très élevé ainsi que le chômage déguisé. En 2018, le taux de chômage s'élève à 3,8% au niveau national, alors que la proportion des emplois vulnérables est de plus de 80% des emplois totaux. De manière générale, les emplois vulnérables sont beaucoup plus répandus en milieu rural et chez les groupes les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et chez les jeunes. Parmi les facteurs à l'origine de cette situation, le faible accès à la formation professionnelle, l'inadéquation des compétences aux besoins du marché du travail, et la prépondérance de l'économie informelle qui emploie 9 actifs sur 10 apparaissent des préoccupations majeures. La proportion d'emplois vulnérables de l'économie reste structurellement importante. Elle suggère que même en emploi, plus de 80% des malgaches occupent des emplois précaires, n'ont pas accès aux services de protection sociale et sont exposés aux fluctuations liées aux cycles économiques.

3.2.4. Migration

Madagascar émerge encore lentement d'une crise politique de cinq années (2009-2014) qui a freiné l'économie et inversé une grande partie des progrès du pays initialement enregistrés. Se classant parmi les pays les plus pauvres du monde, la Banque Mondiale estime que près de 80% de la population malgache vit sous le seuil de la pauvreté. En dehors des défis socio-économiques et politiques, Madagascar est aussi parmi les pays les plus touchés par les effets néfastes du changement climatique, qui se manifeste par une sévérité croissante et une imprévisibilité des catastrophes naturelles tels que les cyclones, les inondations et les épisodes de sécheresse.

Les migrations à Madagascar résultent principalement de causes socio-économiques telles que la recherche d'opportunités d'emplois, l'insécurité alimentaire, les déséquilibres en matière d'infrastructures entre les provinces, les pressions démographiques sur les ressources naturelles, notamment sur les terres cultivables, etc. Ces facteurs engendrent des schémas migratoires complexes au niveau interne et au-delà des frontières (OIM, 2013). Selon le RGPH-3, la migration interne concerne à peu près 21% (20,8%) de la population résidente. Quel que soit le type de migration interne, les régions d'Analamanga, d'Atsinanana, de Boeny, de Diana, de Bongolava et d'Ihorombe, qui offrent généralement de meilleures opportunités économiques, attirent le plus les migrants internes.



A l'opposé, les régions d'Androy, d'Amoron'i Mania, d'Atsimo Atsinanana, de Vakinankaratra et de Vatovavy Fitovinany voient leurs populations se déplacer vers les autres régions.

En ce qui concerne la migration internationale, celle-ci reste également essentiellement sous-jacente à des motifs économiques, notamment des raisons d'emplois. Elle concerne, d'une part, les citoyens malgaches peu ou pas qualifiés qui y voient une stratégie d'adaptation aux difficultés économiques du pays et se déplacent essentiellement dans les Etats arabes tels que le Liban et le Koweït principalement comme travailleurs du secteur domestique³⁷. Et d'autre part, elle est relative à la mobilité des jeunes et des professionnels malgaches qui migrent à l'étranger pour soit poursuivre les études, soit y trouver des emplois plus valorisants (OIM, 2013). Par rapport à ce dernier aspect, les travaux de l'OIM indiquent, à titre illustratif, qu'une part significative du personnel de santé de nationalité malagasy (soit 39% des médecins et 28% des infirmiers en 2000) exerce sa profession dans des pays développés tels que la France, les Etats Unis, le Royaume Uni, la Belgique et le Canada (OIM, 2013) tandis qu'il existe un manque de personnel qualifié dans ce secteur au niveau national.

Ainsi, la migration internationale de la main-d'œuvre malagasy, notamment qualifiée, constitue un manque à gagner pour cet Etat qui se prive de ce potentiel de ressources humaines pour contribuer à son développement. Toutefois, si cette migration internationale de la main-d'œuvre engendre une fuite de "cerveaux", les transferts de fonds reçus de la diaspora n'ont cessé de progresser sur les deux dernières décennies. En effet, ces transferts ont représenté l'équivalent de 3,8% du PIB en 2020 contre 0,2% en 2000.

³⁷ Ces travailleurs, qu'ils soient réguliers ou non, restent très souvent exposés à la traite humaine.

3.2.5. Culture

Madagascar est très diversifiée sur le plan culturel. Cette réalité reflète les différentes vagues de peuplement à travers les siècles. Le pays ne compte pas moins de 18 ethnies distinctes, parlant des langues d'origine austronésiennes. Néanmoins certains traits culturels apparaissent répandus et partagés par une grande frange de la population. Il s'agit notamment du le Fihavanana et le Fokonolona.

Véritable lien social au sein des communautés rurales malgaches, le fihavanana est un ensemble de règles et de normes qui définissent un code de bonne conduite en société. Il est donc à l'interface des relations sociales et de la structuration économique de la société. En émettant des injonctions fortes sur les règles de sociabilité, il ordonne en réalité un ensemble de mécanismes organisationnels et assurantiels permettant la survie des membres des communautés villageoises. Décrivant le fonctionnement même de la société, il est l'expression d'une rationalité économique collective dont la mise en application passe par la définition de règles et de normes d'entraide et de réciprocité entre les membres de la communauté. C'est un système qui régit la dynamique de la société locale, édicte les comportements interpersonnels, les modes de sociabilité et les stratégies anti-risque.

Cependant, en milieu rural, alors que les aspects économiques et sociaux étaient largement enchâssés, il est observé depuis quelques décennies une distanciation entre les deux sphères. Dans ce contexte, si le fihavanana continue de réguler les relations sociales, en revanche son rôle dans la production économique diminue. Pour leur part, les fokonolona restent sans doute parmi les plus populaires et les plus pérennes de toutes les institutions malgaches, en dépit de tous les changements que l'histoire a pu leur imprimer.

Toutes les sociétés s'y réfèrent pour désigner un capital de pratiques politiques. C'est l'une des institutions qui a réussi à couvrir l'ensemble du territoire national sous diverses appellations, les différents épisodes de cette histoire lui ont impulsé des directions multiples, contribuant à en diversifier le contenu et la forme. C'est la raison pour laquelle, il est plus judicieux de parler des fokonolona.

Le caractère commun qui les lie est la tendance « totalitaire » de l'Etat et les velléités d'autonomie des fokonolona. On note l'existence d'un large spectre de types de fokonolona dont deux versions constituent les bouts extrêmes, encadrant la perception qu'en ont la plupart des Malgaches : **fokonolona administratif** et **fokonolona nentimpaharazana**. Le fokonolona administratif ou fokonolona/fokontany est ce qui résulte des différentes tentatives de l'administration centrale d'intégrer et d'instrumentaliser le fokonolona depuis au moins le roi Andrianampoinimerina (1745-1810). Ce roi fut le premier à systématiser l'intégration du fokonolona dans la machinerie administrative même s'il ne fut pas le premier à avoir compris son importance.

Au bout de la chaîne, le fokonolona est territorialisé sous la forme du fokontany, une subdivision de la commune. Ainsi les communes sont subdivisées en des fokontany. Ceux-ci recouvrent selon l'importance des agglomérations, des hameaux, des villages ou des quartiers. Ainsi, même au sein de cette catégorie (fokonolona/fokontany), la diversité est la règle, ne serait-ce que parce que certains fokontany sont plus grands en superficie et en nombre d'habitants que d'autres. Ainsi le fokontany type de la région du Sud-est est densément plus peuplé que celui du nord-ouest, caractérisé par un habitat dispersé. Malgré tout, depuis Andrianampoinimerina les différents textes et réformes administratifs ont tenté d'uniformiser le fokonolona administratif.

En ce qui concerne, le fokonolona nentimpaharazana, (fokonolona traditionnel dans ce texte), il désigne des structures se légitimant par l'histoire précoloniale et l'autochtonie. Ils ne sont pas formellement reconnus par l'Etat. Cependant ses différents agents et institutions tentent de les utiliser (y compris les fokontany). Ce fokonolona traditionnel comprend les institutions précoloniales qui se sont adaptées à l'époque contemporaine. Ici également, la diversité est de règle. Loin d'être une simple survivance, ce fokonolona gère à des degrés différents selon les terroirs où ils opèrent, de nombreux pans de la vie quotidienne des communautés. Ces dernières vont d'un ou plusieurs lignages à un simple quartier.

Il n'a pas la même taille que le fokonolona de l'administration et couvre des aires géographiques différentes qui peuvent néanmoins se chevaucher. Il double le fokonolona administratif et tente de l'utiliser (et inversement). A la différence du fokonolona /fokontany, il est assimilable plutôt à une organisation de la société civile dans la mesure où certaines de ses actions relèvent de la redevabilité sociale. En effet, plus qu'à travers le fokonolona/fokontany, le fokonolona traditionnel peut, en de nombreuses occasions, devenir le lieu de contestation des décisions de l'Etat et les outils de contrôle des autorités. L'existence de ces deux types de fokonolona illustre sa situation paradoxale. Il tente, en effet, de concilier sa fonction de relais entre l'Etat central représenté par les communes et celle de sphère publique où s'élaborent, à travers discussions et débats, au moins les vertus civiques qui fondent l'ethnicité morale et plus généralement la morale sociale, ciment d'une société.



3.3. Pauvreté et inégalités à Madagascar

3.3.1. Une accélération de la pauvreté depuis les indépendances

Depuis son indépendance en 1960, la pauvreté s'est considérablement accrue à Madagascar. Tandis que le taux de pauvreté avoisinait 45% au cours des années 1960, il a progressé pour s'établir à 60% à 70% au cours des années 1990 (Banque mondiale, 1996 ; Razafindravonona et al., 1999). En 2020, le taux de pauvreté a atteint un pic historique de 81,9% en lien notamment avec la crise de la Covid-19 qui a affecté négativement l'activité économique et les moyens de subsistance de nombreux ménages. Ce taux est respectivement projeté à 81,2% et 80,7% en 2023 et 2024 dans la perspective d'une reprise vigoureuse de l'activité économique. Toutefois, son niveau resterait supérieur aux niveaux d'avant la crise³⁸.

3.3.2. Des inégalités de revenus encore importantes en dépit des progrès enregistrés

L'inégalité des revenus en 2010 est moindre que le niveau enregistré en 2001 (mais plus forte qu'en 2005). Le coefficient de Gini a diminué de 48,6 à 45,5 pour cent (l'indice de Theil de 42,5 à 38,9 pour cent) entre 2001 et 2005.

Cette évolution est due au fait que « les gains ont augmenté dans les parties inférieures et moyennes de la distribution des revenus (en grande partie des travailleurs du secteur primaire) et ont baissé dans l'extrémité supérieure de la distribution (les travailleurs des secteurs secondaires et tertiaires les mieux payés) », un phénomène déjà observé pour la période antérieure de la décennie par Hoftijzer et Paci (2008, p.7).

³⁸ Madagascar - Vue d'ensemble (banquemondiale.org)

La réduction de l'inégalité a été associée à une réduction de la profondeur de la pauvreté : l'écart de pauvreté a diminué de 35,9 pour cent en 2001 à 32,1 pour cent en 2005. Cependant, les cinq années suivantes ont vu une perte partielle de ces améliorations (les chiffres pour 2010 sont de 47,7 pour cent pour le coefficient de Gini et de 41,7 pour cent pour l'indice de Theil). En conséquence, la profondeur de la pauvreté en 2010 était plus élevée qu'en 2005, mais moindre qu'en 2001 (l'écart de pauvreté était de 33,9 pour cent).

3.3.3. Des inégalités persistantes entre les sexes en dépit des efforts entrepris pour les résorber

En ce qui concerne les inégalités entre les sexes, Madagascar est classé au 80ème rang sur 144 pays selon l'Indice de l'écart entre les genres (World Economic Forum, 2017). L'écart le plus important entre les filles et les garçons concerne la scolarisation : la parité filles/garçons au niveau primaire est atteinte, mais au-delà de ce cycle les filles sont défavorisées par rapport aux garçons et ce de manière croissante avec le niveau d'étude. En guise d'illustration, l'indice de parité des sexes du taux brut de scolarisation s'établit à 1,01 en 2019 dans le cycle primaire, en faveur des filles³⁹. Cependant, au niveau de l'enseignement supérieur ce taux s'établit à 0,96 en 2020, légèrement en leur défaveur. Par rapport à la situation sanitaire, le taux de mortalité maternelle reste également assez élevé. Il est de 335 cas de décès pour 100000 naissances vivantes en 2017. Concernant les autres dimensions de l'autonomisation, il ressort que les femmes n'ont pas un égal accès aux possibilités d'emploi, à la terre et au crédit.

³⁹ Cet indice est calculé comme le rapport des taux bruts de scolarisation dans le primaire, des filles et des garçons. Une valeur supérieure à 1 suggère que les filles participent davantage au cycle primaire que les garçons. Madagascar | UNESCO UIS

Par ailleurs, les disparités en matière de revenu sont en défaveur des femmes. En matière d'entrepreneuriat, les femmes se retrouvent essentiellement impliquées dans le secteur informel et dirigent des entreprises de moindre taille dans l'agriculture, le commerce et les prestations de service. Pour ce qui est de leur participation aux instances de prise de décision, il ressort également que celle-ci demeure faible. En particulier, en 2016, le taux global de représentation des femmes aux postes de décision était de 6%, en partant du plus bas niveau de décision (président de quartier « fokontany ») au plus haut.

Au parlement, le taux de représentativité des femmes est de 21 %, ce qui constitue une certaine avancée. Pour améliorer la représentativité des femmes dans les instances de décision à Madagascar, les pouvoirs publics devraient mettre l'accent sur les politiques et les lois visant des quotas ou la parité. Le pays dispose d'un cadre réglementaire et politique de promotion de l'égalité des sexes ainsi que de mécanismes institutionnels y afférents. Ceux-ci concernent entre autres :

- (i) la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [CEDEF/ CEDAW] en 1988 et du Protocole CEDEF3 en 2000 ;
- (ii) La consécration dans la Constitution malgache du principe d'égalité des droits entre hommes et femmes ;
- (iii) La révision, depuis 2007, de plusieurs provisions discriminatoires à l'égard des femmes pour être en accord avec les engagements pris par le pays dans le cadre de la CEDEF ;
- (iv) la loi du 20 août 2007, relative au mariage et aux régimes matrimoniaux, qui établit un âge minimum au mariage des filles et des garçons [18 ans] ; [v] l'adoption en 2017 d'une Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre [SNLVBG] 2017-2021, assortie de son plan d'action.

3.4. Environnement, Changements climatiques et aménagement du territoire

Le secteur de l'Environnement et des ressources naturelles est l'un des domaines déterminants de l'avenir de Madagascar en raison notamment de son économie fortement basée sur l'exploitation de ces ressources et soumise aux fortes incertitudes des changements climatiques. Cette analyse rétrospective permet d'analyser les dynamiques passées et en cours de ce secteur et d'en tirer des leçons pour l'avenir du pays. Elle est structurée autour de quatre points :

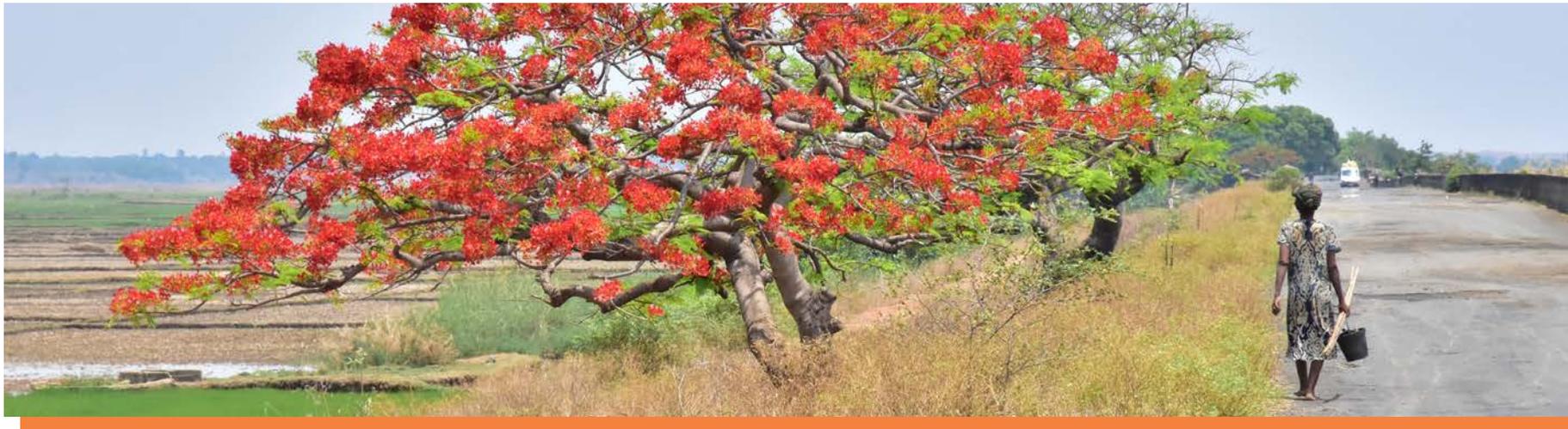
- (i) les enjeux liés à la position géographique de l'île,
- (ii) les atouts consacrés par la richesse de sa biodiversité,
- (iii) les conséquences du changement climatique sur son économie et sa population et
- (iv) les défis posés par l'aménagement du territoire.

3.4.1. La position géographique de Madagascar, atouts et risques

Le positionnement géographique lui confère un capital naturel remarquable.

Située entre les 11° 57' et 25° 30' de latitude sud et entre les 43° 14' et 50°27' de longitude est, Madagascar se trouve dans l'hémisphère sud, au sud-ouest de l'Océan Indien, séparé de la côte sud-est de l'Afrique par le canal du Mozambique. Avec une superficie de 587401 km², Madagascar est considéré comme un micro-continent. Il s'étend sur une longueur de 1500 km entre le Cap Sainte-Marie au sud et le cap d'Ambre à l'extrême nord, et sur près de 500 km dans sa plus grande largeur. Il possède plus de 5000 km de côtes baignées, à l'ouest, par le canal du Mozambique et à l'est par l'Océan Indien avec de nombreuses petites îles. Par sa taille, Madagascar est la quatrième île du monde après le Groenland, la Nouvelle-Guinée et Bornéo (Ratovondrahona, 1997).





La position géographique de Madagascar lui confère un capital naturel remarquable qui le distingue des autres pays : 90% des espèces faunistiques et 80 % des espèces floristiques sont endémiques avec des habitats terrestres et aquatiques exceptionnels (Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, 2015). Son relief caractérisé par un ensemble de massifs montagneux coupant le territoire du Nord au Sud, est source d'une diversité de climats : équatorial et humide sur la côte Est, sec et doux dans les grandes plaines de l'Ouest, et semi-désertique au Sud.

Le climat comprend principalement deux saisons séparées par deux courtes intersaisons d'un mois chacune : la saison chaude, de Novembre à Avril, et la saison fraîche, de Mai à Octobre. La pluviométrie est très variable, pouvant aller de 400 mm à 2300 mm selon les régions.

La côte Est demeure la plus arrosée, c'est aussi la région la plus exposée aux cyclones tropicaux qui se forment dans l'Océan Indien alors que le Sud de Madagascar est la moins arrosée. Cette variété fait de la Grande Île un vivier de la biodiversité caractérisé par un important taux d'endémisme qui attire le tourisme (Gastineau et al., 2010).

Cependant ce positionnement géographique l'expose constamment aux catastrophes naturelles

La situation géographique de Madagascar, son relief et le régime des vents rendent le pays vulnérable à un large éventail de risques naturels (Rodriguez, 2010). Madagascar est le 3ème pays au monde le plus vulnérable aux changements climatiques et par conséquent très exposé aux cyclones, à la sécheresse et aux inondations.

Il est régulièrement confronté à une grande diversité de cataclysmes. La fréquence des catastrophes et leur localisation sont telles que, quelle que soit l'année, il n'est pas rare qu'une des régions malgaches soit confrontée à un cataclysme. Madagascar subit cinq aléas naturels principaux, à savoir les cyclones et tempêtes tropicales, les inondations, la sécheresse et les séismes, qui sont d'origine météorologique et les invasions acridiennes.

3.4.2. Un riche réservoir de ressources naturelles sous exploitées pour certaines et exposées pour d'autres à la dégradation

D'importantes réserves minières et foncières sous-exploitées. La géologie de Madagascar l'a prédisposé à une riche biodiversité. Madagascar abrite environ 5% de la biodiversité mondiale.

Le pays est connu pour la richesse de son capital naturel qui est hébergé au sein de plusieurs régions écologiques, caractérisées par une variété d'écosystèmes terrestres (de forêts, de champs agricoles et de zones herbeuses), aquatiques (zones humides, eaux continentales), marins et côtiers. Madagascar dispose également de richesses minières importantes, dont l'or, des pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que des minerais industriels (fer, bauxite, chrome, nickel/cobalt, ilménite, etc.), le charbon et le grès bitumineux. (Ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts, 2016). Quelques-unes seulement de ces ressources sont mises en valeur : le graphite, la chromite, le quartz, le saphir, l'émeraude, l'or.

Un immense potentiel hydrologique et halieutique

L'île dispose, en outre, d'un potentiel hydrologique et halieutique important. Les eaux intérieures représentent les 0.3% du territoire. Elle possède aussi une grande diversité de ressources halieutiques avec 5000 km de côtes, une Zone Economique Exclusive d'environ 1 140 000 km², près de 50 000 ha de tonnes d'arrières mangroves, 155 000 ha de lacs et lagunes et 1500 km² de plans d'eau naturels favorables à la pisciculture. Parmi ces 5600km de linéaire côtier, 1400km sont recouverts par les récifs coralliens représentant au total une superficie 2400km² (Cook & al, 2000).

Ces derniers sont principalement localisés au niveau de la côte Sud-Ouest, du Nord- Ouest et du Nord-Est. Sur le complexe récifal de Toliara (Sud-Ouest), 130 espèces de coraux scléractiniaires et 700 espèces de poissons ont été répertoriées et il est estimé que pour tout Madagascar, il y a 200 espèces de coraux et 1 500 espèces de poissons (Spalding et al, 2001.) Du côté d'Andavadoaka, l'inventaire marin a permis de répertorier 385 espèces de poissons, 235 espèces de mollusques et 164 espèces de coraux durs (Harding, 2006).

Un important couvert forestier en cours de réduction

Les sols cultivables représentent environ 9.500.000 hectares dont seuls 24% sont exploités par divers types de culture spécifiques à chaque région. L'île compte plusieurs lacs continentaux aux particularités biologiques propres mais qui sont actuellement menacées (pollution, ensablement, surexploitation).

En 2009, 15 types d'écosystèmes terrestres ont été identifiés à Madagascar, avec une formation primaire composée de forêt humide, de forêt sèche de l'Ouest, de fourré sec épineux du Sud-Ouest, de forêt subhumide de l'Ouest, de forêt humide de l'Ouest, de formation herbeuse boisée, de formation buissonnante, de formation buissonnante côtière du Sud-Ouest, de forêt de Tapia et de forêts littorales. Parmi les formations primaires, la forêt humide est la mieux représentée (47.747km²) et la forêt humide de l'Ouest est la moins étendue (72 km²) (Ministère de l'environnement et des Forêts, 2009). Il a été dénombré environ, 12 000 espèces de plantes dont 90% sont endémiques. Environ 4000 espèces restent à découvrir et il a été estimé que les taxonomistes de la flore de Madagascar décrivent 100 espèces par an (MBG, 2009). Pour les arbres et arbustes, 103 familles dont cinq familles endémiques avec 490 genres dont 161 genres endémiques et 4220 espèces dont 4032 espèces endémiques. Avec une végétation naturelle composée de forêts humides, de forêts sèches et d'une forêt épineuse unique, Madagascar fait partie des centres de biodiversité les plus importants du monde (Myers et al, 2000).



Cependant, ce pays est confronté à une dégradation de ses espaces naturels. Les forêts sont passées de 10 746 403 hectares en 1990 à 8 485 509 d'hectares en 2013. Les surfaces des forêts humides ont diminué entre les années 1990-2010 et le taux de déforestation montrait une légère baisse, passant de 0,8% par an entre 1990-2000 à 0,5 % par an pour la période 2000-2010. Sur la décennie 1990-2000, la déforestation est estimée à 1.6 millions d'ha, représentant 8.6% du couvert forestier total, soit une moyenne annuelle de 160.000ha (Goodman et al, 2003).

Ainsi, en 1990, le taux de la déforestation atteignait un niveau alarmant de 1% par an et les forêts humides ne couvraient plus que 5,6 millions d'hectares (Harper et al., 2007). Environ 50 000 hectares de forêts naturelles ont été perdus chaque année à Madagascar sur la période 2000-2005. Plus de 95 000 ha de forêts par an ont été perdus pour la période 2005 - 2010 et environ 110 000 ha par an pour la période 2010 –2013 (Randriany et al., 2015). Malgré les réformes de la politique et de la gouvernance mises en œuvre successivement depuis les années 1990, la déforestation et la dégradation des forêts à Madagascar continuent encore ses rythmes.

Ces dix dernières années, le pays a perdu environ 90 000ha de forêts par an et, selon les projections, le phénomène va s'accélérer pour la décennie à venir, en lien entre autres, avec :

- (i) l'expansion agricole par défrichement,
- (ii) le mode d'élevage traditionnel,
- (iii) les feux incontrôlés,
- (iv) la consommation excessive de bois d'énergie brut ou bois de charbon,
- (v) l'exploitation non durable et illégale du bois et
- (vi) la ruée vers l'exploitation minière artisanale sont les principales causes directes de la déforestation.

3.4.3. Changement climatique

Un pays subissant de plein fouet les effets du changement climatique

En raison du changement climatique, les effets des catastrophes tendent à devenir de plus en plus intenses et fréquents. Le pays se trouve parmi les plus vulnérables au changement climatique au niveau mondial. Selon les données et les projections de la Direction de la Météorologie, le climat de la Grande île a commencé à se réchauffer au début des années 1970 et cette tendance se confirmera dans le futur, à raison d'une augmentation de température de 1% tous les ans.

Plusieurs régions de Madagascar subissent aujourd'hui les conséquences du changement climatique, à des degrés et des vulnérabilités diverses. A titre indicatif, les températures ont augmenté ces dernières décades : dans la moitié Sud de Madagascar, les températures moyennes de l'air ont augmenté de l'ordre de 21,5 à 22,4°C. Quant à la moitié Nord, elles ont augmenté de 23,3°C à 23,5°C depuis une trentaine d'années. Cette situation est due à une augmentation des émissions des gaz à effet de serre au niveau mondial. En effet, bien que la part des émissions de carbone de Madagascar dans le total des émissions mondiales soit historiquement faible, la pression qu'exerce le changement climatique sur cette économie et les moyens de subsistance des populations est disproportionnellement élevée.

Les phénomènes météorologiques extrêmes affectent des secteurs clés de l'économie tels que l'agriculture (principalement pluviale), la pêche et l'élevage, qui offrent aux ménages une part importante de leurs revenus, notamment en milieu rural. Dans le milieu urbain, l'expansion non planifiée et rapide des établissements informels (quartiers précaires) ainsi que la fréquence et l'intensité croissantes des phénomènes météorologiques contribuent, entre autres, à élever les risques d'insécurité.

En raison notamment de ces phénomènes, Madagascar enregistre, en dépit de son capital naturel important, un des taux de pauvreté les plus élevés d'Afrique avec environ 81% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. En outre, la sécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure, 25% de la population rurale du pays étant classée en situation d'insécurité alimentaire.

De fortes incertitudes climatiques persistantes à l'horizon 2030, 2050 et 2080

Selon le GIEC (2015), la température de l'air à Madagascar devrait augmenter de 1,5 °C à 3,2 °C (fourchette très probable) d'ici à 2080. Par rapport aux niveaux préindustriels, la médiane des hausses de température des modèles climatiques à Madagascar atteindra environ 1,6 °C en 2030 et 1,8 °C en 2050 et en 2080. Les projections faites par le PNA, (2021) montrent une évolution à la hausse des températures, avec des températures minimales et maximales qui pourraient augmenter de +1,3 à 1,6 °C d'ici 2050 et de +1,7 à 2,9°C d'ici 2080.

En réaction à la hausse mondiale des températures, le niveau des mers qui bordent l'île de Madagascar devrait s'élever. Les deux scénarios d'émission prévoient des niveaux similaires d'ici à 2050. Le modèle climatique médian prévoit une élévation du niveau de la mer de 11 cm en 2030, 22 cm en 2050 et 43 cm en 2080. Cette évolution menace les communautés côtières de Madagascar et pourrait provoquer une intrusion d'eau salée dans les cours d'eau côtiers et dans les nappes phréatiques.

La médiane des projections montre une baisse des précipitations de 114 mm par an d'ici à 2080. Le nombre de journées de fortes précipitations devrait également augmenter, de 7,0 jours par an en 2000 à 7,5 et 7,2 jours par an en 2080 alors que la disponibilité de l'eau par habitant à Madagascar devrait baisser plus fortement de 78 % d'ici à 2080 par rapport à l'année 2000.

La hausse des émissions de gaz à effet de serre suggère un avenir plus sec pour Madagascar, les modèles climatiques prévoyant une légère augmentation du nombre de jours de fortes précipitations, de 7 jours par an en 2000 à 7,5 et 7,2 jours par an en 2080. Par ailleurs, d'ici 2100, la fréquence des cyclones tropicaux ne devrait pas changer significativement. En revanche, l'intensité des cyclones devrait augmenter de 46%. Les valeurs annuelles moyennes des projections d'humidité du sol sur 1 mètre de profondeur indiquent une baisse plus forte de 5 % d'ici à 2080. La disponibilité de l'eau par habitant à Madagascar devrait baisser plus fortement de 78 % d'ici à 2080. La disponibilité de l'eau devrait baisser de 25 % au nord et à l'est de Madagascar.

Le réchauffement climatique devrait entraîner une augmentation de l'évapotranspiration potentielle dans la plupart des régions du monde. Conformément à ces prévisions, les projections hydrologiques de Madagascar prévoient une hausse plus forte de l'évapotranspiration potentielle de 3% en 2030, de 4% en 2050 et de 8% en 2080 par rapport aux niveaux des années 2000. La médiane de tous les modèles utilisés pour cette analyse indique que la superficie de terres cultivables exposée à au moins une sécheresse par an augmentera de 0,4% en 2000 à 1,4% en 2080.

La fourchette de probabilité d'exposition annuelle à la sécheresse des terres cultivables s'élargit, passant de 0,04–0,8% en 2000 à 0,9–6,5% en 2080. La part de la population affectée par au moins une vague de chaleur par an devrait augmenter, passant de 0,2% en 2000 à 4,8% en 2080. Ainsi, la mortalité associée à la chaleur devrait augmenter de 1,3 à 5,4 morts pour 100 000 personnes par an d'ici à 2080.



Les stratégies de lutte contre les changements climatiques

Etant Partie contractante à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (en 1998) et au Protocole de Kyoto (en 2003), Madagascar a entrepris des efforts pour la mise en œuvre de ces traités internationaux. En effet, le Gouvernement, par le biais du Ministère chargé de l'Environnement, a élaboré le programme d'action national d'adaptation au changement climatique, les documents relatifs à la première et à la deuxième communication nationale, la Stratégie nationale sur le Mécanisme de Développement Propre (MDP) du Protocole de Kyoto et les procédures et critères d'évaluation des projets MDP. Des campagnes de sensibilisation et de formation ont été également entreprises dans les différentes régions de Madagascar.

La récente mise en place au sein du Ministère de l'Environnement et des Forêts d'une structure qui s'occupe uniquement des questions liées au changement climatique et l'adoption par le gouvernement de la lettre de politique environnementale qui inclut le volet changement climatique comme l'un des principaux enjeux, témoignent l'engagement du pays en matière de lutte contre le réchauffement planétaire.

Parallèlement à ces initiatives gouvernementales, les différentes parties prenantes telles que les organisations internationales et nationales, les associations, les groupes de personnes et de plateforme déploient également des efforts pour lutter contre le changement climatique. Des outils sont aussi utilisés afin de promouvoir la gestion durable de l'environnement. C'est notamment le cas des transferts de gestion des ressources naturelles développés en vue de promouvoir la gestion durable et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.



Le nombre de contrats de transfert de gestion des ressources naturelles a connu une évolution croissante de 2015 à 2020, passant de 22 à 117, avec pour cible 900 en 2030. Il s'agit d'un engagement écrit par lequel l'administration gestionnaire d'une ressource délègue à des personnes groupées dans une association formelle la responsabilité de prendre des décisions qui garantissent l'intégrité de la pérennisation de cette ressource.

Par ailleurs, des actions de reboisement sont initiées pour lutter contre le changement climatique depuis 2016. A cet égard, les superficies reboisées par rapport à la superficie de Madagascar sont passées de 0,008% en 2016 à 0,077% en 2020, soit une croissance de 0,069% en 4 ans. L'augmentation de ces superficies reboisées montre le progrès de la gestion durable de l'environnement naturel dans la lutte contre les effets du changement climatique à Madagascar.

3.4.4. L'aménagement du territoire de Madagascar

Rappel historique des grandes phases de l'aménagement du territoire de Madagascar

La problématique de l'aménagement du territoire n'est pas récente dans la politique de développement de Madagascar. En effet, le pays a été doté d'un premier Schéma d'Aménagement du Territoire élaboré en 1952, le plan Rotival, qui traduisait la politique et les moyens que comptait mettre en œuvre la puissance coloniale afin de répondre à sa stratégie pour la réalisation de l'économie de traite. Depuis cette date, cette préoccupation est inscrite dans les attributions de Ministres spécifiques.

Ainsi, de l'indépendance à 1971, Madagascar a initié des plans quinquennaux avec des objectifs de croissance économique à atteindre. L'atteinte de ces objectifs s'est traduite par des efforts d'organisation du territoire et des actions réalisées qui ont marqué profondément le territoire national. Il s'agissait d'opérations de mise en valeur à travers l'exploitation des grands périmètres et des grands aménagements agricoles, ayant principalement pour objectifs la sécurité alimentaire, l'exportation et la fourniture d'intrants aux industries naissantes. Cet effort a été accompagné d'une politique orientée sur la réalisation de grands travaux d'infrastructures, qui a bénéficié d'importantes ressources extérieures. Mais dans le cadre du Plan Quinquennal 1964–1968, l'Aménagement du Territoire était limité à la gestion des villes au moyen de plans d'urbanisme et de la réalisation de quelques projets de développement d'aménagement régional à vocation essentiellement agricole.

De 1972 à 1983, l'objectif principal visé par les Autorités socialistes au pouvoir, en matière d'aménagement du territoire, était d'atténuer les disparités en termes d'accessibilité aux services de base, suite à l'effondrement en 1972 de la première République.

Cependant, les résultats de cette politique ont été peu probants et ont contribué à exacerber les disparités régionales en matière infrastructurelle. De 1984 à 1990, l'échec des politiques publiques antérieures a débouché sur la mise en place d'un programme d'ajustement structurel fondé essentiellement sur des mesures macro-économiques et sectorielles visant à restaurer la solvabilité financière de Madagascar ainsi qu'à redynamiser l'économie. Cependant, l'accent mis sur la résolution des difficultés économiques et financières dans le cadre dudit programme a engendré moins d'égards en matière d'aménagement du territoire. Dans ce contexte, les budgets affectés à la réalisation des infrastructures structurantes ont été considérablement réduits au cours des années subséquentes accentuant les disparités régionales et les déficits en matière d'infrastructure au niveau national.

La politique nationale d'Aménagement du territoire (PNAT) en 2006 : les enjeux et défis de l'aménagement du territoire malgache.

Malgré les potentialités naturelles dont dispose Madagascar, la désorganisation du pays ainsi que les difficultés économiques et sociales limitent les effets des efforts entrepris pour favoriser un développement durable. La PNAT devra faire face à trois (3) principaux défis.

La persistance des disparités régionales

L'organisation physique du territoire et les potentialités qu'elle offre ne favorisent pas une répartition équilibrée des établissements humains et des activités. Cette disparité se traduit par la concentration de plus de la moitié de la population sur 13% du territoire, constitué par les Hautes Terres et la façade orientale, le surpeuplement relatif de la zone Est, moteur de l'émigration.

L'exode rural au profit des centres sous régionaux semble s'installer durablement, car le milieu rural n'est pas en mesure de retenir la main d'œuvre disponible, en excédant par rapport à sa capacité de rétention.



Les exploitations agro-industrielles constituées d'îlots séparés et les sols aménageables (pente inférieure à 15%) sont estimés à 90 % de la superficie totale dont seuls 50% sont disponibles et 30% effectivement exploités.

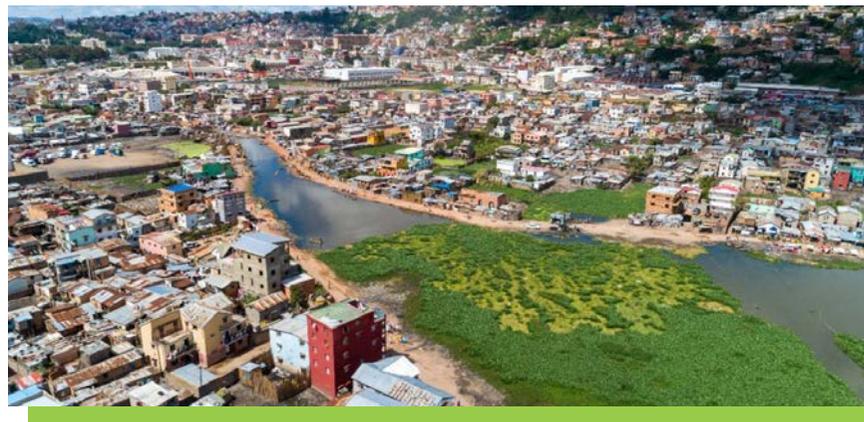
La faible maîtrise de la croissance urbaine

L'armature urbaine est constituée de cinq types de localités hiérarchisées par leur poids démographique et leur base économique : la capitale nationale, les pôles régionaux, les centres sous-régionaux, les bourgs centres, et les centres infra urbains. Ces centres sont confrontés à des degrés divers, à des difficultés liées à la non maîtrise de leur développement. Il en résulte que le pays est confronté à une mauvaise organisation, voire une anarchie dans la gestion de l'occupation du sol. Les extensions urbaines, laissées souvent à l'initiative spontanée des particuliers, sont mal maîtrisées et les villes abritent des développements importants de zones d'habitat sous équipés et insalubres et des quartiers de densité élevée. Selon l'ONU-HABITAT (2012, p. 27), presque toutes les villes du pays sont touchées par l'absence de dispositif de gestion des questions environnementales. Ceci s'explique par l'absence de mesures et de moyens engagés.

On assiste ainsi à une mauvaise gestion des déchets solides et liquides. La preuve en est que seuls 21% des déchets produits dans les centres urbains étaient ramassés.

Le défi écologique : la lutte contre les catastrophes et préservation des ressources

La préservation des ressources naturelles et la maîtrise des effets des catastrophes naturelles constituent un défi majeur pour la politique de l'aménagement du territoire dans la perspective d'un développement durable. Les processus de dégradation des ressources naturelles compromettent le développement économique en réduisant les facteurs de production et la capacité des écosystèmes naturels à se régénérer.



Parmi les catastrophes qui touchent le pays, les cyclones comptent 65% des catastrophes enregistrées, avec une moyenne de 250.000 personnes affectées et 50 millions de dollars de dégâts par événement (Consortium Magma, 2018, p. 24).

Une stratégie de mise en œuvre vigoureuse

Des structures d'aménagement coordonnées

Les acteurs impliqués dans cette politique sont multiples. Le Ministère chargé de l'Aménagement du Territoire joue un rôle essentiel dans la mobilisation et l'animation des partenaires. Les autres ministères concernés par l'aménagement du territoire sont ceux dont les interventions ont un impact sur l'organisation du territoire national. Les régions sont les lieux d'expression des priorités locales et de coordination de la mise en œuvre des programmes nationaux.

Les collectivités territoriales partagent avec l'Etat la compétence d'exécution de la politique de l'aménagement du territoire dans le cadre d'un contrat Etat-Région. La société civile et le secteur privé contribuent à la mise en œuvre de cette politique à travers leurs actions d'animation sociale et leurs interventions économiques.

La clarification du cadre des actions est nécessaire pour plus de transparence dans les prises de décision, l'exécution, le contrôle et l'évaluation des politiques publiques. Les agences d'exécution interviennent en tant que maître d'ouvrage délégué dans la conduite des actions d'aménagement du territoire. Les organismes de coopération sous régionale définissent dans une politique commune les grandes orientations des Politiques Nationales de l'Aménagement du Territoire des pays de la sous-région.

Des outils opérationnels de mise en œuvre

Les instruments mobilisés dans la gestion du territoire sont nombreux aux niveaux communal, régional, national et sectoriels (PCD, PRD, PIPM, PRDR, PUDi, PSU). Ils doivent être développés, coordonnés et complétés par de nouveaux outils de mise en cohérence de mise en œuvre de la politique nationale : le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) et les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT) à élaborer, la Loi d'Orientation de l'Aménagement du Territoire (LOAT) à élaborer, le Fonds de Développement Local (FDL) à renforcer pour fédérer à terme les financements liés aux actions territoriales tant urbaines que rurales. Ceci permettra d'éviter la démultiplication des fonds.

Une réglementation homogène et adaptée

La mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire devra s'appuyer sur les moyens juridiques relatifs aux différents codes existants (foncier, minier, de l'environnement, de l'eau, des Aires Protégées, de l'Urbanisme et de l'Habitat), appelés à être complétés par d'autres textes (code de l'aménagement, code rural, code de l'information géographique). La maîtrise du foncier constitue un défi majeur dans la mise en œuvre des objectifs de la politique nationale de l'aménagement du territoire. Elle doit s'appuyer sur des instruments adaptés et des actions opérationnelles.

Des moyens financiers et humains renforcés

Le financement de l'aménagement du territoire est actuellement assuré par divers instruments dans le cadre de plusieurs programmes. Ces financements dispersés peuvent être regroupés ou coordonnés dans le cadre d'un fonds commun comme le FDL. Il faudra également évaluer et mobiliser la capacité et les initiatives des acteurs publics et privés pour promouvoir le développement local, tant au niveau des collectivités locales, qu'au niveau de l'administration déconcentrée. En outre, la mise en œuvre de la politique de l'aménagement du territoire requiert le renforcement des capacités d'intervention des acteurs impliqués dont notamment : les services étatiques chargés de l'aménagement du territoire ; les collectivités territoriales ; les agences et sociétés d'aménagement ; les structures en charge des projets et programmes de développement ; les agences d'exécution, les opérateurs de services publics.

Les résultats attendus de la mise en œuvre de la PNAT

Les principaux résultats escomptés de la politique nationale de l'aménagement du territoire sont les suivants.

La réduction de la disparité intra et inter-régionale

L'Aménagement du Territoire défini en tant que mise en valeur des territoires conduit à un impératif de planification spatiale qui organise l'émulation et stimule la solidarité et la complémentarité entre les régions ; permet de concevoir des espaces interrégionaux selon des vocations productives dominantes ; permet la mise en cohérence des objectifs de développement régionaux avec les politiques sectorielles au niveau national ; tient compte des vocations des sols pour la répartition spatiale et l'articulation des grandes zones d'activités ; sert de référentiel aux stratégies sectorielles.





L'intégration de l'économie aux marchés intérieur, régional et international

La politique nationale de l'aménagement du territoire qui traduit les orientations politico-économiques de l'Etat, conduira à la transformation de l'économie de subsistance à l'économie de marché notamment pour les activités agricoles ; la mise en évidence des priorités définies par les directives territoriales d'aménagement indiquées par le gouvernement ; la facilitation de l'accès des acteurs de développement aux facteurs de production ; la création de richesses dans l'offre de services et de ressources.

La promotion, structuration et articulation des zones d'activités

La politique nationale de l'aménagement du territoire permettra de structurer le territoire national autour des pôles de croissance, des zones à vocation spécifiques et de l'exploitation des ressources naturelles. La PNAT devra conduire à la promotion d'un cadre de vie attractif et sécurisé tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Elle doit se traduire par la mise en place d'infrastructures de base permettant l'implantation d'unités de production, la création de centres de développement du savoir-faire des ressources humaines et la réalisation des infrastructures de communications.

La rationalisation et amélioration de la gestion et de l'exploitation des ressources naturelles

L'organisation fonctionnelle de l'espace géographique national dans une dynamique d'aménagement du territoire doit aboutir à :

- (i) la conservation du milieu naturel et du patrimoine culturel, historique et artistique ;
- (ii) la gestion durable des ressources naturelles et des zones aménageables générant par ailleurs des revenus pour les populations ;
- (iii) la préservation de l'environnement [PNAT, 2016, p. 35].

Le bilan de la mise en œuvre de la PNAT à Madagascar

Une armature urbaine marquée par la macrocéphalie de la capitale Antananarivo

Le système d'organisation territoriale actuel est conçu autour d'une armature urbaine qui est constitué par la Capitale en tant que seule métropole, de 7 grandes villes, de 34 villes secondaires et enfin de 130 petites villes, réparties dans les 22 Régions et les 12 espaces de croissance. Ce réseau urbain malgache présente un double déséquilibre dans la distribution spatiale et dans la répartition population et territoire. On assiste à une répartition inégale des villes dans l'espace, au profit des Hautes Terres Centrales et de la partie orientale de l'île. En effet, la répartition des villes sur le territoire national est caractérisée par :

- ✪ *une hypertrophie de la zone métropolitaine d'Antananarivo : avec une population estimée de 2.9 millions d'habitants, la métropole représente environ 25% des urbains ou 32% de la population urbaine totale du pays (UN World Urbanization Prospects, 2014). Il est estimé que la population du Grand Antananarivo devrait doubler d'ici 2030 ;*

- ✦ *l'émergence des grandes villes : le maillage de capitales provinciales et régionales a permis l'émergence de centres urbains de taille moyenne à vocation administrative, sociale et économique pour la mise en valeur des régions et leur désenclavement.*

On y compte plusieurs centaines de milliers d'habitants avec également une concentration des 2/3 de la population urbaine sur un axe Antsirabe-Antananarivo-Toamasina avec une prolongation au Sud Est vers Fianarantsoa et Manakara. Les autres capitales de province constituent également des pôles de développement économique et démographique dynamiques ;

- ✦ *des villes secondaires (inférieures à 20.000 habitants) devenues des pôles de croissance : ces petites villes sont situées dans un espace de croissance ou dans un environnement dynamique (ressources minières, agricoles et biologiques, tourisme, etc.). Elles connaissent depuis quelques années une forte et rapide augmentation de leur population, contribuant à l'allègement de la pression sur les zones rurales les plus peuplées et renforçant le maillage des services au bénéfice de l'ensemble de ces régions. Cependant, la faiblesse de l'investissement dans ces petites villes ne permet pas de balancer efficacement l'attraction exercée par les plus grandes villes qui sont débordées par l'afflux continu de population.*

Madagascar entame, sans conteste, sa phase de transition urbaine. Depuis 2012, un malgache sur trois, vit en ville et les prévisions estiment que la moitié des malgaches vivrait en ville vers 2035. Cependant, longtemps mal maîtrisé, les indicateurs du phénomène d'urbanisation sont relativement peu révélateurs : 72% des citadins vivent dans les bidonvilles, 65% d'entre eux n'ont pas accès à l'énergie domestique, 60% n'ont pas accès aux transports en commun, 40% n'ont pas accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, bon nombre de villes ont plus de 75% de leurs voies de communication en mauvaise qualité, etc.

La relance de la décentralisation

Le contexte politique, administratif et institutionnel à Madagascar a beaucoup évolué depuis la mise en œuvre de la Constitution de la IV^{ème} République. En effet, la Constitution de 2010 considère que « la mise en œuvre de la décentralisation effective, par l'octroi de la plus large autonomie aux collectivités décentralisées tant au niveau des compétences que des moyens financiers » constitue l'une des « conditions de l'épanouissement de la personnalité et de l'identité de tout Malagasy... facteur du développement durable et intégré ».

Elle stipule dans ses principes fondamentaux que « la République de Madagascar est un État reposant sur un système de collectivités territoriales décentralisées composées de Communes, de Régions et des Provinces dont les compétences et les principes d'autonomie administrative et financière sont garantis par la Constitution et définis par la loi ». L'échelle nationale n'étant pas toujours adaptée pour identifier et mettre en œuvre des interventions cohérentes efficaces au niveau local, et dans le respect du principe de subsidiarité, des outils de planification ont été mis en place pour raisonner à une échelle infranationale.

Actuellement, 59% des Régions et 5% des Communes Rurales ont leurs outils de planification participative, intégrée et durable. Au niveau des centres urbains, 24 Plans d'Urbanisme Directeur (PUDi) et 10 Plans d'Urbanisme de Détail (PUDé) ont été approuvés de 2016 à 2020. La valeur-cible est que 26,7% des établissements urbanisaient leurs documents de planification.

En outre, au cours de l'année 2020, le secteur de la décentralisation a focalisé ses actions sur :

- ✦ *l'octroi en budget de 1.695 Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ;*
- ✦ *l'application du budget participatif sur 300 Communes sur un objectif de 350 soit 85,71%*



- ★ le financement de 2.733 sous-projets communaux financés par le Fonds de Développement Local (FDL) sur un objectif de 2.703 soit un écart de +8% ;
- ★ l'accompagnement en MOC (Maitrise d'Ouvrage Communale) par le FDL de 8.199 responsables communaux sur les 8.109 prévus soit 101% ;
- ★ le transfert de fonds à 93% aux CTD par le FDL.

Un inégal accès des populations à l'eau et à l'assainissement

Les conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement amélioré se sont améliorées. En effet, de 2015 à 2020, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 25% à 47%, l'assainissement amélioré est passé de 25% à 46%. L'accès aux services « eau et assainissement » a particulièrement baissé en 2017 pour plusieurs raisons dont la détérioration des installations et de la qualité d'eau. Des inégalités sont constatées dans l'accès pour l'eau potable et les services d'assainissement. Plus de la moitié de la population (57%) n'ont pas accès à une source d'eau améliorée. Un quart de la population en milieu rural n'ont pas accès à l'eau potable de base. Un peu moins de la moitié (45%) n'ont pas accès aux services d'assainissement de base.

La construction des infrastructures structurantes

L'accès de la population rurale à des infrastructures structurantes s'améliore. Le taux de communes accessibles par voie de surface toute l'année est passé de 40% à 50% de 2016 à 2020. Beaucoup d'efforts ont été menés pour instaurer une norme de construction routière résiliente aux changements climatiques, à travers une approche intégrée de la planification et de la programmation des travaux routiers.

La mise en vigueur de l'ordonnance 2019-01 du 19 mai 2019 sur le patrimoine routier, la réforme du Fonds d'Entretien Routier (FER) en Fonds Routier (FR) facilite l'accessibilité des Collectivités aux financements de réhabilitation de leur patrimoine routier.



La création d'une agence d'exécution chargée des travaux routiers (Agence Routière) permet d'alléger les interventions de l'Administration du 19 mai 2019 sur le patrimoine routier, la réforme du Fonds d'Entretien Routier (FER) en Fonds Routier (FR) facilite l'accessibilité des Collectivités aux financements de réhabilitation de leur patrimoine routier. La création d'une agence d'exécution chargée des travaux routiers (Agence Routière) permet d'alléger les interventions de l'Administration. Au titre de l'année 2020, la longueur de routes construites/réhabilitées, entretenues et opérationnelles a atteint 14.343,03 km contre 774,30 km de routes en 2019.

Les travaux ont été concentrés sur la construction, la réhabilitation des routes, des pistes rurales, des ponts, des voiries urbaines, des digues (RN1, RN2, RN3, RN4, RN5, RN5A, RN6, RN7, RN12A, RN13, RN44, RN43, Rocade Nord-Est et Est, Ivato-Village artisanal avec flyover, Antananarivo-ville, etc). Le Ministère a facilité ainsi la fluidité de la circulation tout en traitant les points critiques et l'entretien courant des réseaux routiers.



Le réseau de chemin de fer Malagasy compte 869 km de voies ferrées, réparties sur quatre réseaux, qui datent du début du XXème siècle à savoir la ligne Tananarive-Côte Est (T.C.E.), la ligne Moramanga-Lac Alaotra (M.L.A.), la ligne Antananarivo-Antsirabe (T.A.) et la ligne Fianarantsoa-Côte-Est (F.C.E.). Dans l'ensemble, le trafic ferroviaire n'a cessé de diminuer depuis 2018.

En effet, depuis 03 ans, on a enregistré des évolutions négatives pour le transport des voyageurs et des marchandises et celles-ci sont valables, aussi bien, pour le Réseau Nord que pour le Réseau Sud. En effet, à titre d'exemple, pour le transport de voyageurs, on a enregistré une diminution de nombre des voyageurs de l'ordre de 82,3% de 2019 à 2020 pour le réseau Sud-FCE.

Madagascar ne compte pas moins de 18 ports maritimes, dont 15 sont actuellement opérationnels et 03, Mananjary, Manakara et St Louis ont été fermés depuis plus d'une dizaine d'années. Le réseau portuaire est balisé par 106 phares et feux de signalisation maritime. Seuls 05 ports parmi les 15 en activité dont notamment Diego Suarez, Fort Dauphin, Tamatave et Majunga, soit des ports long-courriers, disposent d'infrastructures adéquates telles que des quais, des terre-pleins, des grues, des terminaux ferroviaires et fluviaux, des entrepôts pour des opérations à quai.

Le transport fluvial tient une place non négligeable pour le développement socio-économique national. Il facilite la desserte de plusieurs villages ou villes totalement ou partiellement enclavés vers les grandes agglomérations. Cette liaison permet à la fois à la population de bénéficier des services sociaux, de se ravitailler en produits de première nécessité et d'évacuer leur production agricole.

Le Canal des Pangalanes, long de 700 Km, longeant la côte Est entre Toamasina et Farafangana, est devenu, depuis son aménagement, au début du XXème siècle, une voie indispensable au mouvement des personnes et des biens sur cette partie de l'île.

La navigation sur le canal est aussi devenue une attraction éco touristique prisée. Un port fluvial a été construit sur ses berges à Mananjary, en 1980, mais ce dernier n'a jamais été utilisé. L'objectif consiste à connecter les villages ou villes totalement ou partiellement isolés avec les grandes agglomérations afin de valoriser les potentialités de chaque région à travers la promotion du transport fluvial. (MEF, 2020).



3.5. Etat des lieux de la gouvernance à Madagascar

3.5.1. Evolution de la gouvernance au Madagascar

La gouvernance est une question à controverse qui revêt une grande importance pour le développement. En effet, la mauvaise gouvernance est l'un des principaux obstacles à la transformation structurelle en Afrique. C'est dans ce sens qu'au cours des dernières années, les questions de gouvernance, et en particulier de corruption, ont été placées au cœur des politiques publiques, au motif que la réussite des politiques économiques ne dépend pas seulement de leur contenu mais également de la façon dont elles sont mises en œuvre (Razafindrakoto, Razafindrazaka et Rouband, 2009)⁴⁰.

Dans un Working Paper récent du FMI (2019) intitulé « A Governance Dividend for Sub-Saharan Africa ? », les auteurs (Amine Hammadi, Marshall Mills, Nelson Sobrinho, Vimal Thakoor, and Ricardo Velloso) montrent qu'une mauvaise Gouvernance compromet les performances économiques par divers canaux, notamment les insuffisances des fonctions gouvernementales et les distorsions dans les incitations économiques.

Les pays d'Afrique sub-saharienne ASS) pourraient ainsi renforcer leurs performances économiques en améliorant la Gouvernance et en réduisant la Corruption. Alors que le processus prendrait beaucoup de temps et d'efforts, le passage du niveau moyen de gouvernance des pays d'ASS à la moyenne mondiale pourrait augmenter la croissance du PIB par habitant de la région d'environ 1 à 2 points de pourcentage.

Mesurer la gouvernance importe ainsi tant du point de vue de la politique nationale, que de celui des relations économiques internationales ou encore de la recherche en sciences économiques et politiques.

⁴⁰ Razafindrakoto, Mireille, Désiré Razafindrazaka and François Rouband (2009) : « La gouvernance à Madagascar : Portée et limites de la lutte contre la corruption et du processus de décentralisation », <https://afrobarometer.org/fr/publications/la-gouvernance-%C3%A0-madagascar-port%C3%A9e-et-limites-de-la-lutte-contre-la-corruption>



En effet, les indicateurs de gouvernance ont permis de mieux connaître les causes et les conséquences de la mauvaise gestion des affaires publiques (Duc et Lavallée, 1999). Plusieurs catégories d'indicateurs sont ainsi utilisées pour évaluer le niveau de gouvernance des pays. L'indice IPC a été établi dès 1995 pour tenter d'évaluer chaque année les niveaux de corruption dans les pays du monde. Pour le compte de l'année de 2021, Transparency International indique que la République de Madagascar a récolté la note de 26 sur 100. Ce score, bien que supérieur d'un point au résultat de l'an dernier n'a rien de réjouissant. En effet, malgré de petites avancées, les nombreuses affaires de détournements de deniers publics, l'absence de poursuite pénale efficace, la recrudescence des trafics et l'agressivité à peine voilée du pouvoir envers la société civile sont autant de facteurs qui ont conduit à ce résultat.

Pour ce qui est de la corruption, Madagascar occupait en 2020 le 149^e rang sur 180 pays et territoires dans le monde pour l'indice de perception de la corruption (IPC). Comparativement à 2019, Madagascar a gagné respectivement neuf et deux places en 2020 et 2021 pour cet indice. Il s'est positionné au 147^e rang mondial sur 180 pays, avec un score de 26/100 en 2021.

Il est passé du 152e rang (2018) au 158e (2019) sur 180 pays, et son score était en baisse entre 2012 et 2019 avant de regagner le 149e rang en 2020. Au cours de la décennie 2010-2020, le pays a obtenu le meilleur score de l'indice Transparency International en 2012 (32/100). Cela s'explique par la stabilité politique qui prévalait à cette époque (2009-2013 période de transition politique). Cependant, sur la période 2014-2019, le niveau de gouvernance de l'État malgache avait chuté (24/100). Depuis 10 ans, l'IPC de Madagascar varie entre 24/100 et 32/100. La cible de 45/100 en 2019 n'a par conséquent pas été atteinte.

Cependant, le régime actuel s'est fixé comme objectif d'atteindre un score de 50/100 d'ici 2024⁴¹. L'intégrité politique, garante de probité et d'éthique, est l'un des facteurs qui influent la perception de la corruption et qui aident à l'atteinte de cet objectif. Un autre indice de bonne gouvernance, de plus en plus utilisé afin de mesurer et de favoriser la bonne gouvernance notamment en Afrique, est l'Indice Mo Ibrahim de la bonne Gouvernance Africaine (IIAG). L'indice IIAG est un outil qui mesure et suit annuellement les performances de gouvernance dans 54 pays africains. Le cadre comprend quatre catégories : sécurité et État de droit, participation et droits de l'Homme, opportunités économiques durables et développement humain.

En 2019, l'indice IIAG classait Madagascar au 35^e rang sur 54 pays (cf. tableau 1). Mais, avec un score moyen de 44,4 la gouvernance globale a augmenté 1,7 point depuis 2010. En 2019, 61,2% de la population vit dans un pays où la gouvernance globale est mieux qu'en 2010 (IIAG, 2019). Qui plus est, la République de Madagascar fait partie avec l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, les Iles Seychelles, le Soudan, le Tchad et le Togo, des pays ayant le plus réussi à progresser dans chacune des quatre catégories (IIAG, 2019).

⁴¹ Rapport de Forum Politique de Haut Niveau sur « Le régime actuel s'est fixé comme objectif d'atteindre un score de 50/100 d'ici 2024. L'intégrité politique, garante de probité et d'éthique, est l'un des facteurs qui influent la perception de la corruption et qui aident à l'atteinte de cet objectif » juillet 2021.

Cependant, les progrès en matière de gouvernance ont ralenti

Depuis 2015, les progrès de l'archipel ont ralenti, avec le rythme annuel moyen de progression des cinq dernières années (+0,05) étant moins de la moitié de celle sur la décennie (+0,13). Se détériorant au cours de la décennie, le développement humain notamment la santé et la protection sociale ont aggravés leur déclin depuis 2015. La participation, le droit et l'inclusion ont continué de se détériorer, bien qu'à un rythme plus lent. La hausse de l'indice IIAG du Madagascar de 2019 est due à une performance améliorée des quatre catégories de l'IIAG : Sécurité et état de droit, montrant la plus forte hausse entre 2018 et 2019, suivie par Participation, Droits et Inclusion.

Quant à l'indicateur de gouvernance dans le monde (World Governance Indicator - WGI) du Groupe de la Banque Mondiale, il indique dans quelle mesure la puissance publique est au service des intérêts privés et informe sur les phénomènes de « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés. Son score de performance est de 0 à 100. Le score le plus élevé traduit la meilleure situation. La valeur de l'indice WGI de Madagascar pour 2020 s'établit à 0,2342 soit 23,42% ce qui place le pays dans la catégorie « niveau de gouvernance très faible » et au 164^e rang parmi 189 pays et territoires. Entre 2010 et 2020, l'indice WGI de Madagascar a progressé, passant de 0,462 à 0,528 (soit une hausse de 14,3 %). Le graphique 2 illustre les progrès réalisés par Madagascar pour chacun des indicateurs du WGI.

Entre 2010 et 2020, le contrôle de la corruption à Madagascar a augmenté de 23,62%. En revanche, la situation de l'état de droit au sein de l'archipel oscille selon la situation politique mais enregistre son niveau le plus bas en 2010 et 2020 avec respectivement un taux de 19,71% et 22,27%. De même, l'indicateur voix et responsabilité ne cesse de régresser année par année. Cet indicateur a diminué de près de 12,09 % entre 2010 et 2020. Madagascar obtient son plus mauvais score au niveau de la composante stabilité politique et absence de violence passant de 29,05% en 2010 à 17,06% en 2020. Il ressort des indicateurs mentionnés plus haut que le niveau de bonne gouvernance du Madagascar est au plus bas.





Ceci pourrait constituer pour Madagascar un sérieux obstacle à son développement économique. Puisque de nombreuses études empiriques s'appuyant sur des travaux statistiques avancés ont conclu que la corruption allait de pair avec une moindre croissance économique (Ugur et Dasgupta, 2011). Dans le même ordre d'idée, le FMI (2017)⁴² révèle que la dégradation de la gouvernance au cours des dix dernières années réduit actuellement la croissance économique de Madagascar d'au moins 0,5 % par an.

En d'autres termes, si Madagascar pouvait ramener la corruption à son niveau de 2005 (avant la période de transition), la croissance annuelle, toutes choses égales par ailleurs, serait supérieure de 0,5 à 0,8 point de pourcentage, un montant significatif compte tenu de l'effet cumulé.

⁴² FMI (2017) : « Document sur les questions générales », Rapport du FMI No. 17/224 - Juillet 2017.

3.5.2. Défis en matière de gouvernance à Madagascar

La gouvernance est l'un des termes les plus usités dans le champ des politiques publiques africaines au cours des deux dernières décennies. Madagascar en particulier est régulièrement secoué par des crises sociopolitiques.

De nos jours, le défi de la gouvernance est de permettre le respect des diversités tout en favorisant la multiplication et le renforcement des interdépendances. Cela appelle donc à une transformation de l'action publique et de la culture politique et administrative pouvant mener à un partenariat équitable et fécond entre l'État et la société dont il fait partie. Ainsi, l'État doit pour cela contribuer à donner un sens au pays, à le rendre intelligible par la construction de vrais dialogues et la mise en œuvre de projets impliquant une pluralité d'acteurs : la diversité des composantes sociales s'articule ainsi à l'unité d'un projet commun. Cela suppose de changer la culture publique (moins de procédures, plus de processus fédérateurs), de décroisonner les territoires et les milieux, et de prendre en compte les différentes échelles de gouvernance. Ici s'affirme le principe de subsidiarité active, qui part d'une responsabilité partagée pour construire, depuis le local, des réseaux d'échanges mondiaux (Calame, 1998)⁴³.

En général, les défis de gouvernance peuvent être séparés en deux grandes catégories : (i) les questions qui sont liées à la démocratie, la légitimation et l'inclusion ; (ii) les questions liées à l'administration, la gestion technique et l'innovation (UCLG, 2020)⁴⁴. Par contre, d'autres auteurs préconisent la prise de décisions basée sur des données objectives, l'intégrité dans le secteur public, la coordination des politiques et programmes entre les différents niveaux d'administration, et la soutenabilité budgétaire comme défi à relever pour une bonne gouvernance.

⁴³ Pierre Calame (1998) : « Les défis et les perspectives de la gouvernance », <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse>.

⁴⁴ Note d'analyse : « Réponse à la covid-19 : défis de gouvernance et innovations par les villes et les régions : Gouvernance de l'urgence dans les villes et les régions », Juillet 2020 - https://www.gold.uclg.org/sites/default/files/note_danalyse_02_juillet_2020.pdf

En allant dans le même sens que les précédents, (OCDE, 2009)⁴⁵ pour sa part met en évidence les défis démographiques, financiers et environnementaux à renforcer dans l'urgence en repensant le rôle des gouvernements, et des capacités qu'ils doivent maîtriser pour gouverner.

Selon cette institution internationale, la qualité, la flexibilité et l'efficacité des systèmes de gouvernance publique sont fondamentales pour la capacité des pays à répondre aux problèmes futurs. Sall et al, (2012)⁴⁶ pour leur part classifient les défis à relever pour une bonne gouvernance en deux catégories notamment les défis de la gouvernance politique à savoir le défi de la préservation de la stabilité politique, le défi du respect de la constitution : le respect de la limitation du nombre le mandat et le défi d'une bonne organisation des élections d'une part et d'autre part les défis socio-économiques qui comprennent le défi de la transparence et de la lutte contre la corruption et le relèvement de la croissance.

Zadi (2013)⁴⁷, quant à lui propose le droit, la transparence, la justice, le consensus comme des superstructures qui doivent guider dans l'ensemble des forces politiques et sociales. Selon l'auteur, il faut pour ainsi, rechercher le perfectionnement des techniques juridiques de gestion de la chose publique, le renforcement des institutions sociales qui doivent réduire l'emprise de la force et la partialité au profit de la légalité. Dans l'ensemble, la littérature sur les défis à relever pour une bonne gouvernance n'est pas unanime sur les cibles à privilégier. Il revient donc à chaque État de se doter de cible atteignable en fonction des caractéristiques politiques, économiques, culturelles et sociales.

⁴⁵ OCDE (2009), « Défis actuels et futurs de la gouvernance publique », dans *Government at a Glance 2009*, Éditions OCDE, Paris.

⁴⁶ Matar SALL, Luc DAMIBA, Mory TRAORE, Martin TINE, Rouguiyatou KANE THIAM, Abdoul Aziz MBODJI, Babacar GUEYE (2012): « Etude sur les défis de la gouvernance en Afrique de l'ouest » - Centre d'Etude de Recherche et d'Action pour la Gouvernance CERAG.

⁴⁷ Jonas Zadi (2013) : « La question de la bonne gouvernance et des réalités sociopolitiques en Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire ». Droit. Université Paris-Est, 2013. Français.

En un mot, pour aboutir à une effective bonne gouvernance l'intérêt privé de chaque individu doit coïncider avec l'intérêt public, de telle sorte à devenir le plus sûr garant du bonheur collectif. Les trois axes de cette gestion publique que sont : discipline, dépolitisation (en se mettant à l'abri des intérêts catégoriels portés par les politiciens), et autonomie sont dépourvus de cohésion interne en Afrique. Par conséquent, il ne suffit pas d'une simple profession de foi pour faire se manifester la bonne gouvernance, mais il faut l'appliquer avec justesse et équité.

3.5.3. Situation socio-politique et de paix marquée par des crises répétées

Situation socio-politique

Sur le plan politique, le pays a connu des crises politiques répétées depuis son accession à l'indépendance en 1960 (1972, 1991-92, 2001-2002 et 2009-2013), conduisant à un recul spectaculaire du revenu par habitant depuis lors. En effet, depuis les années 70, le pays est marqué par une instabilité politique chronique qui appauvrit davantage la population malgache. En conséquence, la croissance reste fragile et le progrès social est anéanti par les effets des crises à répétition. La crise politique de 2009 a interrompu une période de croissance économique entamée en 2003.

A titre d'illustration, les données de Michel Lachkar (2015) dans son article intitulé : « Madagascar: l'énigme d'une crise politique chronique »⁴⁸, estime qu'au cours de la période 1960-2014 le pouvoir d'achat des Malgaches a diminué de 40% entre 1960 et 2014. Si on peut estimer l'incidence de la pauvreté à moins de 50 % de la population à la fin des années 1970, elle est de 76,5 % en 2010.

⁴⁸ Michel Lachkar (2015) : « Madagascar: l'énigme d'une crise politique chronique » Rédaction Afrique - l'Agenceinfo:Afrique. <https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/madagascar/madagascar-l-énigme-d-une-crise-politique-chronique>.



Les secteurs sociaux, la santé et surtout l'éducation, ont particulièrement souffert des restrictions budgétaires, dues notamment au gel des financements des bailleurs de fonds durant la crise de la transition. Cette dernière crise politique dite « période de transition » qui avait couvert les années 2009 à 2013, avait isolé le pays de la communauté internationale. Les bailleurs de fonds se sont alors retirés ou ont revu leurs programmes à la baisse. Les États-Unis ont exclu Madagascar du régime commercial préférentiel AGOA⁴⁹ provoquant des dommages durables pour certains secteurs exportateurs opérant en zone franche.

Toutefois, à la suite de la transition politique (2009-2013) qui a favorisé le retour de la stabilité politique à partir de 2014, confirmé par la première transition politique démocratique et pacifique intervenue en 2018 et le retour au pouvoir de l'ancien chef de l'État Andry Rajoelina, a permis la reprise économique avec un taux de croissance économique de 4,8 % en 2019 mais elle reste insuffisante pour assurer un véritable développement du pays et de sa population (Colin Subtil, 2021)⁵⁰. D'autant plus que, le pouvoir d'achat de sa population a été amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2010, alors que celui de l'Afrique sub-saharienne, dont les performances sont pourtant loin d'être exceptionnelles, a presque triplé.

Pourtant, à de nombreuses reprises, le pays a semblé enclencher un cycle de croissance. Néanmoins, à chaque fois que Madagascar a connu un début de décollage, celui-ci s'est soldé au bout de quelques années par une crise politique majeure qui a remis en question la dynamique positive amorcée. L'instabilité politique depuis 2009 et les incertitudes économiques qui planent sur le pays ont eu un impact réel sur le bien-être de la population Malgache.

⁴⁹ AGOA, African Growth Opportunities Act (AGOA), Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique, est une loi américaine votée et promulguée en mai 2000 par le Congrès américain, sous l'égide du Président Bill CLINTON. Cette loi permet aux pays de l'Afrique Subsaharienne d'exporter sur le marché américain sans droit de douanes. Madagascar est éligible depuis 2001 mais a été suspendu en 2010 puis réintégré en 2014.

⁵⁰ Colin Subtil (2021) : « Madagascar : le retour de la stabilité politique permettra-t-il le décollage de l'économie malgache ? », MacroDev (2021), pp. 1 - 45.

La crise économique liée à la pandémie de Covid-19 constitue aujourd'hui un autre défi supplémentaire. Avec un RNB par habitant de 522 USD en 2019, Madagascar fait partie des pays les moins avancés (PMA). En 2020, l'indice de développement humain (IDH) de Madagascar demeure très faible (164^e place sur 189 pays et territoires). Les inégalités sociales (plus de 80 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté à 2 USD par jour) et géographiques (80 % de la population vit en zones rurales, parfois très enclavées) y sont très marquées. De ce fait, les conditions de vie restent difficiles, en particulier dans les zones rurales, qui affichent des résultats nettement moins bons en termes de mortalité infantile, de fréquentation scolaire, de taux d'alphabétisation et d'achèvement du cycle primaire, de malnutrition, d'espérance de vie, d'accès aux transports, à l'électricité et à l'eau potable.

De nos jours, après trois décennies de crises politiques successives qui ont entravé son développement économique, Madagascar a connu en janvier 2019, des élections présidentielles qui ont marqué la première transition pacifique du pouvoir depuis l'indépendance en 1960. Le président Andry Rajoelina dirige le pays avec le Premier ministre Christian Ntsay dans le cadre de « l'Initiative Emergence Madagascar » à l'issue d'élections qui se sont déroulées sans incident majeur. Mais, la problématique de la pauvreté constitue en effet un défi majeur pour la Grande Île.

En 2012, 71 % de la population vivaient sous le seuil de pauvreté national et 77,6 % avec moins de 1,90 USD PPA par jour. Six personnes sur dix vivent en milieu rural où la pauvreté est plus prégnante. La pauvreté extrême touchait 56,5 % de la population en 2010. Cela représentait plus de 11 millions de personnes. C'est en milieu rural que l'incidence de la pauvreté est la plus élevée avec un taux de 62,1 %, contre 34,6 % en milieu urbain.



La promotion de la Paix

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, sont les cibles de l'objectif 16 des Objectifs de développement durable (ODD).

C'est à ce titre que le Fonds pour la Consolidation de la Paix a vu le jour au sein de l'archipel. Ce fonds est un outil qui concourt à cet objectif et qui permet de conjuguer les efforts du Système des Nations Unies et du Gouvernement malgache pour une paix inclusive et durable à Madagascar. D'autant plus que, Madagascar ambitionne d'être une Nation émergente, forte, solidaire et soucieuse du bien-être de la population. Ainsi, le Gouvernement Malgache ne devra ménager aucun effort pour l'atteinte de ces objectifs. Puisque, un peu moins de la moitié des femmes de 15-49 ans (46%) ne se sentent pas en sécurité en marchant seule dans son quartier après la tombée de la nuit en 2018. Ce taux est un peu plus élevé chez les hommes de 15-49 ans (63%). Les personnes vivant en milieu urbains se sentent moins en sécurité par rapport à celles vivant en milieu rural.

La proportion des personnes en situation de handicap (PSH), qui se sentent en sécurité après la tombée de la nuit, est relativement faible comparativement à celles n'ayant aucune difficulté fonctionnelle (respectivement de 37% et 48% chez les femmes et 59% et 63% chez les hommes) (MICS 2018). Néanmoins, après le rétablissement de l'ordre constitutionnel en 2014, le gouvernement a commencé à s'attaquer à restaurer la sécurité et l'état de droit dans le pays en adoptant de nouvelles lois. Il faudrait donc accorder davantage d'attention à leur application effective et à la mobilisation de ressources suffisantes pour ramener la paix. Surtout que, la plupart des travaux théoriques, mais aussi des études de cas et des données probantes au niveau micro, laissent penser que les tensions conflictuelles répétitives freinent sérieusement les performances économiques (Svensson, 2005).





De ce fait, restaurer la démocratie est indéniablement importante pour Madagascar non seulement pour la construction de la paix et la sécurité, la consolidation de la démocratie mais encore pour son développement économique et social qui passe par l'éradication de la pauvreté.

A l'heure actuelle, la situation politique fragile et l'insécurité qui règnent dans l'archipel, ont fini de convaincre que le développement économique du pays nécessite un minimum de conditions de sécurité et de paix. Dans cette optique, plusieurs projets de sensibilisation ont vu le jour dans le pays. D'abord, le projet « Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et pacifique » (OBS-MADA) ambitionne de réduire de manière considérable les causes de conflits à travers l'amélioration et l'augmentation de la participation de 5000 jeunes de l'Observatoire SAFIDY dans l'espace public et les structures de décision.

Ensuite, la structure Volontaire de l'ONU pour la consolidation de la paix à Madagascar mobilise plus de 100 jeunes par an afin de promouvoir la participation des jeunes dans la consolidation de la paix à Madagascar et aider à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Puis, le projet du projet « Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et pacifique » (OBS-MADA) vise à renforcer la participation des jeunes dans la mise en place d'une paix durable dans leur région, les aider à mettre en œuvre des actions de réponse aux risques de conflits qui freinent la mise en place d'une paix durable. D'un autre côté, pour permettre aux jeunes de devenir des acteurs de changement et promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés.

Enfin, le projet RENIALA de « Protection des moyens de subsistance via l'adoption de pratiques de conservation des sols et de développement durable à Antananarivo et dans Bongolava » vise à renforcer les initiatives d'adaptation aux changements climatiques qui ont été mises en œuvre dans 51 quartiers de la ville d'Antananarivo, et à transférer ce savoir-faire pour développer des capacités d'adaptation dans trois communes de Bongolava afin de lutter contre la dégradation des terres tout en répondant aux besoins de base de la population visée.

L'impact du projet est d'augmenter la résilience de la population face aux impacts des changements climatiques par l'adoption de pratiques durables et normes légitimées. Cela se traduit par la réduction de la vulnérabilité de la population, l'amélioration de la santé des sols, l'augmentation du couvert végétal, mais aussi par l'amélioration de l'éducation environnementale et de la gouvernance environnementale.

4. L'ANALYSE STRUCTURELLE

Cette section du rapport met en exergue les principaux résultats de l'analyse structurale. Les sous-sections suivantes sont organisés autour de : la présentation des principaux résultats (point 4.2), les patatoïdes⁵¹ majeures issues de l'analyse morphologique (point 4.3), et finalement la conclusion (point 4.4).

4.1. Présentation des principaux résultats

Cette sous-section retrace les principaux résultats obtenus à partir des analyses opérées grâce au logiciel MICMAC. Ce qui a permis de déterminer les messages clés qui vont conditionner l'évolution du système Madagascar.

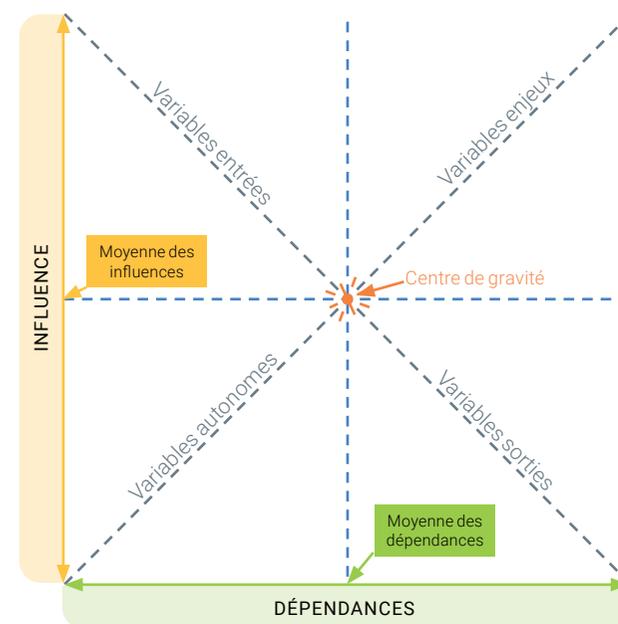
4.1.1. Principaux résultats

L'analyse des résultats de la matrice des influences directes a permis de mettre en exergue les messages susceptibles de mettre en évidence les enjeux et défis futurs de ce pays et de mieux dessiner un meilleur avenir pour Madagascar. L'identification des variables clés, est réalisée grâce au logiciel Micmac.

Ce logiciel calcule, à partir de la matrice de l'analyse structurale, l'impact des relations précédemment identifiées et a ainsi la capacité d'hierarchiser les variables. « La méthode Micmac, un programme de multiplication matricielle appliqué à la matrice structurale, permet d'étudier la diffusion des impacts par les chemins et les boucles de rétroaction, et par conséquent de hiérarchiser les variables » (GODET, 2007).

⁵¹ Figure obtenue suite au regroupement de variables du plan influence dépendance indirecte sur la base des critères des proximités sémantique et géographique.

Ce logiciel génère ce que l'on appelle des plans d'influence-dépendance. Chaque variable est associée à un indicateur d'influence et de dépendance et est ainsi positionnée sur le plan d'influence-dépendance. Grâce à ce positionnement, il est possible de distinguer quatre (4) types de variables :



Les variables d'entrées ou motrices sont fortement influentes et faiblement dépendantes : elles ont un fort niveau d'influence sur l'évolution du système Madagascar. La dynamique actuelle de la région est liée à la prépondérance de ces variables sur le reste du jeu. Si la tendance n'est pas inversée, ce sont elles qui feront évoluer le système.

Il faudra donc accorder une attention particulière à ces variables dans la construction des scénarios et la réflexion stratégique. Ce sont : stabilité socio-politique – renforcement institutionnel – risque naturel – corruption ;



Les variables enjeux ou relais sont tout autant influentes que dépendantes : Ce sont des relais sur lesquels toute action peut avoir des répercussions sur les autres variables et dont les conséquences peuvent amplifier ou freiner l'évolution du système. Dans le contexte de Madagascar, il s'agit de la variable : Pauvreté ; Les variables de sorties ou de résultats sont plus dépendantes qu'influentes : ce sont des variables résultats dont l'évolution dépend de l'action des variables précédentes.

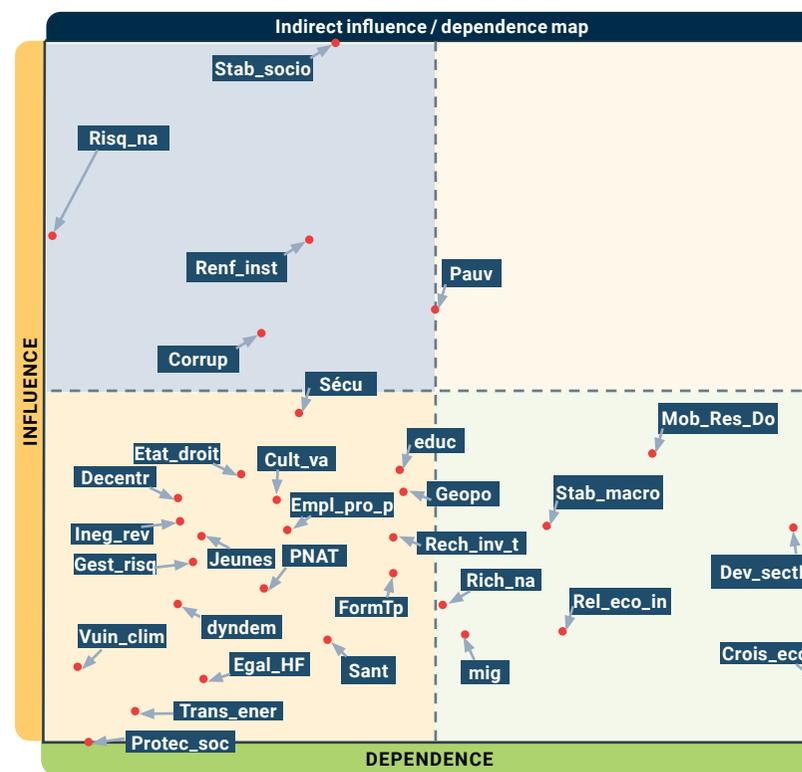
Le positionnement de variables qui sont essentielles au bon fonctionnement du système dans ce quadrant mérite une analyse stratégique afin de les faire évoluer dans des quadrants appropriés à leur fonction. Ce sont : mobilisation des ressources, domestiques, stabilité macroéconomique, développement du secteur privé, richesse naturelle, migration, relation économique internationale, croissance économique ; Les variables autonomes sont peu motrices et peu dépendantes : elles font figure de tendances lourdes ou des facteurs relativement déconnectés.

On pourrait s'en passer dans une première partie de l'analyse mais, à terme, certaines de ces variables mériteront d'évoluer dans leur positionnement pour impulser des dynamiques souhaitées au système. Ce sont : sécurité, état de droit, éducation, emploi pro pauvre, géopolitique, décentralisation, culture et valeur, inégalité de revenu, jeunesse, stratégie nationale de gestion des risques, politique nationale d'aménagement du territoire, formation professionnelle, dynamique démographique, santé, vulnérabilité démographique, égalité homme-femme, transition énergétique, protection sociale, recherche et innovation. Les principaux résultats ou enseignements à tirer de cette étape de la réflexion prospective sont structurés autour de six points.

Une typologie de variables marquée par une concentration de variables autonomes et une proportion relativement importante de variables de sortie.

Sur l'ensemble des trente-et-une (31) variables validées par les experts pour servir à l'analyse structurelle, 4 occupent le quadrant nord-ouest qui est celui des variables motrices, 1 se trouve dans le quadrant nord-est des variables enjeu⁵², 7 sont concentrées dans le quadrant sud-est des variables dépendantes ou de résultats, et 19 variables sont considérées comme des variables autonomes ou exclues, se positionnant dans le quadrant sud-ouest (cf. figure 1).

Figure 1. Plan des influences/dépendances indirectes



Source : auteurs à partir du logiciel MICMAC

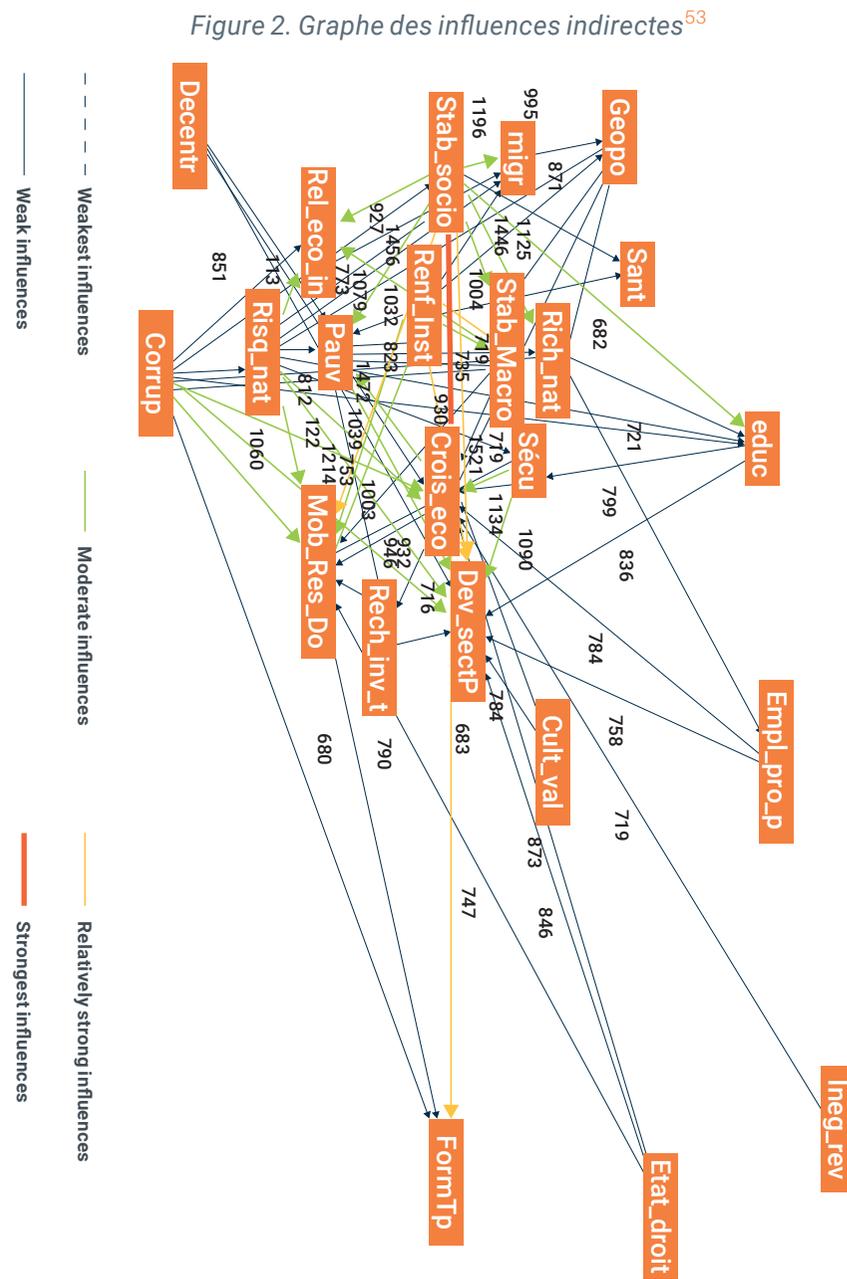
⁵² Le positionnement de la variable Pauvreté à la lisière du quadrant nord-ouest pourrait en faire une variable motrice. Mais, l'équipe technique a fait le choix de l'inscrire comme une variable enjeu en raison de ce qu'elle représente dans les politiques publiques nationales. Le sens de son évolution dans le plan influence dépendance indirecte potentielle confirme ce choix.

Un système profondément affecté par l'état de la gouvernance interne ainsi que les risques environnementaux

Les variables de gouvernance, en particulier la « Stabilité socio-politique », ainsi que le « renforcement institutionnel » et la « corruption » et la variable de « risque naturel » interviennent comme celles qui cumulent à la fois le niveau de motricité le plus élevé et de dépendance le plus faible. Ce sont les moteurs de l'état actuel de développement de Madagascar.

Ces variables suggèrent que la dynamique actuelle de Madagascar est gouvernée dans une large mesure par des variables endogènes en rapport avec la gouvernance (« Stabilité socio-politique », « renforcement institutionnel », « corruption ») qui agissent, sur le système Madagascar, et par les influences de facteurs environnementaux, à savoir les « risques naturels ». De nombreux travaux documentent, en effet, l'impact négatif des risques naturels et des crises politiques répétées enregistrées par ce pays (1972, 1991-92, 2001-2002 et 2009-2013) sur les progrès économiques et sociaux. En particulier, l'instabilité politique a contribué à une baisse spectaculaire du revenu par habitant, une forte dégradation du pouvoir d'achat des populations (qui a chuté de 40% entre 1960 et 2014), un ralentissement du déploiement des infrastructures économiques et une exacerbation de la pauvreté à Madagascar.

Par ailleurs, ces crises ont engendré une dégradation des progrès enregistrés dans les secteurs sociaux, notamment dans l'éducation qui a souffert des restrictions budgétaires, dues, entre autres, au gel des financements des bailleurs de fonds entre 2009 et 2013. Dès lors, le système éducatif malagasy ne parvient pas à contribuer pleinement au processus de développement. Compte tenu du caractère endogène des variables liées à la gouvernance, les Autorités nationales ont un rôle clé à jouer pour le développement du pays.



Source : auteurs à partir du logiciel MICMAC.

⁵³ Les chiffres sur les flèches représentent le poids des influences suite aux successives multiplications de la matrice pour atteindre la stabilité.



Le graphique 2 vient en appui des résultats précédents en montrant que les rapports d'influence les plus importants ont pour source principale, la stabilité sociopolitique. Son influence est la plus élevée sur la croissance économique du pays. Les chiffres représentent la force motrice d'une variable sur une autre (driver power)

La lutte contre la pauvreté : un enjeu majeur du développement de Madagascar

Un enjeu crucial pour le développement actuel et futur du pays est celui de la « pauvreté ». Cette variable relève essentiellement de l'environnement interne et a majoritairement trait au domaine social. Elle est par nature une source d'instabilité du système. Toute action exercée sur elle est en effet susceptible de répercussions sur les autres variables du système avec la possibilité d'avoir un effet boomerang qui amplifie ou empêche l'impulsion initiale. Ainsi, de la capacité à trouver une réponse pérenne à la question de la pauvreté émergera des cercles vertueux ou vicieux (tels que la violence, l'insécurité, l'amélioration de la qualité du capital humain, la corruption généralisée, etc.) qui favoriseront ou bloqueront complètement le développement de Madagascar.

Des variables en nécessité d'évolution

De nombreuses variables qui devraient conditionner le système Malagasy ne semblent pas pour l'instant jouer un rôle significatif dans l'explication de sa dynamique. Il s'agit notamment des variables qui relèvent du domaine du capital humain à savoir l'« éducation », la « formation technique et professionnelle », la « recherche et l'innovation », la « santé », et de la stratégie, en particulier la « géopolitique ». En dépit de leur rôle moteur dans le processus du développement des nations, ces variables ne constituent pas, pour l'heure, des leviers de développement pour le système de Madagascar et semblent déconnectées de son évolution. Sur cette base, le pays gagnerait à les faire migrer vers un statut moteur par des réformes vigoureuses et des politiques innovantes.

En règle générale, les variables « éducation », « formation technique et professionnelle », « la recherche et l'innovation », « la santé » et « la géopolitique » sont des leviers importants dans le processus de développement car elles affectent de manière significative la qualité et la durabilité de la croissance économique d'une part, et le capital humain et le processus de transformation structurelle de l'économie et de l'environnement d'autre part.

Dans le cas de Madagascar, les résultats de l'analyse structurelle font ressortir que l'absence de ces variables dans le quadrant des variables motrices, contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre, justifie l'évolution économique, sociale et politique actuelle de ce pays. En effet, ces leviers semblent déconnectés de son évolution et Madagascar gagnerait, à travers des réformes vigoureuses et des politiques innovantes, à intégrer ces variables dans son processus d'évolution pour une dynamique de croissance stable et continue.

Des leviers de développement à ne pas perdre de vue

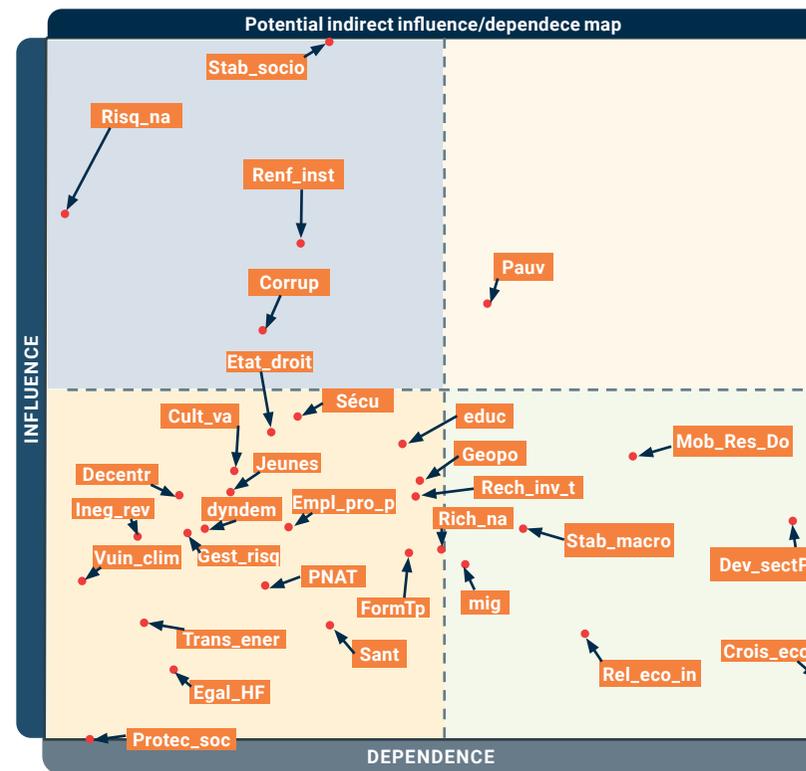
Les variables « culture et valeurs », « sécurité », promotion de l'« Etat de droit », « décentralisation », lutte contre les « inégalités de revenu », la prise en charge adéquate des questions liées à la « jeunesse » de la population, à l'amélioration de la qualité des emplois (« emploi pro-pauvre ») et aux « vulnérabilités climatiques », situées au-dessus de la diagonale principale et relativement proches du centre de gravité du plan d'influences/dépendances indirectes, bien que dans le cadran des variables autonomes, sont également plus influentes que dépendantes. Elles peuvent être employées comme des leviers secondaires ou servir de base pour d'éventuelles mesures d'accompagnement.

En particulier compte tenu de la proportion importante de jeunes dans la population totale et les défis que cette jeunesse soulève notamment en matière d'attentes à satisfaire en termes d'éducation, de santé, d'emploi décent, de logements, d'infrastructures et de niveau de vie, l'Etat malagasy devra y accorder une attention particulière dans le cadre de la mise en œuvre de ses politiques publiques.

Ces politiques devront, entre autres, favoriser un meilleur accès des populations, notamment du milieu rural, caractérisé par une pyramide des âges à base large, à la santé reproductive. Une telle démarche permettrait de prévenir les risques éventuels d'instabilité politique et sociale, d'accélérer la transition démographique et de récolter pleinement le dividende lié au potentiel que revêt la structure de cette population.

Des variables majeures à surveiller à l'horizon 2030, 2040 et 2063

Certaines variables du plan influences-dépendances indirectes potentielles issues du secteur peloton (de part et d'autre du centre de gravité) pourraient voir leur influence sur le système s'accroître à l'horizon de la vision. Il s'agit notamment du rôle de la pauvreté en tant qu'enjeu crucial du développement ainsi que de l'« éducation », de la « culture et valeurs », et de « l'Etat de droit » qui évolueraient pour contribuer à mieux encadrer et propulser le développement économique, social et politique du pays à l'horizon 2063.



Source : auteurs à partir du logiciel MICMAC

L'Etat devra aussi faire face aux enjeux clés tels que ceux liés à la « dynamique démographique » et à la « transition énergétique ». Mais, le pays pourrait toujours rester sous l'influence des variables motrices actuelles qui minent ou affectent son développement, à savoir les variables de gouvernance et environnementales.



4.1.2. La stabilité du système

La disposition générale en forme de L des variables dans le plan d'influence dépendance est caractéristique des systèmes stables. Cependant la forte concentration des variables autonomes autour de la diagonale suggère que le système est porteur de germes d'instabilité. Cette concentration du nuage de points autour de la diagonale apparaît plus nettement dans le plan des influences dépendances indirectes potentielles avec la mise en avant de variables enjeux telles que la sécurité, la géopolitique, les vulnérabilités climatiques, l'éducation, l'emploi pro-pauvre.

Madagascar pourrait ainsi être analysé comme un système mi-stable et mi-instable. Le pays porte en lui, de façon explicite, de nombreux germes d'instabilité mais disposerait également d'une capacité à faire face aux nombreuses crises qu'elle subit constamment. L'avenir de Madagascar sera donc lié à sa capacité à réduire sinon annihiler ces sources d'instabilité qui sont d'ordres social, environnemental, économique et politique et à renforcer ses leviers internes de résilience.

4.2. Patatoïdes majeures issues de l'agrégation des variables du système Madagascar

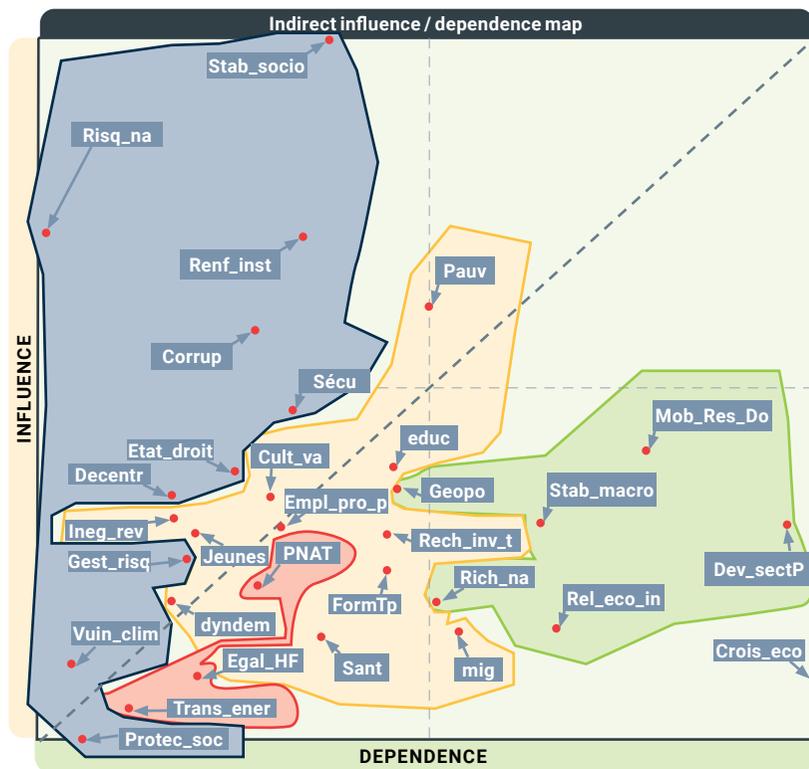
Les patatoïdes représentent les grands enjeux de développement du système Madagascar. Elles feront l'objet de reformulation en thèmes prospectifs qui serviront de composantes ou de sous-systèmes au niveau de l'analyse morphologique, dans le cadre de la construction des scénarios et des stratégies. Ces patatoïdes majeures constituent donc le cadre d'articulation entre l'analyse structurelle et la construction des scénarios. Quatre patatoïdes majeures qui sont des regroupements des variables en fonction de leur proximité sémantique dans le plan influence-dépendance indirecte ont été identifiées.

Ce sont :

- **Patatoïde majeure 1** : Gouvernance, renforcement de la résilience face aux risques environnementaux, action humanitaire et protection sociale, sécurité
- **Patatoïde majeure 2** : Capital humain, jeunesse, égalité des sexes et bien-être social, innovation technologique
- **Patatoïde majeure 3** : Stabilité macroéconomique, et développement du secteur privé
- **Patatoïde majeure 4** : Aménagement territorial et développement des infrastructures.

Ces macro variables composites serviront à la construction des scénarios d'évolution du système Malagasy.

Figure 4. Patatoïdes identifiées sur la base des résultats de l'analyse structurelle



Source : auteurs à partir du logiciel MICMAC

4.3. Conclusion

L'objectif de l'analyse structurelle est de structurer la réflexion autour des variables qui conditionnent l'évolution du système Madagascar. Elle a permis d'identifier les variables motrices du système ainsi que les enjeux majeurs du développement de la région. Elle montre que les variables motrices du système Madagascar sont essentiellement endogènes mais que ce système reste également fortement influencé par les risques naturels qui semblent relever du déterminisme.

Elle indique également que le système Madagascar est stable mais porteur de germes d'instabilité qui devront être adressés. Finalement, la réflexion opérée a permis d'identifier 4 patatoïdes majeures (Gouvernance et renforcement de la résilience face aux risques environnementaux, Capital humain, jeunesse, égalité des sexes et bien-être social, Stabilité macroéconomique, sécurité (incluant les actions humanitaires) et développement du secteur privé, Développement des infrastructures et innovation technologique) sur la base du regroupement des variables en fonction de leur rapprochement sémantique dans le plan influence-dépendance indirecte et indirecte potentielle pour servir à l'écriture des scénarios.



5. LES SCÉNARIOS

La présente partie porte sur l'identification des trajectoire futures possibles du système Madagascar, c'est-à-dire la construction des Scénarios. La suite de cette section est organisée autour de 3 points : la présentation du tableau morphologique (point 5.2), les narratifs des scénarios globaux (5.3) et la conclusion (point 5.4).

5.1. Espace morphologique des scénarios globaux

Sur la base des résultats de l'analyse structurelle, en particulier des patatoïdes qui ont été dégagés, des scénarios thématiques ont été élaborés et, la combinaison de ceux-ci a permis de construire cinq scénarios globaux. Les profils morphologiques des scénarios globaux sont présentés dans le tableau 3, à la page suivante.



Tableau 1. Espace morphologique des scénarios globaux

Questions clés/ incertitudes	Hypothèse très pessimiste	Hypothèse pessimiste	Hypothèse tendancielle	Hypothèse optimiste
Quelles perspectives pour la Gouvernance, la sécurité, le renforcement de la résilience face aux risques environnementaux, la protection sociale et les actions humanitaires au cours des 40 prochaines années ?	Un effondrement des institutions qui annihile les capacités de faire face aux crises environnementales et aux vulnérabilités	Des institutions instables avec une politique de résilience peu adaptée à la gestion des crises environnementales et de leurs effets	Des appuis institutionnels relativement stables mais qui continuent de faire face à des vulnérabilités environnementales	Des institutions centrales et décentralisées fortes et crédibles, capable de juguler les effets des crises environnementales et les vulnérabilités
Quelles trajectoires sont-elles envisageables pour la dynamique démographique, le développement du capital humain et bien-être social à Madagascar sur la période susvisée ?		Un Etat aux ressources humaines en léthargie	La claudication intellectuelle	Un Etat humainement enrichi, ouvert et épanoui



Questions clés/ incertitudes	Hypothèse très pessimiste	Hypothèse pessimiste	Hypothèse tendancielle	Hypothèse optimiste	
Comment évolueront la stabilité macroéconomique et le développement du secteur privé ?	Une forte dépendance de Madagascar dans un environnement d'instabilité macroéconomique et un climat des affaires dommageable.	Madagascar toujours en quête d'une pleine autonomie avec un maintien de la stabilité macroéconomique et un environnement des affaires peu adapté.	De bonnes performances dans la gestion des affaires publiques malgré une autonomie peu maîtrisée vis-à-vis des puissances mondiales	Madagascar plus autonome et a même de garantir un meilleur environnement macroéconomique et le développement du secteur privé.	
Quelles dynamiques en matière d'aménagement territorial et de développement des infrastructures?		Une politique d'aménagement du territoire inadéquate qui renforce les disparités en infrastructures	Une politique d'aménagement du territoire peu adaptée et urgentiste qui maintient les écarts territoriaux en infrastructures	Une politique d'aménagement du territoire structurante qui dote le territoire national en infrastructures équitablement répartis	
Scénarios globaux	le naufrage de la goélette	le chavirement de la goélette	le tangage de la goélette	le maintien du cap de la goélette	l'arrivée à bon port de la goélette

Source : CAPEC

5.2. Trajectoires futures possibles du système Madagascar : narratifs des scénarios globaux

Scénario global 1 : le naufrage de la goélette



Ce scénario pessimiste a été construit à partir de quatre (4) scénarios thématiques.

Hypothèses sous-jacentes

- Un effondrement des institutions qui annihile les capacités de faire face aux crises environnementales et aux vulnérabilités ;
- Un Etat aux ressources humaines en léthargie ;
- Une forte dépendance de Madagascar dans un environnement d'instabilité macroéconomique et un climat des affaires dommageable ;
- Une politique d'aménagement du territoire inadéquate qui renforce les disparités en infrastructures.

La combinaison de ces scénarios thématiques conduit à terme Madagascar sur une trajectoire de déclin.

Message du scénario

La goélette est gangrenée par la corruption, les détournements de fonds publics, l'impunité, le clientélisme et l'injustice dans tous les secteurs d'activité. Cet Etat en déliquescence ne parvient pas à juguler l'insécurité, le chômage, la pauvreté et la forte pression démographique. La production et la répartition des richesses se fait au détriment de la majorité. Les infrastructures sanitaires et scolaires sont en désuétude et sont de plus en plus insuffisantes face à la forte demande sociale. La formation est au rabais et les services de santé sont de plus en plus défaillants ; le capital humain décline. Les disparités dans l'aménagement territoriales se creusent du fait de l'accentuation des injustices dans la répartition des investissements en infrastructure. Les migrations internes s'accroissent. Les institutions mises en place pour faire face aux crises environnementales et climatiques s'avèrent inopérantes.

La capacité de résilience des populations et des infrastructures est quasi-inexistante. A la survenue des catastrophes, le désastre économique, matériel et humain est incommensurable. Le malaise social devient profond. Cet enlisement de la goélette exacerbe les tensions dans le pays et un front social apparait. Les contestations se généralisent et se durcissent. Les gouvernants perdent peu à peu le contrôle de la situation et les investisseurs quittent le pays. Les indicateurs macroéconomiques se dégradent. Le pays est obligé de faire appel massivement à l'aide et aux bailleurs de fonds internationaux. Il rentre de ce fait dans un cycle de surendettement, ce qui le place dans une situation de dépendance totale vis-à-vis des ressources extérieures et à la merci des puissances mondiales prédatrices dans la gestion des ressources naturelles et la conduite des politiques publiques. L'Etat tente de reprendre le contrôle de la situation en engageant des coalitions opportunistes et une répression démesurée. Le front social s'embrace, l'unité du pays vole en éclat et les institutions sont prises à parti, plongeant le pays dans le chaos.



Scénario global 2 : le chavirement de la goélette



Hypothèses sous-jacentes

- Madagascar toujours en quête d'une pleine autonomie avec un maintien de la stabilité macroéconomique et un environnement des affaires peu adapté.
- Un Etat aux ressources humaines en léthargie.
- Une politique d'aménagement du territoire inadéquate qui renforce les disparités en infrastructures.
- Des institutions instables avec une politique de résilience peu adaptée à la gestion des crises environnementales et de leurs effets.

Message du scénario

Madagascar connaît une relative stabilité macroéconomique. Cependant, faute de réformes suffisantes et cumulatives, l'environnement des affaires a du mal à s'adapter aux besoins des acteurs du secteur privé. L'exploitation de ce potentiel ainsi que le développement du secteur privé est ralentie. Avec l'étroitesse du secteur formel, la capacité du pays à mobiliser des ressources financières domestiques est limitée. Madagascar devient dépendant des flux de capitaux étrangers. Cette situation contribue à la fragiliser davantage et à réduire ses capacités autonomes de production et de gestion. En outre, en raison des tendances à la baisse des cours des matières premières et de l'absence de sources alternatives de ressources financières intérieures, les décideurs politiques peinent à arbitrer sinon réduisent les recettes publiques destinées à financer les infrastructures économiques et sociales.

Les ressources publiques internes disponibles pour le développement des infrastructures sociales d'éducation et de santé sont sous le poids récurrent de la croissance démographique. Les systèmes d'éducation et de santé se dégradent en raison de l'incapacité de l'Etat à offrir des services éducatifs et de santé, appropriés. Le contenu des formations et les méthodes d'apprentissage ne permettent pas de développer de nouvelles compétences pour les apprenants. L'accès des populations à des services de santé est restreint. Dans un tel contexte, l'inadéquation entre la formation et l'emploi se creuse, la faiblesse du capital humain freine les gains de productivité, la pauvreté et les inégalités s'intensifient. En plus de la mauvaise qualité et du faible niveau de l'offre des infrastructures à l'échelle nationale, la politique d'aménagement du territoire n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Les inégalités socio-spatiales entre les régions persistent et se renforcent. Le processus d'un développement durable équilibré au niveau régional est mis en mal. La dégradation du bien-être, les sentiments de frustration et d'abandon de la majorité de la population résidant dans les zones les plus défavorisées créent un malaise social, des tensions et des crises socio-politiques.

Dans ce contexte d'instabilité, les institutions politiques ne sont plus à mesure d'assurer le respect des droits fondamentaux. Des signes d'impunités, de décisions de justices arbitraires et non équitables sont présents. Les stratégies de politiques publiques sont aussi inappropriées pour répondre aux risques environnementaux et climatiques ainsi qu'aux chocs extérieurs. Cette situation engendre plus de précarités, de vulnérabilités et des vagues de protestations des populations les plus pauvres. Madagascar perd de l'équilibre et connaît une descente vertigineuse.



Scénario global 3 : le tangage de la goélette



Hypothèses sous-jacentes

- La claudication intellectuelle
- Des appuis institutionnels relativement stables mais qui continuent de faire face à des vulnérabilités environnementales
- De bonnes performances dans la gestion des affaires publiques malgré une autonomie peu maîtrisée vis-à-vis des puissances mondiales
- Une politique d'aménagement du territoire peu adaptée et urgentiste qui maintient les écarts territoriaux en infrastructures

Message du scénario

Les institutions politiques se renforcent, et les libertés fondamentales sont mieux garanties par le pouvoir public. L'implication de la société civile s'accroît à travers la promotion de la participation citoyenne.



Cette évolution a des répercussions positives en matière de gouvernance. Elle favorise également l'amélioration du cadre macroéconomique ainsi que le renforcement de la transparence dans la gestion des deniers publics. Cependant, la plupart des freins à la croissance et au développement économique du pays demeurent et empêchent Madagascar d'amorcer un véritable décollage. En particulier, la croissance démographique continue de limiter les efforts en matière d'investissement dans la santé, l'éducation, la recherche et l'innovation. Elle empêche de dégager suffisamment de ressources pour permettre d'impulser une dynamique positive en matière sanitaire, éducative et pour inverser durablement la tendance de la dégradation du niveau de vie et de pauvreté des populations ainsi que les inégalités sociales.

Le défi de l'éducation pour tous est poursuivi avec la même intensité, de même que l'accent mis sur l'accès prioritaire à l'éducation primaire. Les cycles d'éducation plus élevés, notamment du secondaire et du supérieur, continuent à recevoir moins d'égards. L'enseignement technique et professionnel est laissé pour compte et demeure embryonnaire. L'employabilité des jeunes diplômés issus des écoles de formation ne trouve pas de solution durable et la crise de l'emploi s'accroît. Le pays reste, en outre, fortement exposé aux risques liés au changement climatique, à savoir les épisodes de sécheresse, la baisse des précipitations et les inondations. Ces risques climatiques, notamment les épisodes de sécheresse et l'irrégularité des précipitations, ont des incidences négatives de plus en plus fortes sur le secteur agricole.

Une politique de résilience est mise en œuvre en vue de répondre aux effets de ces vulnérabilités environnementales mais son efficacité est limitée. De même, la politique d'aménagement du territoire est peu adaptée et essentiellement urgentiste. Celle-ci ne permet pas de réduire les écarts territoriaux en infrastructures qui alimentent les migrations internes, la formation de bidonvilles, la dégradation des conditions de vie dans les villes capitales ainsi que l'insécurité.

Scénario global 4 : le maintien du cap de la goélette



Hypothèses sous-jacentes

- - Un Etat humainement enrichi, ouvert et épanoui ;
- - Des institutions centrales et décentralisées fortes et crédibles, capable de juguler les effets des crises environnementales et les vulnérabilités ;
- - De bonnes performances dans la gestion des affaires publiques malgré une autonomie peu maîtrisée vis-à-vis des puissances mondiales ;
- - Une politique d'aménagement du territoire structurante qui dote le territoire national en infrastructures équitablement répartis.

Message du scénario

La démographie est vue comme un atout qu'il faut valoriser par des investissements centrés sur les infrastructures socioéconomiques et éducatives.

Les politiques et programmes sectoriels élaborés sont cohérents et parfaitement intégrés. Spécifiquement, ces politiques permettent de réformer en profondeur les systèmes éducatif et sanitaire. En outre, le faible niveau d'endettement et l'assistance financière internationale offrent de réelles possibilités budgétaires pour accroître les dépenses sociales et soutenir la mise en œuvre des programmes. Leurs résultats sont palpables.

La transition démographique est réalisée. L'enseignement technique est développé et les programmes de formation sont bien calibrés. Les produits de l'école sont bien formés, compétents et susceptibles d'impulser la transformation structurelle de l'économie malagasy. Les jeunes ont un meilleur accès à l'emploi, grâce notamment à l'entrepreneuriat. La situation sanitaire globale s'améliore également fortement. Au niveau politique, les principes de bonne gouvernance sont respectés, un accent est mis sur la transparence dans la gestion des affaires publiques et la redevabilité notamment avec le renforcement de la participation citoyenne à travers une plus grande implication de la société civile. Ces évolutions positives contribuent à la stabilité et à l'amélioration significative du climat des affaires qui attire les investissements nationaux et étrangers dans tous les secteurs d'activités. La productivité du travail s'améliore substantiellement et la proportion d'emplois vulnérables régresse considérablement.

Le processus de transformation structurelle de l'économie malgache est perceptible. Cette dynamique favorise une amélioration générale du niveau de vie, un recul de la pauvreté, notamment en milieu rural, ainsi qu'une régression des inégalités y compris entre les sexes qui permettent de contenir les flux migratoires vers l'extérieur ainsi que la fuite des cerveaux. En outre, l'exode rural baisse significativement grâce à la réduction des écarts territoriaux en matière de dotations en infrastructures socio-économique avec la mise en œuvre effective de la PNAT qui privilégie la diversification de pôles régionaux.



Dans ce contexte, les progrès réalisés par Madagascar, notamment en matière technologique se renforcent. Lesdits progrès sont soutenus par la richesse culturelle qui favorise l'innovation et la création de nouveaux pôles économiques. Les femmes et les jeunes prennent une place active dans la sphère économique, politique et sociale. De même, au niveau environnemental, le pays parvient à travers sa politique de résilience environnementale, à prévenir les risques climatiques et à prendre en charge les victimes des crises qui surviennent. La non maîtrise totale de la gestion de ses ressources naturelles en raison de multiples pesanteurs géopolitiques ne parvient pas à freiner la marche résolue de Madagascar vers le développement.



Scénario global 5 : l'arrivée à bon port de la goélette



Hypothèses sous-jacentes

- Des institutions centrales et décentralisées fortes et crédibles, capable de juguler les effets des crises environnementales et les vulnérabilités ;
- Un Etat humainement enrichi, ouvert et épanoui ;
- Madagascar plus autonome et a même de garantir un meilleur environnement macroéconomique et le développement du secteur privé ;
- Une politique d'aménagement du territoire structurante qui dote le territoire national en infrastructures équitablement répartis.

Message du scénario

Les Institutions démocratiques inspirées par les valeurs des droits et de la dignité de l'homme, se précisent et se mettent en place dans le pays. Elles se renforcent et sont de plus en plus crédibles de l'avis de la population. Les réformes initiées mettent à la portée du public les moyens de participer à l'élaboration des politiques, que ce soit par le biais d'institutions formelles ou de consultations informelles. Les réformes dans le secteur de l'éducation et de la santé produisent des résultats remarquables. Les niveaux de scolarisation s'améliorent, à mesure que les programmes de formation s'adaptent aux besoins du marché du travail. Sur le plan sanitaire, les investissements s'intensifient et l'offre sanitaire s'améliore substantiellement dans le pays.

Dans la gestion des affaires publiques, la corruption s'estompe définitivement de tous les rouages de l'administration et de la sphère politique en raison de l'intensification du renforcement des capacités des institutions nationales y compris judiciaires afin d'élargir l'accès à la justice, de promouvoir l'état de droit, d'affermir la protection sociale et de lutter contre les inégalités, en mettant l'accent sur les femmes et les groupes marginalisés. Cette implication plus accrue de toutes les couches sociales exerce un effet important sur l'élaboration des politiques appropriées dans le pays. En l'occurrence, la politique de l'aménagement du territoire tient de plus en plus compte des couches vulnérables, et vise davantage à réduire les écarts territoriaux. Sur le plan économique, Madagascar devient plus autonome vis-à-vis des puissances extérieures et parvient progressivement à garantir un environnement macroéconomique stable. La mobilisation et la gestion des ressources publiques s'améliorent permettant ainsi à l'Etat de financer le développement du pays.

Ces efforts accélèrent la transformation structurelle de l'économie qui permet au pays de disposer d'un riche patrimoine en infrastructures de tout genre. Le réseau routier est équitablement développé, les écarts territoriaux se sont estompés, et ont permis de réduire l'exode rural vers les villes.

La jeunesse est bien formée sur le plan professionnel, et l'amélioration du climat des affaires a permis au secteur privé de se développer. Les perspectives d'emploi s'améliorent à mesure que le pays attire de plus en plus les investissements étrangers. De nouveaux pôles économiques se développent et les disparités en emplois entre les régions baissent. Il en résulte un renouveau de l'enthousiasme régional au développement. La tendance aux grandes concessions pour mettre en valeur les espaces de solidarité et les pôles de croissance, est privilégiée. Les niveaux de pauvreté et d'inégalités se réduisent dans le pays, améliorant ainsi l'espérance de vie des populations et renforçant le sentiment de fierté et le bonheur d'appartenir à une nation en plein essor. Tous sont fiers d'avoir une identité commune sauvegardée et protégée, et jouissent avec dignité et harmonie des richesses produites.

5.3. Conclusion

L'analyse morphologique a permis de construire cinq scénarios globaux suite à l'agrégation des scénarios thématiques. Il s'agit du scénario très pessimiste baptisé « le naufrage de la goélette », le scénario pessimiste dénommé « le chavirement de la goélette », le scénario tendanciel dénommé « le tangage de la goélette », le scénario optimiste intitulé « le maintien du cap de la goélette » et le scénario très optimiste ou idyllique dénommé « l'arrivée à bon port de la goélette ». Le scénario de référence retenu et qui servira de base à la formulation de la vision de développement de Madagascar à l'horizon 2030/2040/2063 est celui intitulé « le maintien du cap de la goélette ». En outre, les étapes suivantes consisteront donc en la déclinaison de cette ambition de développement en piliers, objectifs stratégiques et orientations stratégiques.



6. LA VISION DE MADAGASCAR

Cette partie porte sur la formulation de la vision de développement de Madagascar à l'horizon 2030/2040/2063. Elle est organisée autour de 3 principaux points : la présentation de la Vision (point 6.2), celle des piliers de cette Vision (point 6.3), et la conclusion (point 6.4).

6.1. La Vision 2030/2040/2063 de Madagascar

Le processus de construction de la nouvelle vision s'est appuyé sur le scénario de référence de la présente étude, dénommé « le maintien du cap de la goélette ». Dans sa structure, la vision de Madagascar est constituée d'une ambition, des identités et valeurs, des ressources clés nécessaires et des chantiers ouverts. Dans ce contexte, la Nouvelle Vision 2030/ 2040/ 2063 est établie avec pour ambition de les surmonter. Ladite vision est énoncée comme suit : « Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples. »

6.2. Les Piliers de la vision

Pilier 1 : Madagascar, un pôle économique sous-régional

La vision 2030-2040-2063 souligne l'ambition de Madagascar de progresser en vue de devenir un pôle d'activité économique sous-régional. En tirant parti de la stabilité de son environnement macroéconomique et du développement d'infrastructures structurantes dans le cadre d'un aménagement territorial harmonisé, Madagascar s'imposerait comme le prochain moteur de la croissance économique sous-régionale.

Dans une telle perspective, il s'agira de créer un cadre incitatif pour l'émergence d'un secteur privé compétitif qui tire profit de partenariats stratégiques afin de développer ou renforcer les capacités énergétiques, les ports, les liaisons routières et les infrastructures de télécommunication, tout en assurant la soutenabilité des finances publiques. L'investissement dans le développement des infrastructures économiques est également un élément indispensable pour l'intégration de l'économie malgache dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Il est donc nécessaire d'intensifier le processus d'intégration économique et commerciale de Madagascar dans ces chaînes de valeurs par une accélération de la transformation structurelle de l'économie qui rend l'industrialisation moins complexe et plus rapide, à travers des unités productives et compétitives tournées vers la production de biens manufacturés.

Pilier 2 : Madagascar, un pays doté d'institutions fortes et stables

Doter Madagascar d'institutions fortes et stables est un impératif pour le pays à l'horizon 2030-2040-2063. Lesdites institutions devront garantir l'état de droit, la protection des droits fondamentaux des individus, et promouvoir la culture démocratique. A travers ces institutions, la justice devra également être accessible à tous et contribuer à réduire efficacement la corruption qui est devenue une source de méfiance du citoyen à l'égard des gouvernants et des institutions de l'Etat. De plus, la décentralisation devra être une réalité afin de rapprocher le processus de décision des citoyens et améliorer l'efficacité de l'action publique grâce à une meilleure prise en charge des besoins exprimés par la population.

Par ailleurs, une attention particulière devra être accordée à la bonne gestion des affaires publiques impliquant la gestion transparente des ressources économiques et financières dans le pays. Enfin, fort de la disponibilité d'une vision à long terme, le processus de cadrage et de mise en œuvre du développement se renforce par le passage d'un phasage PPBS (Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi) en un phasage PPPBS (Prospective-Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi) rendant plus performants, crédibles et durables les résultats attendus des institutions.

Pilier 3 : Madagascar, une société avec un fort capital humain

L'objectif de faire de Madagascar un pôle économique régional doté d'institutions fortes et stables nécessite des ressources humaines de qualité. A cet égard, l'accélération de la transition démographique ainsi que des réformes profondes des systèmes éducatif, sanitaire et de protection sociale constituent, entre autres, des facteurs décisifs. Des investissements importants et adéquats dans le capital humain permettront de produire des ressources humaines qui soutiennent l'activité économique et le développement durable à travers notamment l'innovation technologique, le développement d'industries émergentes, la détection et l'exploitation de nouvelles sources de croissance, etc. De tels efforts permettront également de doter les jeunes de compétences techniques et professionnelles en adéquation avec les besoins du système productif, facilitant ainsi leur accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat, et garantissant des emplois décents pour tous.

Par ailleurs, ces jeunes devront être éduqués aux valeurs éthiques et civiques (l'égalité de genre, le respect des droits humains, etc.) pour participer activement à la construction de la nation et à la promotion d'une vraie démocratie, gage de stabilité. Pour sa part, une politique avisée en matière de migration s'avère nécessaire en vue de lutter contre la fuite des cerveaux et de renforcer l'implication de la diaspora dans le processus de développement économique.



Pilier 4 : Madagascar, un pays avec une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques

Madagascar dispose d'une nature exceptionnelle qui en fait l'un des Hot spots naturels de la planète. Cependant, ce potentiel fait l'objet d'une exploitation irrationnelle par les populations et par les entreprises tant nationales qu'internationales. Cette situation risque de mettre à mal la durabilité malagasy encore grandement tributaire des ressources naturelles. Parvenir à faire de Madagascar un pôle économique régional dans un contexte marqué par les Objectifs de Développement Durable et les changements climatiques, appelle donc nécessairement à garantir la prise en compte des enjeux environnementaux dans la stratégie de développement de long terme de la grande île.

L'avenir de Madagascar à l'horizon 2063 sera fortement lié à une gestion optimale de ce riche patrimoine naturel pour faciliter une transition vers l'économie bleue et verte, la promotion de la réduction des risques de catastrophes, et un renforcement de la résilience des populations et des infrastructures face aux aléas climatiques qui menacent constamment le pays.

Pilier 5 : Madagascar, une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis

L'amélioration durable du cadre de vie des peuples constitue l'ambition ultime visée par les différents Gouvernements qui se sont succédés depuis l'indépendance de Madagascar. À cet égard, des efforts ont été entrepris dans le passé. Cependant, force est de constater que les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes et se sont manifestés par des crises socio-économiques et politiques périodiques, latentes et récurrentes déstabilisant la résilience et la cohésion sociale.

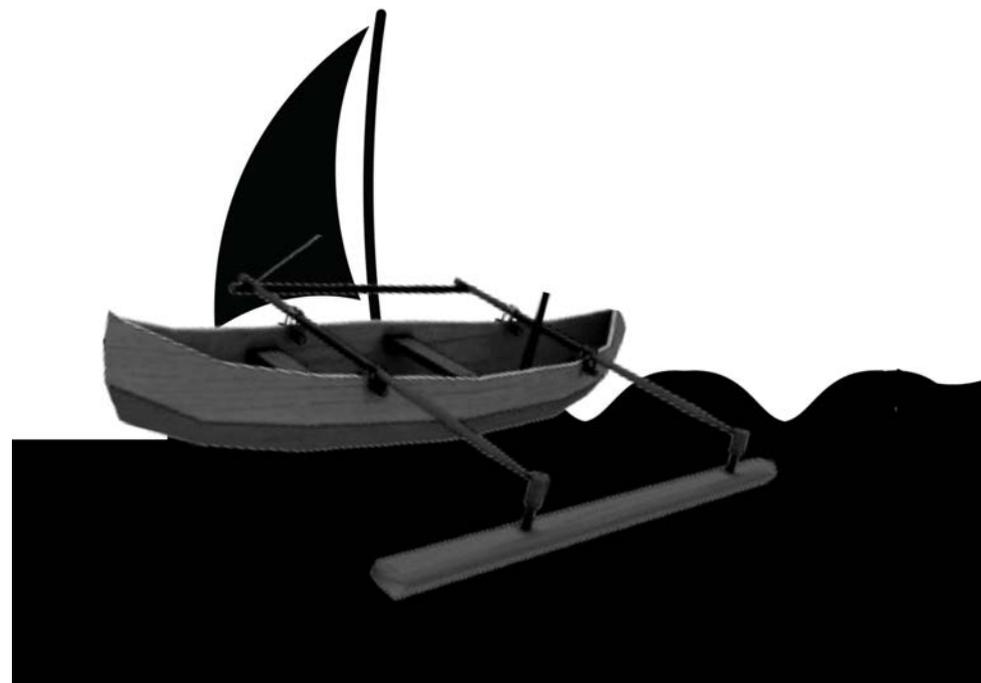


Les valeurs culturelles, à l'instar du Fihavanana et du Fokonolona, garantes de la cohésion sociale se trouvent en permanence en souffrance. Ainsi, face à la précarité et aux vulnérabilités sociétales, assurer une société dans laquelle les peuples vivent de façon harmonieuse et jouissent d'un épanouissement durable, devient un pilier incontournable de développement humain et des territoires. Il s'agira pour Madagascar à l'horizon 2063, en se fondant sur la participation de tous – gouvernés et gouvernants –, de relever les défis liés à la cohésion sociale par le renforcement de la résilience des peuples, de créer les conditions d'une fierté d'appartenance nationale, et de consolider l'émergence d'une identité culturelle autour des valeurs partagées.

6.3. Conclusion

A la suite de la démarche méthodologique qui a été déployée, la **vision** suivante a été retenue pour Madagascar : « Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples ». Cette vision est bâtie sur 5 piliers qui sont :

- (i) Madagascar, un pôle économique sous-régional,
- (ii) Madagascar, un pays doté d'institutions fortes et stables,
- (iii) Madagascar, une société avec un fort capital humain,
- (iv) Madagascar, un pays avec une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques,
- (v) Madagascar, une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis. Les orientations stratégiques qui en sortiront aideront Madagascar, dans la phase de planification, à concrétiser sa vision de développement.



7. LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

La présente section portant sur les Orientations stratégiques de la vision 2030/2040/2063, est organisée autour de 7 principaux points : la présentation des objectifs globaux, stratégiques et des orientations stratégiques (point 7.2), la priorisation d'horizons intermédiaires pour la réalisation de la Vision (point 7.3), la présentation des narratifs des Orientations stratégiques pour ces horizons intermédiaires (point 7.4) et du cadre de gouvernance des conclusions de l'étude (point 7.5), ainsi que la conclusion (point 7.6).

7.1. Objectifs globaux, objectifs stratégiques et orientations stratégiques

Pour rappel, la vision de Madagascar pour l'horizon 2030/2040/2063 s'énonce comme suit : « Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples ».

Les piliers porteurs de la vision sont :

- **PILIER 1** : Madagascar, un pôle économique sous-régional
- **PILIER 2** : Madagascar, un pays doté d'institutions fortes et stables
- **PILIER 3** : Madagascar, une société avec un fort capital humain
- **PILIER 4** : Madagascar, un pays avec une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques
- **PILIER 5** : Madagascar, une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis



Les piliers de la vision ont été reformulés en objectifs globaux. Ces objectifs de long terme sont ensuite déclinés en objectifs stratégiques et en orientations stratégiques. Les tableaux ci-après sont des récapitulatifs des différents objectifs stratégiques issus des objectifs globaux ainsi que des orientations stratégiques associées.

Tableau 2. Déclinaison des objectifs stratégiques en orientations stratégiques

PILIER	OBJECTIF STRATEGIQUE	ORIENTATIONS STRATEGIQUES
Pilier 1 : Madagascar, un pôle économique régional	Faire de Madagascar un pôle économique régional	ORS1 : Renforcer la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance économique forte, soutenue et inclusive
		ORS2 : Accélérer la transformation structurelle de l'économie
		ORS3 : Développer les infrastructures économiques structurantes
		ORS4 : Développer des pôles économiques régionaux
Pilier 2 : Madagascar, un pays doté d'institutions fortes et stables	Doter Madagascar d'institutions fortes et stables	ORS1 : Développer des institutions fortes et redevables
		ORS2 : Consolider l'état de droit et de justice
		ORS3 : Œuvrer à une gestion efficace et efficiente des affaires publiques
Pilier 3 : Madagascar, une société avec un fort capital humain	Bâtir une société à fort capital humain	ORS1 : Accélérer la transition démographique
		ORS2 : Doter le pays de ressources humaines compétentes et aptes à soutenir la transformation structurelle,
		ORS3 : Améliorer l'accès des jeunes à l'emploi et à l'entrepreneuriat
		ORS4 : Renforcer les systèmes sanitaires et de protection sociale.
Pilier 4 : Madagascar, un pays avec une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques	Assurer une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques	ORS1 : Assurer une exploitation rationnelle et équitable des ressources naturelles,
		ORS2 : Renforcer la protection des ressources non renouvelables
		ORS3 : Renforcer la maîtrise des risques et des catastrophes naturelles
		ORS4 : Améliorer la résilience des populations et des infrastructures face aux aléas climatiques
Pilier 5 : Madagascar, une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis	Œuvrer à une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis	ORS1 : Valoriser la diversité culturelle pour le développement et le progrès social
		ORS2 : Consolider l'émergence d'une identité culturelle autour des valeurs partagées
		ORS3 : Renforcer la résilience des peuples par la cohésion sociale, la solidarité et l'inclusion sociale



Objectif global 1 : Faire de Madagascar un pôle économique régional

L'objectif de faire de Madagascar un pôle économique sous-régional à l'horizon 2030-2040-2063 apparaît comme un impératif pour accélérer le processus de transformation structurelle et promouvoir une croissance économique forte, soutenue et inclusive. Il est donc nécessaire de renforcer la stabilité de l'environnement macroéconomique, assurer la gestion rationnelle des terres cultivables, la disponibilité, la répartition et l'accessibilité aux infrastructures énergétiques et de connectivité. Il faudra par ailleurs que des efforts soient entrepris pour une meilleure participation de Madagascar aux chaînes de valeurs régionales et mondiales, le développement du commerce intra régional et l'industrialisation.

Madagascar réalisera cet objectif à travers les orientations stratégiques présentées dans le tableau 4.

Objectif global 2 : Doter Madagascar d'institutions fortes et stables

Des institutions fortes et stables favorisent un développement politique et économique harmonieux et durable. En effet, elles structurent les incitations dans les échanges humains, aussi bien dans le domaine politique, économique et social. En outre, elles garantissent l'état de droit et le respect des libertés fondamentales. Afin de s'ériger en un pôle économique régional à l'horizon 2030 – 2040 – 2063, Madagascar devra donc se doter de ce type d'institutions. Cet objectif stratégique se décline ainsi dans les orientations stratégiques ci-après :

- (i) développer des institutions fortes et redevables,
- (ii) consolider l'état de droit et de justice,
- (iii) œuvrer à une gestion efficace et efficiente des affaires publiques.

Objectif global 3 : Bâtir une société à fort capital humain

D'ici 2063, Madagascar ambitionne de devenir un pôle économique régional doté d'institutions fortes et stables. Pour ce faire, cet Etat devra, entre autres, œuvrer à la construction de systèmes éducatif, sanitaire et de protection sociale solides et aptes à soutenir l'élan de transformation économique, politique et sociale.

De manière spécifique, le système éducatif malagasy devra être en mesure de donner aux citoyens et en particulier aux jeunes, les moyens de devenir les meilleurs producteurs de biens et de services de la région. Ledit système devra aussi contribuer à la formation d'entrepreneurs qui participeront de manière significative à la création des emplois décents grâce à la mise en place d'entreprises dynamiques. A cet égard, tous(tes) les malgaches devront bénéficier d'un accès équitable à une éducation continue et universelle, avec des options pendant et après le niveau secondaire leur permettant de suivre une formation professionnelle ou technique comme alternative aux études purement académiques.

Le système éducatif devra, par ailleurs, être à même d'inculquer de bonnes valeurs aux populations, à l'instar de la discipline, du respect des lois, etc. qui permettent de garantir la stabilité. Quant au système sanitaire, celui devra permettre d'améliorer la santé générale des citoyens afin de les rendre productifs. L'Etat malagasy devra aussi s'évertuer à l'accélération de la transition démographique, préalable à la capture du dividende démographique en veillant à l'amélioration de l'accès à la santé reproductive. En conséquence, l'objectif stratégique 3 est décliné en trois principales orientations stratégiques présentées dans le tableau ci-après.

Objectif global 4 : Assurer une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques

Madagascar fait face à un problème de gestion de ses ressources naturelles et de maîtrise des chocs issus des aléas climatiques ; tout ceci influant sur le processus de développement durable du pays. Par ailleurs, les fruits de l'exploitation de ces ressources naturelles ne sont pas répartis au profit de tous, créant des poches d'inégalités spatiales dans la distribution du revenu national. L'assurance d'une croissance durable pour les générations présentes et futures, passe donc par :

- (i) l'exploitation rationnelle et équitable des ressources naturelles ;
- (ii) la protection des ressources non renouvelables et ;
- (iii) le renforcement de la résilience environnementale via des dispositifs institutionnels et des techniques d'alerte précoce ;
- (iv) le renforcement de la résilience climatique des populations et des infrastructures à travers des investissements dans la réduction des risques de catastrophes.

Objectif global 5 : Œuvrer à une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis

De par leurs effets de ruissellement, le patrimoine culturel et les spécificités propres à chaque territoire, à travers les « Soat oavina », ont solidifié l'ancrage de chaque Malagasy à l'identité commune et partagée d'une génération à une autre et ont impacté de façon positive et durable sur la cohésion, la solidarité et la résilience sociales et communautaires. Œuvrer à l'épanouissement harmonieux et durable des peuples s'inscrit dans ce processus en mettant plus d'accent sur les axes d'orientation stratégiques suivants :

- (i) valoriser la diversité culturelle pour le développement et le progrès social ;
- (ii) favoriser l'émergence d'une identité culturelle autour des valeurs partagées ;
- (iii) renforcer la résilience des peuples.

7.2. Priorisation selon les horizons temporels

L'exercice de prospective à entreprendre pour Madagascar a une dimension particulière ayant des effets sur l'obtention des différents résultats attendus de par son caractère séquentiel et temporel. En effet, si la destination finale est arrêtée à l'année 2063 au terme duquel la vision est censée pleinement atteindre l'ensemble des changements souhaités, deux années intermédiaires, à savoir 2030 et 2040 sont prévues. Il en résulte que les changements sont cumulatifs, mais différenciés selon les horizons programmés. Le processus programmatique tient compte de ces prédispositions temporelles. La planification des orientations y fait référence.



Tableau 3. Calendrier des orientations stratégiques

PILIER	OBJECTIF STRATEGIQUE	ORIENTATIONS STRATEGIQUES	2023-2030	2031-2040	2041-2063
Pilier 1 : Madagascar, un pôle économique régional	Faire de Madagascar un pôle économique régional	ORS1 : Renforcer la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance économique forte, soutenue et inclusive	X		
		ORS2 : Accélérer la transformation structurelle de l'économie	X	X	X
		ORS3 : Développer les infrastructures économiques structurantes	X	X	
		ORS4 : Développer des pôles économiques régionaux		X	X
Pilier 2 : Madagascar, un pays doté d'institutions fortes et stables	Doter Madagascar d'institutions fortes et stables	ORS1 : Développer des institutions fortes et redevables	X	X	
		ORS2 : Consolider l'état de droit et de justice	X	X	
		ORS3 : Œuvrer à une gestion efficace et efficiente des affaires publiques	X		
Pilier 3 : Madagascar, une société avec un fort capital humain	Bâtir une société à fort capital humain	ORS1 : Accélérer la transition démographique	X	X	
		ORS2 : Doter le pays de ressources humaines compétentes et aptes à soutenir la transformation structurelle,	X	X	
		ORS3 : Améliorer l'accès des jeunes à l'emploi et à l'entrepreneuriat	X	X	
		ORS4 : Renforcer les systèmes sanitaires et de protection sociale.	X	X	
Pilier 4 : Madagascar, un pays avec une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques	Assurer une gestion optimale des ressources naturelles et des aléas climatiques	ORS1 : Assurer une exploitation rationnelle et équitable des ressources naturelles,	X	X	
		ORS2 : Renforcer la protection des ressources non renouvelables	X		
		ORS3 : Renforcer la maîtrise des risques et des catastrophes naturelles	X		
		ORS4 : Améliorer la résilience des populations et des infrastructures face aux aléas climatiques	X	X	
Pilier 5 : Madagascar, une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis	Œuvrer à une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis	ORS1 : Valoriser la diversité culturelle pour le développement et le progrès social	X	X	
		ORS2 : Favoriser l'émergence d'une identité culturelle autour des valeurs partagées	X		
		ORS3 : Renforcer la résilience des peuples par la cohésion sociale, la solidarité et l'inclusion sociale	X	X	X

7.3. Narratifs des ORS pour les horizons intermédiaires de la vision

7.3.1. Narratif pour les ORS de l'horizon 2023-2030

A l'horizon 2030, il faudra renforcer la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance économique forte, soutenue et inclusive. La réalisation de cette orientation stratégique apparaît comme un préalable à l'atteinte de l'objectif de faire de Madagascar un pôle économique régional. Des actions devront être mises en œuvre dès 2023 pour assainir les finances publiques, garantir la stabilité des prix et un environnement des affaires favorable à l'investissement privé. Le processus de transformation structurelle se mettra ainsi en place à travers le développement progressif du secteur industriel et des services, et la création d'infrastructures économiques structurantes. Au niveau institutionnel, dès 2023, il faudra veiller à développer des institutions fortes et redevables, et à œuvrer à une gestion efficace et efficiente des affaires publiques. Cela garantira la transparence et renforcera la bonne gouvernance. Ce processus devra se poursuivre pour déboucher sur l'instauration d'un véritable état de droit et de justice à l'horizon 2030.

Par ailleurs, afin de bâtir une société à fort capital humain, il conviendra d'accélérer la transition démographique à travers l'éducation des jeunes filles, la lutte contre les mariages et grossesses précoces, l'autonomisation des femmes, et le renforcement de leur participation aux activités génératrices de revenus et au développement de l'économie locale. Il faudra également doter le pays de ressources humaines compétentes et aptes à soutenir la transformation structurelle. Pour ce faire, il faudra renforcer les systèmes sanitaires et de protection sociale, et adopter des mesures pour accroître et améliorer l'accès des jeunes à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Dans l'optique d'assurer une gestion optimale des ressources naturelles, il faudra veiller à une exploitation rationnelle et équitable des ressources naturelles. Ce processus se mettra en œuvre dès 2023 en raison de la place importante qu'occupe les ressources naturelles dans l'économie malgache.

De plus, des textes et règlements devront être adoptés en vue de renforcer la protection des ressources non renouvelables. En raison de la récurrence et de la gravité des crises et des diverses catastrophes, des actions vigoureuses devront être entreprises le plus tôt possible pour améliorer la résilience des populations et des infrastructures face aux aléas climatiques. L'objectif à terme est de parvenir à une société malgache avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis à l'horizon 2063. Pour cela, il faudra dès 2023, œuvrer au renforcement de la cohésion sociale, la solidarité et à une meilleure inclusion sociale. Des actions en faveur de l'émergence d'une identité culturelle malgache, fondée sur des valeurs partagées ainsi que la valorisation de la diversité culturelle participeraient également de cet objectif ainsi qu'au développement et au progrès social.

7.3.2. Narratif pour les ORS de l'horizon 2031-2040

Madagascar comme "pôle économique régional" atteindra sa maturité aux alentours de 2040. L'atteinte de cette maturité résulterait des effets de synergie liés à l'expérience acquise dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre adéquate des réformes et politiques publiques. Le maintien de la stabilité de l'environnement macroéconomique, les bonnes performances en matière de recouvrement des ressources internes, l'amélioration du cadre des affaires qui prévoit des incitations spécifiques pour stimuler l'investissement privé dans des secteurs clés tels que les infrastructures économiques structurantes, l'économie verte et bleue, etc. favorise l'essor industriel du pays et une croissance économique forte, soutenue, inclusive ainsi qu'une transformation et une diversification avancées de la structure productive du pays.



Dans ce contexte marqué par une gestion efficace et efficiente des affaires publiques, les institutions continuent à se renforcer et être assez fortes pour contraindre la puissance publique à mieux se conformer aux normes juridiques en vigueur. Au niveau du développement humain, les réformes et les politiques économiques et sociales en lien avec la transition démographique s'étendent sur les dix-sept prochaines années de sorte à améliorer la capacité des systèmes éducatifs et de santé. En outre, des actions destinées à améliorer l'employabilité des jeunes ainsi que les initiatives prises pour booster l'entrepreneuriat des jeunes produisent des effets beaucoup plus significatifs à partir de 2040.

En ce qui concerne le capital humain, les efforts de renforcement des ressources humaines (de qualité) devront se poursuivre. S'agissant des ressources naturelles, il faut noter également que les initiatives d'adaptation des populations et la résilience des communautés et des infrastructures aux risques environnementaux et climatiques seront mieux développées d'ici 2040. Par ailleurs, l'exploitation rationnelle et équitable des ressources naturelles doit continuer à être assurée. Enfin, pour s'assurer d'un pays mieux épanoui dans le long terme, l'intérêt pour la valorisation des valeurs, de l'identité et la diversité culturelle doit se renforcer d'ici 2040. L'intensité des relations sociales existantes, la solidarité et la bonne inclusion sociale sont de nature à favoriser la résilience du peuple malgache d'ici 2040.

7.3.3. Narratif pour les ORS de l'horizon 2041-2063

L'ancrage de ces orientations stratégiques à l'horizon 2063 part de l'hypothèse que les résultats structurants durables attendus comportent trois dimensions fondamentales : laps de temps de changement, rayonnement du changement et profondeur du changement. De par les caractéristiques innovatrices (transformation structurelle, pôles économiques, résilience, etc.), les changements nécessitent une période relativement prolongée quoique déjà amorcés à court terme. C'est d'abord le changement lui-même qu'il convient de relativiser.

Ensuite, son apparente accélération ne doit pas occulter les fortes inerties liées aux cultures, pratiques et une hypothèse de variance limitée de la nature humaine qui caractérisent les sociétés humaines. Les germes de changement ne sont visibles qu'à long terme. Enfin, les innovations initiées demandent un temps d'assimilation, d'appropriation et de maturité.

7.4. Mise en place d'un cadre de gouvernance

L'un des objectifs dévolus à la présente initiative Madagascar 2030/2040/2063 est de **pérenniser la culture prospective à Madagascar** dans tous les secteurs d'activités notamment l'administration publique, privée et la société civile. Pour y parvenir, il faudra **encourager la création d'une Institution ou d'une Direction qui sera attachée à un niveau élevé de prise de décision**. Ce sera rattaché par exemple au Secrétariat Général de la Présidence ou au Ministère de l'Economie et des Finances (structure en charge de la planification) afin de lui permettre d'avoir l'autorité nécessaire pour conduire les changements nécessaires et atteindre les objectifs de court, moyen et long termes.

Cet organe aura pour missions de :

- ✦ *Veiller à l'appropriation de la Vision par l'ensemble des parties prenantes (Populations, Autorités nationales, Secteur privé, Organisations de la société civile, diaspora, partenaires, etc.)*
- ✦ *Réaliser toutes les réflexions stratégiques et les études prospectives nationales (mise à jour de la présente étude tous les 10 ans), territoriales et thématiques utiles à l'éclairage de l'action publique ;*
- ✦ *Opérationnaliser et coordonner la réalisation des conclusions des principaux résultats des études nationales prospectives ; Surveiller et évaluer la mise en œuvre des études nationales prospectives afin d'anticiper sur les menaces et risques majeurs ; Renforcer les capacités nationales en matière de réflexions prospectives et d'intelligence économique ; Faire de la veille prospective.*

Ces missions pourraient être organisées autour de deux Directions centrales (dans ce cas, cette structure aura le statut de Direction Générale), à savoir la Direction de la Prospective et la Direction de l'Intelligence économique. Les actions de la Direction de la Prospective porteront sur la conduite, le suivi et l'évaluation des études prospectives nationales, territoriales et sectorielles. Celles de la Direction de l'Intelligence économique traiteront de la Veille stratégique et de l'Information économique.

Cet organe qui sera chargé de coordonner l'action de prospective à Madagascar veillera à une rapide institutionnalisation des études prospectives nationales à travers l'obligation de réaliser une étude nationale prospective tous les 10 ans afin de servir de base à la conduite des Plans Nationaux de Développement. Cette approche permettra d'inscrire la planification stratégique de court et moyen termes dans une vision prospective.

7.5. Conclusion

La vision retenue pour Madagascar à savoir « **Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples** » est bâtie sur 5 piliers qui sont :

- (i) Madagascar, un pôle économique régional,
- (ii) Madagascar, un pays doté d'institutions fortes et stables,
- (iii) Madagascar, une société à fort capital humain,
- (iv) Madagascar, un pays gérant de façon optimale ses ressources naturelles et les aléas climatiques,
- (v) Madagascar, une société avec des peuples vivant en harmonie et durablement épanouis.



Les orientations stratégiques qui en découlent vont servir de base à la mise en place d'un cadre opérationnel à court et moyen termes dans la phase de planification, afin d'aider Madagascar à concrétiser sa vision de développement. La définition des orientations stratégiques est la dernière étape de l'étude prospective Madagascar 2030/2040/2063. Ces orientations stratégiques qui constitueront les produits d'entrée dans la phase de la planification ont fait l'objet de priorisation sur des horizons intermédiaires afin d'en extraire celles qui devront être déclinées en actions pour le prochain Plan Stratégique de Développement dudit Etat.

L'étape de la mise en œuvre devra trouver les ressorts nécessaires pour favoriser une appropriation de cette étude par les différentes parties prenantes notamment les populations, les Autorités Nationales, les Organisations de la société civile et les partenaires au développement. C'est la condition sine qua non pour garantir les chances de concrétisation de la vision souhaitée par Madagascar à l'horizon 2063, à savoir « **Madagascar, un pôle économique régional, doté d'institutions fortes et stables, fondé sur une société à fort capital humain, sur une gestion optimale des ressources naturelles et sur la résilience climatique, pour un épanouissement harmonieux et durable des peuples** ».



BIBLIOGRAPHIE

- AFRICAN TRADE STATISTICS 2020
- Appui à l'émergence industrielle de Madagascar 2019-2023
- ARTEC, Rapport d'activités 2018
- ARTEC, Rapport d'activités 2019
- Attractiveness Program Africa Banque mondiale (2014). Enseignement Supérieur, résumé et vision 2024, note
- Calame P. (1998) : « Les défis et les perspectives de la gouvernance », <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse>.
- Colin Subtil, . (2021). Madagascar : le retour de la stabilité politique permettra-t-il le décollage de l'économie malgache ?. (pp. 1-45).
- Paris Cedex 12: Agence française de développement
- COMITE NATIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2006, Programme national d'aménagement du territoire, 39 p.
- Commission Economique Européenne, 1969, Les plans de développement des Etats africains et malgache associés à la CEE, Série aide au développement, N°3, Bruxelles, 1969, 132 p.
- Comtrade 2021
DABAT Marie-Hélène, JENN-TREYER Olivier, RAZAFIMANDIMBY Simon et BOCKEL Louis, 2008, « L'histoire inachevée de la régulation du marché du riz à Madagascar », In Société Française d'Economie rurale, pp. 75-89
- Diagnostic du secteur privé de Madagascar 2021, Banque Mondiale
DUMAS Dominique, BIGOT Sylvain, BROU Téléphore Yao, BOULOGNE Marine, RAZANAKA Samuel, GOND Valéry, 2015, Evolution des surfaces forestières à l'échelle du Parc national de Ranomafana et sa périphérie (Sud-Est de Madagascar) entre 1989 et 2013, 20p.
- Enquête FinScope Consommateur de 2016 à Madagascar
FMI (2017) : « Document sur les questions générales », Rapport du FMI No. 17/224 - Juillet 2017.
- <https://actu.orange.mg/les-aieres-protegees-de-madagascar-sont-vulnerables-au-changement-climatique/>
- <https://www.climatsetvoyages.com/climat/madagascar>
- <https://www.fao.org/3/ab570f/AB570F07.htm#TopOfPage>
- <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/madagascar/les-chiffres-du-commerce-exterieur>
- <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/madagascar/les-chiffres-du-commerce-exterieur>
- IFPRI, 1998, « La structure et le comportement des marchés des intrants et des produits agricoles et la réponse des ménages agricoles face aux reformes des politiques agricoles à Madagascar », In Revue des politiques de reformes, Cahier 2, Washington, 30 p.
- Indice de l'intégration régionale en Afrique 2022, BAD
- Lachkar M. (2015) : « Madagascar: l'énigme d'une crise politique chronique » Rédaction Afrique - l'Agenceinfo:Afrique. <https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/madagascar/madagascar-l-enigme-d-une-crise-politique-chronique>.
- INSTAT (2021). Enquête démographique et de santé à Madagascar (EDSMD-V), rapport des indicateurs clé 2021
- INSTAT (2018). Résultats globaux du recensement général de la population et de l'habitation de 2018 RGPH-3, rapport
- LAPENU Cécile, 2001, Le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de la libéralisation, Quelle contribution de la microfinance ? Le cas de Madagascar, Cirad, 41/97, 55 p.



- MADAGASCAR Note de diagnostic pays, juillet 2021, BAD
- Mbodji, A., Gueye B. (2012): « Etude sur les défis de la gouvernance en Afrique de l'ouest » - Centre d'Etude de Recherche et d'Action pour la Gouvernance CERAG.
- MÉMORANDUM ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR 2020, BANQUE MONDIALE
- Ministère de l'Economie et des Finances de Madagascar
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2016, Programme environnemental pour le développement durable, 77p.
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2019, Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA) Madagascar, 152p.
- Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, direction générale de l'environnement, 2006, Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques, 75P.
- Ministère de la santé publique (2019). Plan de développement du secteur de la santé 2020-2024, rapport
- Note de diagnostic pays, Rapport juillet 2021, BAD
- OCDE (2009), « Défis actuels et futurs de la gouvernance publique », dans Government at a glance 2009, Éditions OCDE, Paris.
- OIM, 2018, Défis, enjeux et politiques : migration, environnement et changements climatiques à Madagascar, 193p.
- OMS Madagascar (2017). Rapport annuel 2017
- PASEC (2017). Performances du système éducatif malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar.
- Parfait, S. (2020). Chapitre 38. No Comment® : vers un nouveau modèle de business. Dans : Soufyane Frimousse éd., Africa Positive Impact : Agir pour un meilleur impact sociétal (pp. 385-392).
- Perspective Monde
Philippe Méral et Denis Requier-Desjardins, 2006, « La gestion durable de l'environnement à Madagascar : enjeux, opportunités et contraintes », économie rurale, sn, sv, en ligne, pp 294-295
- Plan National de Développement de Madagascar 2015-2019
- RAHARISON Tahina Solofoniaina, 2014, Politiques publiques de développement à Madagascar et durabilité de l'agriculture et des exploitations agricoles : Etude de cas dans le Moyen Ouest, Mémoire de Master de recherche, Université Montpellier 1, 129 p.
- RAKOTOARY .J.C, Conservation de la diversité biologique (dynamique et stratégie), 50p.
- Rapport de mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul 2011-2018
- Rapport FMI N°21/75, AVRIL 2021
- RAPPORT SUR LA STABILITE FINANCIERE n° 6, 2018, Banky Foiben'i Madagasikara
- Razafindrakoto, M., Razafindrazaka D. and Rouband F. (2009) : « La gouvernance à Madagascar : Portée et limites de la lutte contre la corruption et du processus de décentralisation », <https://afrobarometer.org/fr/publications/la-gouvernance-%C3%A0-madagascar-port%C3%A9e-et-limites-de-la-lutte-contre-la-corruption>
- UNDP (2021) Global knowledge index, rapport
- World development indicator
- World governance indicator
- YEARBOOK MADAGASCAR : Rapport économique 2021
- Zadi J. (2013) : « La question de la bonne gouvernance et des réalités sociopolitiques en Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire ». Droit. Université Paris-Est, 2013. Français.



ANNEXE : LISTE DES VARIABLES DE L'ANALYSE STRUCTURELLE

N°	Intitulé long	Intitulé court
1	Mobilisation des ressources domestiques	Mob_Res_Do
2	Stabilité macroéconomique	Stab_Macro
3	Croissance économique	Crois_eco
4	Relation économique internationale	Rel_eco_In
5	Recherche et innovation technologique	Rech_Inv_t
6	Développement du secteur privé	Dev_sectP
7	Etat de droit	Etat_droit
8	Renforcement des Institutions	Renf_Inst
9	Stabilité socio-politique	Stab_socio
10	Sécurité	Sécu
11	Corruption	Corrup
12	Géopolitique	Geopol
13	Pauvreté	Pauv
14	Inégalité de revenu et vulnérabilité sociale	Ineg_rev
15	Egalité Hommes et Femmes	Egal_HF
16	Culture et valeurs	Cult_val
17	Emploi pro-pauvre	Empl_pro_p
18	Protection sociale	Protec_soc
19	Dynamique démographique	dyndem
20	Santé	Sant
21	Education	educ
22	Formation technique et professionnelle	FormTp

N°	Intitulé long	Intitulé court
23	Dynamique des migrations	migr
24	Jeunesse	Jeun
25	Richesse naturelle	Rich_nat
26	Risques naturels	Risq_nat
27	Vulnérabilité climatique	Vuln_clim
28	Stratégie nationale de gestion des risques naturels	Gest_risq_
29	Transition énergétique	Trans_ener
30	Politique nationale d'aménagement du territoire	PNAT
31	Décentralisation	Decentr

Ces variables ont été explicitées à travers un glossaire qui porte sur la définition de la variable, son caractère interne ou externe, une brève rétrospective compréhensive et la situation actuelle, les tendances probables, les indicateurs, les acteurs et des références bibliographiques. L'intérêt du glossaire est de permettre à tous les membres de l'équipe d'experts d'avoir une compréhension commune des variables et une juste appréciation de la caractérisation des relations entre elles. La description des influences mutuelles des 31 variables a été faite avec le remplissage de la matrice d'influence directe. Spécifiquement, l'évaluation des influences a consisté, pour chaque ligne de la matrice d'influence directe (correspondant à une variable donnée), à apposer les notes 0, 1, 2, 3 ou P à l'intersection de cette ligne et d'une colonne donnée suivant que les experts estiment que la variable sur la ligne n'a aucune influence, a une influence faible, a une influence moyenne, a une influence forte ou une influence potentielle sur la variable en colonne.

